

UNCIO - Working papers - Plenary Committee on jurists & general committees
- Coordination Committee - French.

15 May 1945
30 June 1945

clear - NK
06/05

S-1006
Box-6
File-6

(PAGE 12.2.2).

12 ~~Registrations of Delegations~~

Working Documents of the Co-ordination
Committee not included in the Initial
Sixteen - Volume Printed Series
"Documents of UNCIO" - Released by
UN Secretary - General in June 1947

FRENCH

19
ch



No. 72 Size $9\frac{1}{2} \times 14\frac{3}{4}$
(No. R 1516 C)

C=9

Annexe A

Rapport du Comité consultatif de Juristes,
19 juin 1945

AU COMITE DE COORDINATION :

Si l'on veut formuler l'Article 3 de la façon que vous suggérez dans votre première variante, le texte doit être modifié comme suit :

"Sont membres originaires des Nations Unies les Etats signataires de la présente Charte qui la ratifient conformément à l'Article 82".

Votre deuxième variante est conçue de la façon suivante :

"Sont membres originaires des Nations Unies les Etats qui signent et ratifient la présente Charte".

Si l'on gardait cette formule, tout Etat pourra se prévaloir du droit de signer la Charte et devenir membre originaire de l'Organisation.

Le Comité consultatif de Juristes aurait préféré la formule de votre troisième variante; il a proposé et envoyé au Comité de coordination le 17 juin un projet de préambule (CO/93) (4), remanié) dont le texte est le suivant :

"Nous, les peuples de

"Représentés par les délégués désignés par nos Gouvernements respectifs et munis de pleins pouvoirs en bonne et due forme, à la Conférence de San-Francisco arrêtons la présente Charte des Nations Unies".

Par ailleurs, le Comité consultatif de Juristes a suggéré la rédaction suivante pour l'Article 3 :

"Sont membres originaires des Nations Unies les Etats énumérés dans le Préambule, qui signent et ratifient la présente Charte.

Le Comité n'ignore pas que ces suggestions n'ont pas été accueillies avec faveur par le Comité de coordination; mais la coutume veut que l'on indique dans le Préambule des traités les noms des puissances signataires. Le Comité consultatif de Juristes préfère faire de même pour la présente Charte; à moins qu'on ait des raisons valables de procéder autrement.

256

C-9

Votre quatrième variante pourrait être utilisée sous la forme suivante :

"Les membres originaires des Nations Unies sont les Etats, énumérés dans l'annexe, qui signent la présente Charte et la ratifient conformément à l'Article 82".

Le Comité consultatif de Juristes estime cependant qu'une telle rédaction serait un peu gauche. La liste de l'annexe ne ferait que répéter les noms des pays qui figurent immédiatement avant l'annexe, dans la liste des signataires, à l'exception éventuelle d'un seul Etat qui a signé la déclaration des Nations Unies mais n'est pas représenté à San-Francisco.

Votre cinquième variante est la même que le texte de l'Article 3 que le Comité consultatif de juristes a approuvé le 17 juin. Le Comité donnerait la préférence à la suggestion formulée dans votre troisième variante, ou, sinon, à son propre projet révisé d'Article 3, qui est ainsi conçu :

"Les membres originaires des Nations Unies sont les Etats qui, ayant participé à la Conférence des Nations Unies à San-Francisco, signent la présente Charte et la ratifient conformément à l'Article 82".

Le Comité consultatif de Juristes entend bien que le but de la suggestion formulée dans votre sixième variante est de permettre à un Etat qui n'est pas représenté à San-Francisco mais qui a signé précédemment la déclaration des Nations Unies, de signer et ratifier la Charte et de devenir par là membre originaire de l'Organisation. Pour exprimer cette idée, l'Article doit être ainsi conçu :

"Les membres originaires des Nations Unies sont les Etats qui, ayant participé à la Conférence des Nations Unies à San-Francisco, ou ayant antérieurement signé la déclaration des Nations Unies en date du 1er janvier 1942, signent la présente Charte et la ratifient conformément à l'Article 82". Si l'Article 3 était ainsi rédigé, il faudrait ajouter un paragraphe à l'Article 82. Ce paragraphe serait ainsi conçu :

"Tout Etat qui n'a pas participé à la Conférence des Nations Unies à San-Francisco mais qui a signé antérieurement la déclaration des Nations Unies en date du 1er janvier 1942, peut signer la présente Charte à une date ultérieure".

257

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA TRENTE-TROISIEME SEANCE DU COMITE
DE COORDINATION

Opera House, Salle 418, 19 juin 1945 à 15 heures

Membres présents :

Australie
Brésil
Canada
Chili
Chine
Etats-Unis d'Amérique
France
Iran
Mexique
Pays-Bas
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et
d'Irlande du Nord
Tchécoslovaquie
Union des Républiques socialistes
soviétiques
Yougoslavie

Egalement présents :

Inde
Guatemala

M. K.H. Bailey
M. Cyro de Freitas Valle
M. N.A. Robertson

M. Yuen-li Liang
M. Leo Pasvolsky
M. Jacques Fouques-Duparc
M. Ali Akbar Siassi
M. Rafael de la Colina
M. Adrian Pelt

M. H.M.G. Jebb
M. Jan Papanek

M. S.A. Golunsky
M. Stojan Gavrilovic

Sir A. Ramaswami Mudaliar,
Président du Comité II/3
M. Manuel Noriega Morales,
Rapporteur du Comité II/3

Le Président, M. Pasvolsky, ouvre la séance à 15 heures.

C=9

interprétative séparée, comme dans une loi, dans laquelle certains termes très fréquents seraient définis une fois pour toutes; 2) insérer une définition à l'endroit où chaque terme apparaît pour la première fois dans le texte - soit, en l'espèce, dans l'Article 15 du chapitre IV - et indiquer que cette définition sera valable pour les autres passages où le terme sera utilisé; et 3) employer un système de renvoi d'un Article à l'autre, avec une définition complète dans un passage, auquel on renvoie lorsque le terme reparait par la suite. En ce qui concerne les "institutions spécialisées", la définition pourrait figurer à l'Article 60, auquel on renverrait ensuite.

L'attention du Comité est attirée sur l'Article 61, puis sur les Articles 13 et 15 du chapitre IV. Sir Ramaswami Mudaliar fait observer qu'il importe peu que les buts des "institutions spécialisées" soient exposés au chapitre IV, ou au chapitre IX; il désire seulement insister sur la nécessité que le texte de la Charte accorde à ces buts l'attention qu'ils méritent.

Article 13

Le Comité décide de reprendre l'examen de l'Article 13 du chapitre IV, à cause de ses rapports avec les Articles 60 et 61. Le Président craint qu'une modification de fond à l'Article 13 ou qu'une tentative pour le condenser n'entraîne une discussion prolongée, mais il estime possible et souhaitable de le remanier légèrement. M. Jebb suggère que l'on omette les mots "sans distinction de race, de sexe, de langage ou de religion"; mais l'opinion générale est qu'il ne faut apporter aucune modification de fond au texte qu'a soumis le Comité II/3. Un débat s'engage sur l'opportunité de remplacer basic freedoms par fundamental freedoms, qui est utilisé ailleurs.

L'Article 13 du chapitre IV est révisé comme suit :

"1. L'Assemblée générale provoque des études et fait des recommandations en vue de :

a. Développer la coopération internationale dans le domaine politique et encourager le développement progressif du droit international et sa codification;

b. Développer la coopération internationale dans les domaines économique, social, intellectuel, de l'éducation, de la santé publique, et faciliter pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

2. Les autres responsabilités, fonctions et pouvoirs, de l'Assemblée générale en ce qui concerne le paragraphe b) sont énoncés au chapitre IX et IX (X)."

C-9

Article 61

Le Président signale que Sir Ramaswami Mudaliar, Président du Comité II/3, est d'avis que l'article 61, dans le contexte de l'article 63, pourrait être interprété comme autorisant le Conseil économique et social à entreprendre la coordination des méthodes des institutions spécialisées aussi bien que de leurs activités. Les membres du Comité II/3 ont émis l'opinion que c'est l'Assemblée générale qui doit assumer la coordination de leurs méthodes, et que leurs activités seront coordonnées par le Conseil économique et social.

M. Golunsky pense que la Charte n'exige pas tant de précision. Des questions de ce genre se poseront dans maints Articles et, de toute manière, il n'est pas possible, dans la Charte, de tout prévoir. M. Jebb trouve satisfaisant le texte des Articles 61 et 63; l'Assemblée générale doit recevoir, comme il est prévu, de larges pouvoirs qui la laissent libre de décider. Sir Ramaswami Mudaliar signale qu'en chargeant expressément l'Assemblée générale de coordonner les activités on accorde à cet organe des pouvoirs plus étendus que ceux que lui attribuait le Comité II/3. M. Bailey partage ce point de vue : à son avis, un texte qui habiliterait l'Assemblée à coordonner les activités des institutions, lui conférerait un pouvoir plus étendu que celui que lui donnait le texte du Comité technique, et modifierait le fond de l'article. Le Président soutient que le nouveau texte n'enlève à l'Assemblée aucun pouvoir et ne lui en confère aucun, mais l'autorise seulement à élargir les attributions du Conseil économique et social. Il estime en tout cas que, quelques pouvoirs que l'on attribue à l'Assemblée générale, on ne peut l'empêcher de les déléguer à un autre organe qui les exercera sous l'autorité de l'Assemblée. M. Bailey dit, au contraire, que lorsque la Charte confère expressément certaines fonctions à un certain organe et telles autres fonctions à un autre organe, il est difficile de prétendre que des pouvoirs généraux comme ceux de l'Article 61 doivent l'emporter sur les attributions spécifiques qui figurent dans d'autres dispositions.

Le Président résume comme suit l'attitude du Comité sur cette question : dans l'ordre de présentation primitif, l'Article 63 venait d'abord, suivi de l'Article 58. Pendant l'élaboration du Chapitre IX, le Comité a décidé de décrire le système de coopération économique et sociale et d'indiquer à la fin du chapitre que l'Assemblée générale, et, sous son autorité, le Conseil économique et social, seraient chargés d'assurer le fonctionnement de ce système. Au chapitre suivant, figurerait l'indication des fonctions du Conseil. L'Assemblée générale conserverait tous les autres pouvoirs et fonctions. Pour exécuter ce plan, on conserverait l'Article 61 sans changement, en précisant que l'Article 65 ne se rapporte qu'à la coordination des "activités", et que celle des "méthodes" revient à l'Assemblée.

Sir Ramaswami Mudaliar demande si cette modification obligera le Comité II/3 à se réunir. Le Président répond que, comme il s'agit uniquement de la forme et de l'ordre de présentation des articles de ce chapitre, il semble que la Commission II peut approuver le nouveau texte sans obliger le Comité technique à se réunir.

Le Comité approuve l'Article 61 sans modification.

C=9

Article 62

M. Jebb explique comment il interprète l'Article 62 : l'Assemblée générale provoque des négociations entre les Etats, le Conseil économique et social poursuit ces négociations et les Etats concluent un accord. L'Assemblée générale, en pareil cas, donne des directives au Conseil économique et social.

Le Comité approuve l'Article 62 sans modification.

Article 63

Le Président signale qu'un membre a mis en doute l'utilité de la dernière phrase de l'Article 63 : "qui disposeront, à cet effet, des pouvoirs à eux attribués aux termes du Chapitre IX (X)". Il a lui-même partagé ce doute, mais il pense maintenant, d'après la discussion qui vient d'avoir lieu, qu'il importe de maintenir cette phrase, car elle souligne que les seuls pouvoirs du Conseil économique et social sont ceux que lui donne ledit chapitre, et que l'Assemblée générale détient tous les autres pouvoirs. Sir Ramaswami Mudaliar demande s'il faut déduire de cette phrase que le Conseil économique et social n'aura d'autres pouvoirs que ceux-là. Le Président indique qu'il aura aussi tous les autres pouvoirs et fonctions que l'Assemblée pourrait lui conférer.

Le Comité approuve l'Article 63 sans modification.

CHAPITRE IX (X)

Le Président invite le Comité à examiner le Chapitre IX (X), qui débute par l'Article 63 (doc. WD 397; CO/144 (1), 19 juin 1945).

Le Secrétaire explique que les onze articles qui formaient auparavant la section relative aux fonctions et pouvoirs du Conseil économique et social ont été réduits par le Sous-Comité à cinq Articles (Articles 64 à 68 inclus).

Suivant l'ordre de présentation envisagé, l'Article 64 traite de l'action directe du Conseil économique et social; les Articles 65 et 66 de ses rapports avec les institutions spécialisées, et les Articles 67 et 68 de ses rapports avec les autres organes de l'Organisation.

Article 63

Le Comité approuve l'Article 63 sans commentaires.

Article 64

Le Président indique que les paragraphes 1 et 2 devraient être présentés de la même façon que les paragraphes 3 et 4, en utilisant may (peut) au lieu de shall have the power (aura le pouvoir de); le Comité emploie may (peut, peuvent)

C-9

Article 65

Au paragraphe 1, les mots "les autorités compétentes de" sont supprimés comme inutiles.

Au paragraphe 2, le membre de phrase "rattachées aux Nations Unies" est également supprimé, puisqu'il s'agit uniquement des institutions qui sont déjà rattachées à l'Organisation.

Le Comité est amené à discuter du rapport qui existe entre l'Article 65 et l'Article 60. M. Liang dit que l'Article 60 formule les obligations assumées par l'Organisation, tandis que le paragraphe 1 de l'Article 65 assure l'exécution des obligations de l'Article 60 et vise les institutions non encore rattachées à l'Organisation. Le Président partage cette opinion et suggère en outre que l'on emploie, au paragraphe 1, le singulier au lieu du pluriel à propos de l'action du Conseil économique et social, de manière à faire ressortir clairement qu'il sera conclu un accord avec chaque institution.

Le Comité approuve le texte suivant pour l'Article 65 :

"1. Le Conseil économique et social peut, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale, conclure avec toutes les institutions visées à l'Article 60 des accords et fixer les conditions dans lesquelles les institutions intéressées seront reliées à l'Organisation.

"2. Il peut coordonner l'activité de ces institutions spécialisées, en se concertant avec elles, en leur adressant des recommandations ainsi qu'en adressant des recommandations à l'Assemblée générale et aux Membres des Nations Unies.

Article 66

M. Bailey pose une question au sujet du membre de phrase "est autorisé à prendre", et le Secrétaire dit que cette formule a suscité certains doutes. Sir Ramaswami Mudaliar fait observer que, de l'avis de certains membres du Comité II/3, ce texte a été affaibli par suite de l'emploi du membre de phrase "prendre des arrangements avec"; si l'on emploie le verbe "peut" (may), la phrase perdra encore de sa force. Le Président répond que pour le Comité de coordination, "peut" (may) est le terme le plus fort de la Charte. Ce terme a été employé pour définir tous les pouvoirs dont sont investis l'Assemblée et le Conseil, car on a pensé que l'expression "est autorisé à" est plus restrictive de l'autorité d'une organisation que "peut" (may). Le Président, ainsi que M. Golunsky, suggèrent qu'il faudrait peut-être annexer à la Charte, sous forme de note, une définition du mot "peut" (may). Quant à l'emploi de "est autorisé à" (is authorized to), M. Bailey admet que l'expression est plus faible que "peut" (may), mais il estime qu'en l'occurrence elle se justifie puisqu'il s'agit de la conclusion d'un accord avec un organe subalterne auquel on ne désire pas accorder de pouvoir.

C=9

A propos d'une question distincte, mais connexe, le Président propose de supprimer, dans la deuxième phrase du paragraphe 1, le mot "également" (also), qui comporterait une nuance analogue de dépréciation et risquerait de donner l'impression que la deuxième autorisation est moins importante que la première.

M. Robertson demande si, au paragraphe 1, les mots "et à celles de l'Assemblée générale", sont nécessaires. Le Président estime qu'ils le sont, car l'Assemblée fera toutes sortes de recommandations. La discussion s'est portée plus spécialement sur la manière d'indiquer nettement que le Conseil économique et social ne donnera suite qu'à celles des recommandations de l'Assemblée générale qui relèvent de la compétence du Conseil. Parmi diverses suggestions, le Comité adopte la version proposée par le Secrétaire, qui consiste à ajouter, après les mots "de ses propres recommandations", le membre de phrase suivant : "et des recommandations émanant de l'Assemblée générale sur des objets relevant de la compétence du Conseil".

Le Comité convient de remplacer, au paragraphe 2, le verbe de caractère impératif "shall" par le facultatif "may".

M. Bailey fait observer qu'aux termes de l'Article 65, le Conseil économique et social est autorisé à conclure des accords (agreements) avec des institutions, tandis que dans l'Article 66, il peut prendre des "arrangements" à des fins précises. Il semble que ces "arrangements" peuvent fort bien rentrer dans la catégorie des accords. M. Bailey suggère donc d'adopter pour l'article 66 une expression plus générale, telle que "prendre toutes dispositions (ou mesures) utiles".

Le Comité approuve pour l'Article 66 le texte suivant :

"1. Le Conseil économique et social est autorisé à prendre toutes mesures utiles pour recevoir des rapports réguliers des institutions spécialisées. Il est autorisé à prendre des arrangements avec les Membres de l'Organisation et avec les institutions spécialisées afin de recevoir les rapports sur les mesures prises en exécution de ses propres recommandations et des recommandations émanant de l'Assemblée générale sur des objets relevant de la compétence du Conseil.

"2. Il peut communiquer à l'Assemblée générale ses observations sur ces rapports."

Article 67

M. de Freitas Valle demande comment il faut entendre le membre de phrase "peut fournir des informations". On a proposé, à titre de variantes, "communiquer" et "procurer"; mais le Comité décide de conserver "fournir" de manière à rendre l'idée que l'initiative incombe au Conseil économique et social.

C=9

Le Comité approuve l'Article 67 sans modification.

M. Robertson propose que le Conseil de sécurité, en vertu de l'Article 67, puisse demander au Conseil économique et social, lorsqu'il négocie des accords avec des institutions spécialisées, de faire figurer dans leurs statuts une clause du genre envisagé au paragraphe 2 du projet d'Article 52 (doc. 1135; CO/142 (2)), qui vise à assurer au Conseil de sécurité, pour l'exécution de ses décisions, l'appui des institutions spécialisées. Le Président dit que l'idée est excellente, et demande qu'elle soit consignée au procès-verbal. Il pense que l'on pourrait préparer sur cette question un mémorandum à l'intention du Conseil de sécurité.

M. de la Colina attire l'attention sur la maladresse du texte français : "assistera celui-ci sur sa demande".

Article 68

Au paragraphe 2, M. Golunsky propose de supprimer, après "institutions", les mots "visées à l'Article 60". L'ordre des mots est modifié pour assurer la concordance avec le texte français.

Le Comité approuve l'Article 68, sans modification, à l'exception du paragraphe 2, ainsi conçu :

"2. Il peut, avec l'approbation de l'Assemblée générale, rendre les services qui lui seraient demandés par des Membres de l'Organisation ou par des institutions spécialisées."

Article 69

M. Liang fait observer qu'au paragraphe 2, on ne voit pas clairement si le mot those désigne les Etats ou leurs représentants. C'est le règlement intérieur qui résoudra la question du quorum des Etats ou des représentants. On signale que le terme members (Membres) a été employé dans d'autres passages de la Charte pour définir les Etats et qu'ici il a le même sens.

Le Comité approuve l'Article 69, en remplaçant, au paragraphe 2, "those" par "the members".

Article 70

C'est à la demande du Secrétaire que l'on a employé comme sous-titre "Organisation et procédure". Afin d'assurer l'uniformité des sous-titres de la Charte, on décide d'employer ici le mot "Procédure" au lieu de "Organisation et procédure".

267

C=9

Le Président fait remarquer que le texte de l'Article se lit mal. M. Bailey indique que l'on a adopté cette rédaction pour ne pas créer l'impression qu'il y aurait une seule commission par domaine d'activité. M. Liang rappelle que l'article "the", devant "economic and social fields" a été omis après une longue discussion, de manière à permettre, le cas échéant, de créer plusieurs commissions. Les Membres semblent unanimes à reconnaître que cette rédaction de l'article n'est pas heureuse, mais ils estiment également que toute modification entraînerait le renvoi au Comité II/3, ce qui provoquerait un retard dans les travaux de la Conférence.

Le Comité approuve l'Article 70 sans modification.

Article 71

Le Président fait observer que cet article a manifestement trait aux Membres qui ne sont pas représentés au Conseil économique et social.

Le Comité approuve l'Article 71 sans modification.

Article 72

Sur la proposition de M. Liang, le Comité supprime le membre de phrase "rattachées aux Nations Unies". Le Président du Comité II/3, Sir Ramaswami Mudaliar, fait remarquer qu'à la fin de l'Article on peut remplacer such (tels) par the (les).

Le Comité approuve pour l'Article 72 le texte suivant :

"Le Conseil économique et social peut prendre toutes dispositions pour que des représentants des institutions spécialisées participent, sans droit de vote, à ses délibérations et à celles des commissions instituées par lui, et pour que ses propres représentants participent aux délibérations des institutions spécialisées."

Article 73

Le Comité approuve l'Article 73 sans modification.

Article 74

Le Comité approuve l'Article 74 sans modification.

Discussion générale sur les chapitres IX et IX (X)

M. Fouques-Duparc fait observer que l'expression "falling within its competence" est à la fois inutile et dangereuse et qu'elle devrait être supprimée. M. Bailey explique qu'il s'agit d'une expression courante en anglais, et qu'elle a été adoptée en raison de la difficulté de rendre en français le terme "responsibility". M. Liang constate que cette expression permet d'éviter de longues énumérations. Le Président pense que l'on devra attendre la deuxième lecture des chapitres pour régler ce point.

C=9

Le Président se déclare satisfait de la nouvelle rédaction proposée pour les chapitres IX et IX (X). Sir Ramaswami Mudaliar indique qu'à son avis aucune des modifications opérées n'exige le renvoi au Comité II/3 pour un nouvel examen.

CHAPITRE XI

Le Comité est saisi du document WD 368, CO/151, du 16 juin 1945.

Il est également saisi d'un texte dactylographié des projets d'article 69, 69 X et 69 Y, tels qu'ils ont été rédigés lors de la 32ème séance.

"Article 69

"Il est créé un Secrétariat comprenant un Secrétaire général et le personnel nécessaire.

"Un personnel spécial est affecté d'une manière permanente au Conseil économique et social, au Conseil de tutelle, et, s'il y a lieu, à d'autres organes de l'Organisation.

"Article 69 X

"Le Secrétaire général est nommé par l'Assemblée générale sur la recommandation du Conseil de sécurité.

"Article 69 Y

"Le Secrétaire général est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation. Il agit en cette qualité à toutes les réunions de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social et du Conseil de tutelle; il remplit toutes autres fonctions dont il est chargé par ces organes. Il présente à l'Assemblée générale un rapport annuel sur l'activité de l'Organisation."

Article 69

M. Jebb propose, pour le paragraphe 2, un texte ainsi conçu : "Un personnel permanent sera affecté au Conseil économique et social, au Conseil de tutelle et aux organes dont le fonctionnement peut exiger un tel personnel". Dans le projet de rédaction qui fait l'objet de la discussion, M. Robertson suggère le terme appropriate staff (personnel approprié) et le Président propose : appropriate staff shall be permanently established (Un personnel approprié sera constitué d'une manière permanente). M. Pelt suggère l'emploi des mots "institutions spécialisées" ou "personnel spécialisé". Il n'approuve pas l'emploi du mot permanent, qui se trouvait dans l'Article 80 du chapitre IX (X), maintenant supprimé; il n'y a pas à craindre, en effet, que l'on n'enlève au Conseil économique et social son personnel. M. Robertson propose que l'on ajoute à la première phrase les mots "et le personnel que peut exiger l'Organisation", afin de souligner l'idée qu'il y a un seul personnel, qui englobe celui des institutions spécialisées. Le Président et M. Bailey estiment que la suppression des mots "d'une manière permanente" (permanently) à propos de l'affectation de personnel au Conseil économique et social constituerait une modification de fond qui exigerait le renvoi au Comité technique, car le mot en

C = 9

question a été expressément inclus. Le Comité décide cependant de transférer ces mots de l'Article 69 à l'Article 73. Le membre de phrase ajouté sur la suggestion de M. Robertson entraîne une modification de l'ordre des phrases dans l'Article 69.

Le Comité approuve pour l'Article 69 le projet de texte suivant :

"Il est créé un Secrétariat comprenant un Secrétaire général et le personnel que peut exiger l'Organisation. Le Secrétaire général est nommé par l'Assemblée générale sur la recommandation du Conseil de sécurité. Il est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation."

Les deuxième et troisième phrases de ce texte proviennent des Articles 69 X et Y dont elles formaient les phrases initiales.

Articles 70, 71 et 72

Lors de la présente séance du Comité de coordination, ces Articles n'ont fait l'objet ni de discussions, ni de modifications. L'Article 70 est formé des deuxième et troisième phrases de l'Article 69 Y, dans sa nouvelle rédaction.

Article 73

On a inséré dans l'Article 73 la disposition concernant l'affectation à titre permanent du personnel au Conseil économique et social et à d'autres organisations; dans le projet provisoire dactylographié dont le Comité se trouve saisi, cette disposition figurait à l'Article 69. Le Comité est d'avis qu'il est nécessaire de conserver le membre de phrase "permanently assigned" (affecté d'une manière permanente), pour les motifs exposés dans la discussion consacrée à l'Article 69. Le Président et MM. Bailey, Golunsky, Pelt et Robertson, ont proposé ce remaniement, pour la raison que cet Article constitue un ensemble de directives adressées au Secrétaire général pour l'élaboration d'un règlement du Secrétariat.

Le Comité scinde l'Article 73 en trois paragraphes, et approuve le texte suivant :

"1. Le personnel est nommé par le Secrétaire général conformément aux règles fixées par l'Assemblée générale.

"2. Un personnel spécial est affecté d'une manière permanente au Conseil économique et social, au Conseil de tutelle, et, s'il y a lieu, à d'autres organes de l'Organisation.

"3. La nécessité d'assurer à l'Organisation les services d'un personnel possédant les plus hautes qualités de compétence, de zèle et d'intégrité est la considération primordiale qui doit inspirer le choix et l'emploi de ce personnel. Il est important que le recrutement soit effectué sur une aire géographique aussi étendue que possible."

La séance est levée à 18 heures 55.

C=9

CHAPITRE VI

Le Comité examine le document WD 371; CO/152.

Ce chapitre a déjà été révisé antérieurement par le Comité, et le Secrétaire indique que le Comité de Juristes a présenté ses observations. Ils n'ont fait aucun commentaire sur l'Article 36, mais ils ont recommandé de fondre les Articles 37 et 38 en un article unique de trois paragraphes, et de réunir les Articles 39 et 40 en un seul article.

Article 36

M. Robertson propose de scinder en deux l'Article 36 et de joindre la première partie à l'Article 37 et communique un projet de remaniement des articles du chapitre. Ces propositions font l'objet de nombreuses observations.

Le Président explique que le chapitre comprend logiquement deux parties - d'abord, l'obligation faite aux Membres de saisir le Conseil de sécurité d'un différend qu'ils n'ont pas réussi à régler, et ensuite les mesures que doit prendre le Conseil lorsqu'il se trouve saisi d'un différend. Ainsi, certaines obligations sont imposées aux Etats membres, d'autres incombent au Conseil. Si l'on veut remanier le chapitre de manière à tenir compte de cet enchaînement logique des idées, on placera en tête la première phrase de l'Article 36, que l'on fera suivre, dans l'ordre, de l'Article 38, de l'Article 37, de la seconde phrase de l'Article 36, puis des Articles 39, 40, et 41. A la suite de ces remaniements, l'ordre de présentation serait donc : obligation incombant aux parties au différend; droit pour les Etats d'attirer sur les différends l'attention du Conseil de sécurité; enquête effectuée par le Conseil, qui constitue le stade initial de son action; ensuite, le Conseil doit inviter les parties à régler leur différend; il peut recommander des méthodes de procédure en vue du règlement, en tenant compte de certains faits; si les tentatives de règlement du différend échouent, il doit prendre des dispositions et recommander aux parties les termes du règlement appropriés; vient enfin la situation spéciale qui est créée lorsque les parties décident d'inviter le Conseil à agir en application des dispositions de l'Article 42.

M. Goodrich, Secrétaire du Comité technique III/2, est invité à présenter ses observations sur ce chapitre. Il signale que les différends visés à l'Article 38 ne sont pas de même nature que ceux dont il est question à l'Article 36; dans le premier cas, il s'agit de "tout différend", tandis que les différends de l'Article 36 sont ceux qui "semblent devoir menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales". Les mots "tout différend de ce genre", qui figurent à l'Article 38, renvoient au membre de phrase de l'Article 37. M. Robertson est d'avis qu'on ne peut guère commencer le chapitre par la première phrase de l'Article 36, car elle n'indique pas à quel moment la prolongation d'un différend semble devoir entraîner un désaccord entre nations. Il est peu probable, à son avis, que les parties à un différend se mettent d'accord sur ce point. M. Goodrich rappelle que le membre de phrase "dont la prolongation semble devoir ..." est tiré des Propositions de Dumbarton Oaks. Mais, le Président fait remarquer que, dans ces Propositions, ce membre de phrase venait après les dispositions qui prévoient une enquête. M. Robertson et le Président estiment que l'on éclairerait le texte en renvoyant au principe énoncé au paragraphe 3 de l'Article 2.

272

C=9

M. Bailey fait observer qu'après avoir discuté ce paragraphe avec quelques-uns des membres du Comité III/2, il a l'impression que le Comité a longuement débattu cette question et n'a adopté le rapport qu'après mûre réflexion. Il doute que l'on puisse maintenant remanier profondément cet ordre de présentation. Puisque la Commission a déjà approuvé ce rapport et qu'elle tient à l'ordre de présentation des paragraphes, le Président estime opportun que le Comité de coordination soumette à l'examen de la Commission une variante du projet. Plusieurs représentants croient qu'il faudrait consulter le Comité technique, mais cela paraît difficile, car le temps presse.

Le Comité convient d'approuver, pour le moment,
le texte de l'Article 36.
L'Article est scindé en deux paragraphes.
Le Comité décide de rédiger un projet dans lequel
les articles du chapitre seraient présentés dans
un autre ordre.

Article 37

Le Comité revise comme suit l'Article 37 :

"The Security Council ~~is-empowered-to~~ may investigate any dispute, or any situation which may ~~might~~ lead to international friction...". "Le Conseil de sécurité ~~a-pouvoir-de~~ peut enquêter sur tout différend ou toute situation susceptible d'entraîner un désaccord entre nations..."

Article 38

Le Comité de Juristes a proposé de fondre les Articles 37 et 38 en un seul, mais plusieurs membres repoussent cette proposition. M. Golunsky estime qu'ils doivent demeurer distincts, parce que l'Article 37 se rapporte à l'action du Conseil, tandis que l'Article 38 a trait à l'action des Membres ou des Etats non membres. Selon M. Bailey, les mots "tout différend de ce genre", dans l'Article 38, prêtent à l'équivoque. Il pense qu'il faut entendre par là un différend dont la nature est définie par les dispositions de l'Article 37; M. Goodrich indique cependant que le Sous-Comité de rédaction du Comité III/2 est d'un autre avis. L'initiative incombe, dans l'Article 37, au Conseil de sécurité, et dans l'Article 38 aux Membres; il s'agit, dans les deux cas, de "tout différend ou toute situation susceptible d'entraîner un désaccord entre nations ou d'engendrer un différend". Pour éviter la répétition du mot such ("de ce genre") dans plusieurs articles, il est décidé d'insérer, dans l'Article 38, un renvoi à l'Article 37.

Pour M. Robertson, les mots "de ce genre" (such), qui figurent dans le membre de phrase "tout différend de ce genre", au paragraphe 2, ne se rapportent à rien de ce qui précède, et devraient être supprimés. M. Jebb demande si un Etat non membre peut effectivement saisir le Conseil de sécurité d'un différend qui ne menace pas la paix; M. Golunsky répond que l'idée dont on s'est inspiré est que seul le Conseil de sécurité est à même de décider si le différend en question constitue ou non une menace pour la paix.

273

c-9

Le Comité décide de modifier comme suit l'Article 38 :

"Any member of the ~~Organisation~~ United Nations may bring any ~~such~~ dispute or any situation of the nature referred to in Article 37 to the attention of the Security Council, or of the General Assembly which will act in accordance with the provisions of Articles 12 and 12 (X)."

"Tout membre de l'Organisation peut porter un différend ou une situation de la nature visée à l'Article 37 à l'attention du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale qui agit conformément aux dispositions des Articles 12 et 12 (X)."

"A ~~non-member~~ state which is not a member of the United Nations may bring to the attention... any ~~such~~ dispute... in the present Charter."

"Un Etat qui n'est pas membre de l'Organisation peut porter à l'attention ... tout différend ... dans la présente Charte."

Articles 39 et 40

M. Koo demande si les mots "d'une situation de même nature" se rapportent au membre de phrase de l'Article 36, "dont la prolongation...". M. Golunsky répond par l'affirmative; il ajoute que, si l'on change la rédaction, l'Article 36, il faudra en fait apporter d'autres modifications aux Articles 38 et 39.

Le Comité décide de fondre les Articles 39 et 40 en un seul Article qui comportera trois paragraphes numérotés.

Le Secrétaire signale qu'à la demande que le Comité leur a adressée concernant l'emploi du mot "justiciable" (d'ordre juridique) à l'Article 40, les juristes ont répondu, que "legal" ne convient pas parce qu'il a une acception plus large. M. Golunsky pense au contraire que "justiciable" est le terme le plus large. Il rappelle que "legal" est utilisé dans le Statut de la Cour, et que, si on ne l'employait pas dans cet article; on créerait une réelle confusion. M. Goodrich fait observer que les membres du Comité III/2 ont compris que le Comité de coordination pourrait employer le mot "legal" s'il le désirait.

Le Secrétaire a également reçu un rapport du Comité de Juristes sur l'emploi du mot "normally", à l'Article 40; il faut interpréter ce terme comme signifiant [generally speaking] ("en règle générale"). Après avoir discuté le terme français correspondant, le Comité adopte "as a general rule" (d'une manière générale).

Dans un troisième rapport qui traite des passages où l'on mentionne la Cour, le Comité de Juristes déclare que l'existence de la Cour n'exclut pas la possibilité de recourir à d'autres modes de règlements. La juridiction facultative que prévoit le Statut permet aux parties de choisir d'autres méthodes en vertu de l'Article 36 du Statut. M. Bailey a été très frappé par l'argument selon lequel on ne saurait affirmer l'existence d'une règle générale qui prévoit l'obligation de soumettre un différend à la Cour internationale. Le Président reconnaît qu'il n'existe d'obligation pour les Etats membres que dans la mesure où le Conseil a le pouvoir de tenir compte de l'existence de la Cour.

C=9

Ces propositions et les mérites respectifs des différents termes envisagés à titre de variante pour ce paragraphe donnent lieu à une longue discussion. A propos de la juridiction de la Cour, les membres du Comité sont amenés à discuter l'expression "take into consideration" au paragraphe 2 de l'Article 39, ainsi que le texte du nouveau paragraphe 3 (ancien Article 40). Une autre question se trouve soulevée au cours du débat : faut-il comprendre, d'après le texte projeté, que le Conseil de sécurité est obligé de tenir compte de certains faits, ou qu'il a une certaine latitude à ce sujet ? On remplace l'auxiliaire "shall" par "should", revenant ainsi au texte proposé par le Comité III/2. Quoique certains représentants ne soient pas satisfaits de la rédaction de ces paragraphes, le Comité convient de ne pas modifier le membre de phrase "take into consideration". On signale qu'au paragraphe 3 du texte français les mots "tiendra compte du fait" ne correspondent à aucun "fait", mais pas plus en anglais qu'en français on ne parvient à trouver pour le verbe un complément approprié.

Le Comité approuve le texte suivant pour l'Article 39, qui comporte trois paragraphes :

Paragraphe 1, sans changement.

"2. The Security Council ~~shall~~ should however take into consideration any procedures for the settlement of the dispute which have already been adopted by the parties ~~under article 36 for the settlement of the dispute~~.

"2. Toutefois, le Conseil de sécurité prendra en considération toutes procédures déjà adoptées par les parties en application de l'Article 36, pour le règlement de ce différend.

"3. In making recommendations under this Article 39 the Security Council ~~shall~~ should take into consideration that ~~justiciable~~ legal disputes should ~~normally~~ as a general rule... International Court of Justice, in accordance with the provisions of the Statute of the Court".

"3. En faisant les recommandations prévues à ~~l'Article 39~~ au présent article, le Conseil de sécurité tient compte du fait que, d'une manière générale, les différends d'ordre juridique... la Cour internationale de Justice, conformément aux dispositions du Statut de la Cour."

Article 41 (40)

Par suite de la fusion des Articles 39 et 40, le présent article prend le numéro 40. Le Président propose de remplacer à la première ligne "if" par "should" et de scinder l'article en deux paragraphes. M. Jebb et plusieurs autres membres suggèrent de supprimer "whether itself" (s'il doit... lui-même). Le Comité approuve ces changements et convient également de supprimer le mot particular au paragraphe 2.

Le Comité scinde l'article en deux paragraphes. A la première ligne, "if" est remplacé par "should". Les mots "particular" et "whether itself" sont supprimés.

275

C=9

Variante du projet de chapitre VI

Une fois terminé l'examen du chapitre, le Comité rédige une variante, comme il l'avait décidé. M. Robertson présente, pour l'Article 36, des versions révisées du paragraphe 1, où se trouve rappelé le principe énoncé au paragraphe 3 de l'Article 2, et du paragraphe 2, où la définition d'un différend n'a pas été modifiée. Outre ces modifications, le nouveau projet se présente dans l'ordre suivant : paragraphe 1 de l'Article 36; Article 37; Article 38; Article 38 X (paragraphe 2 de l'Article 36); Article 39 (paragraphe 1 et 2 de l'article réunis en un seul, et paragraphe 3, portant le numéro 2); Article 40; Article 41.

Il est décidé de soumettre les deux projets au Conseil consultatif de Juristes

M. Jebb fait observer que cet ordre de présentation offre un double avantage : l'incertitude que présente la première phrase en ce qui concerne la nature du différend se trouve dissipée, et la décision du Conseil de sécurité relative à l'invitation adressée aux parties occupe sa place logique, plus loin dans le texte. Résumant l'enchaînement des idées dans cet ordre de présentation, le Président indique qu'il s'agit jusqu'à des obligations assumées par les Etats Membres. Vient ensuite le pouvoir du Conseil de faire une enquête afin de déterminer la nature des différends, puis le droit qu'ont les Etats Membres d'attirer l'attention du Conseil sur la situation. Après avoir reçu des renseignements et procédé à une enquête, le Conseil prend sa première décision, concernant l'opportunité d'adresser un appel aux parties. Le stade suivant a trait à la recommandation d'une procédure. Si une tentative de règlement a échoué, la deuxième décision du Conseil consiste à déterminer si la prolongation du différend semble devoir menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Si le Conseil décide que la paix est menacée, il agit en exécution des dispositions des Articles 39 et 41.

CHAPITRE VII

Le Comité a déjà examiné plusieurs fois le texte de ce chapitre (Doc. WD 378; CO/142 (1). Les Articles 43 à 50 inclus n'ont subi aucune modification importante. Le Comité prend note de quelques points concernant le texte français des Articles 49 et 52 et il décide qu'il en sera tenu compte lors de la rédaction définitive de ce texte.

Article 46

Le Comité supprime "the" dans le membre de phrase "by [the] air, sea or land forces".

277

C=9

Article 51

On propose de remplacer, au paragraphe 2, les mots "be composed" par "consist".

M. Bailey suggère d'ajouter, devant "regional agencies" (organismes régionaux), au paragraphe 4, l'adjectif "appropriate". M. Golunsky pense que, d'après le texte actuel, on peut comprendre que le Sous-Comité est tenu de consulter tous les organismes régionaux quand il s'agit de créer un sous-comité régional. Les membres du Comité discutent pour savoir lequel des deux mots "appropriate" ou "concerned" exprime le mieux l'idée que le Conseil de sécurité n'est pas censé consulter tous les organismes régionaux, mais seulement les organismes appropriés de la région intéressée. M. de la Colina estime que "appropriate" (appropriés) ou "any appropriate" (tous... appropriés) conviendrait, et que cette question pourrait fort bien se poser au sujet de l'organisation interaméricaine. M. Golunsky fait observer que le mot "any" (tout) serait difficile à rendre en russe, et l'opinion générale est que cet adjectif est équivoque. M. Bailey soulève une autre question : les sous-comités régionaux ne sont-ils envisagés que là où il y a des organismes régionaux ? En d'autres termes, l'existence d'un organisme régional est-elle une condition indispensable à la création d'un sous-comité régional ? M. Jebb signale également la difficulté qu'il y a à définir ce que l'on entend par organisme régional. Le Comité décide d'adopter le terme "appropriés", qui figure également dans l'Article 52, sous réserve de consultation avec le Secrétaire du Comité III/3.

Le Comité remplace, au paragraphe 2, "be composed" par "consist".
Pour le paragraphe 4, il adopte les mots "appropriate regional agencies"
(organismes régionaux appropriés).

Article 52

M. Jebb et M. Koo soulèvent tous deux la question des "specialized agencies" (institutions spécialisées) dont il est fait mention au paragraphe 2 de l'Article 52. Ils se demandent s'il s'agit des institutions que vise expressément l'Article 60 et, dans l'affirmative, s'il ne serait pas préférable de renvoyer à l'Article 60. De son côté, M. Golunsky indique que le Conseil peut être amené à coopérer avec une institution spécialisée qui, faute d'attributions suffisamment étendues, ne relèverait pas de l'Article 60. Il préfère donc garder l'adjectif "specialized" (spécialisées), mais sans renvoi à l'Article 60. M. Jebb préconise l'emploi d'un terme d'acceptation plus large, car il est souhaitable de mentionner d'autres organismes en plus des institutions reliées au Conseil économique et social. M. Robertson propose le terme "related" (connexe). M. Gavrilovic trouve que, comme il peut s'agir d'organismes militaires et économiques, la rédaction actuelle prête à l'équivoque.

M. Jebb est d'avis que tout organisme qui peut aider le Conseil de sécurité répond aux conditions exigées. Mais le Président estime que les organismes visés ont un caractère spécialisé bien défini. Il propose de renvoyer la question au Comité technique aux fins d'interprétation. M. Gavrilovic pense qu'il est très important d'obtenir une interprétation précise, et rappelle que les Etats Membres de la Société des Nations, faute d'être habilités à s'adresser aux institutions spécialisées n'ont souvent pas pu se procurer les renseignements dont ils avaient besoin.

278

C-9

MM. Robertson et Bailey estiment que la question n'est pas suffisamment importante pour être renvoyée au Comité. Le Président propose qu'en raison de la divergence d'opinion qui s'est manifestée au sujet de l'interprétation de cet Article, le Secrétaire consulte le bureau du Comité III/3 et lui demande s'il est disposé à accepter de remplacer "specialized" (spécialisées) par "international" (internationales).

Le Comité décide de demander au Comité III/3 si l'adoption des mots "appropriate international agencies" (organismes internationaux appropriés) constituerait une modification de fond.

M. Bailey rappelle la décision prise en ce qui concerne l'action des organismes au paragraphe 2. L'obligation d'exécuter les décisions, dit M. Golunsky, incombe aux membres, et non aux organismes. M. Jebb propose de remplacer "action of" par "action in".

Sous réserve de l'approbation du Comité III/3, le Comité remplace "action of" (mesures d'exécution... prises) par "action in" (leur action dans).

M. Koo demande si, au paragraphe 2, le mot "ils" désigne quelques Membres ou si tous sont visés. M. Golunsky indique que l'obligation incombe à tous les Membres. M. Jebb fait remarquer que certains Membres peuvent agir par l'intermédiaire d'organismes et que d'autres ne le peuvent pas. Le Président signale qu'il appartiendra au Conseil de sécurité d'apprécier, selon les circonstances.

Articles 53 et 54

Ces articles n'ont fait l'objet d'aucune observation.

Le Comité considère comme approuvé le chapitre VII, sous réserve des différents points dont le Secrétaire se trouve saisi.

Le Secrétaire présente un programme des travaux et énumère les chapitres qui restent à discuter. Le Statut de la Cour est prêt sous forme d'épreuves en placard; les chapitres I, III, V, X et XIII sont sortis, et les chapitres IX, IX (X) et XI sont prêts à sortir; les chapitres VI et VII seront prêts lorsque le Comité de Juristes les aura approuvés. Restent les chapitres II, IV, XV et le préambule, pour lesquels les Comités techniques doivent encore prendre des décisions. Le chapitre XIV est actuellement en cours d'examen, et le chapitre VIII est au Comité de Juristes, qui désire, dans ces deux chapitres, étudier les mots "Etats ennemis". Le chapitre XII n'est pas encore complètement rentré.

La séance est levée à 1 heure 35.

C=9

Le Secrétaire, M. Darlington, donne lecture du rapport du Comité des juristes sur la valeur juridique du Préambule :

"Il apparaît ainsi clairement que rien ne permet de supposer que le Préambule a moins de valeur juridique que les deux chapitres suivants. Nous estimons opportun de formuler cette dernière remarque qu'on aurait pu sans cela considérer comme allant de soi.

"Un Préambule se compose normalement d'une déclaration des intentions et des objectifs généraux des parties contractantes. Il semble que ce soit le cas du Préambule qui est en question ici et qui, comme tel, revêt une valeur juridique. Les véritables obligations contractuelles découlent des articles qui suivent le Préambule. Si l'on veut savoir quelles sont ces obligations, il faut consulter les articles. Le Préambule peut néanmoins servir à expliquer certaines déclarations ambiguës figurant dans les articles, c'est en ce sens qu'il peut avoir une valeur juridique".

Pour éclairer ces remarques, M. Golunsky explique qu'il y a deux points de vue. Si l'on dit qu'un texte possède une valeur juridique, cela signifie que les idées contenues dans le document sont exprimées sous une forme juridique. Mais lorsqu'on demande si le préambule et le reste de la Charte ont la même valeur juridique, la réponse est non, car le préambule n'énonce aucune obligation déterminée. Comme M. Darlington vient de le rappeler, le Comité des juristes a déclaré que le Préambule n'impose aucune obligation contractuelle, mais qu'il peut servir à expliquer une déclaration ambiguë de la Charte, et que c'est dans ce sens qu'il aurait une certaine valeur juridique. M. Jebb demande si le Préambule peut être modifié. M. Liang fait observer que si l'on peut faire respecter les dispositions de la Charte sans le Préambule, le Préambule sans la Charte n'a aucune force obligatoire.

Forme juridique

Le Président propose que les membres du Comité se mettent d'accord sur la rédaction du Préambule. Il demande s'ils sont prêts à accepter la forme du projet C. M. Jebb répond affirmativement. M. Pelt approuve le projet C du point de vue juridique, mais objecte que la formule d'introduction est difficile à traduire en français. En principe, ce projet, comme le texte français, fait du préambule une partie distincte de la Charte; il commence par "Nous, les peuples", mais il apparaît clairement qu'à la fin du projet, ce sont les "Gouvernements respectifs" qui adoptent la Charte. C'est sur ce point principalement que ce projet diffère de celui du Comité I/1, lequel déclare, en fait : "Nous, les peuples... arrêtons la présente Charte".

M. Bailey demande pourquoi le projet C est conçu ainsi : "Nous, les peuples... avons décidé de mettre nos efforts en commun pour réaliser ces desseins. En conséquence, nos gouvernements respectifs...". Si l'on supprimait le membre de phrase intermédiaire et si les mots "Nous, les peuples" devenaient le sujet de la

C=9

proposition énoncée dans le dernier alinéa, le problème juridique qui consiste à rendre les gouvernements parties à la Charte se trouverait simplifié. M. Golunsky explique qu'il a été nécessaire d'exprimer l'idée en deux phrases distinctes. Tant que l'expression "Nous, les peuples..." reste au début de la phrase, elle fait fonction de sujet.

Le Président indique que le Comité peut choisir entre trois solutions :

1. Dans le texte adopté par le Comité I/1 (projet A), les parties à l'accord sont "les peuples" (We, the people), par l'intermédiaire de leurs gouvernements, mais le groupe We, the people est le sujet du verbe agree.
2. Dans la "Variante" du Sous-Comité mixte (projet C), "nos gouvernements respectifs" (our respective governments) sont parties à l'accord, en leur propre nom, conformément au désir des peuples.
3. Dans le texte français (projet D), les parties sont les gouvernements, agissant "au nom des peuples des Nations Unies".

M. Liang déclare que le projet C a pour objet de satisfaire certaines délégations qui attachent une grande importance aux mots "Nous, les peuples", et de tourner en même temps la difficulté d'ordre juridique à laquelle M. Pelt a fait allusion. Il est trop tard maintenant pour essayer de supprimer les mots "Nous, les peuples" en soumettant de nouveau la question au Comité I/1; mais le projet C semble pouvoir servir de base à un accord entre les différents points de vue. M. Robertson propose de mettre "we" ("nous") à la première personne en anglais et à la troisième personne en français.

Le Président fait observer que le problème de la traduction est très important, car la Charte doit être traduite en un grand nombre de langues. On a déjà signalé combien il était difficile de trouver une traduction française pour "We, the people"; cela montre que le texte rédigé par le Comité I/1 ne soulève pas seulement des problèmes d'ordre juridique, mais encore des questions de langue et de style. A son avis, il paraît évident que les parties à la présente Charte sont les gouvernements représentés à San Francisco. Il est donc nécessaire d'introduire dans la Charte, sous une forme ou sous une autre, une déclaration indiquant que ce sont ces gouvernements qui ont adopté la Charte. Il importe de préciser nettement que ce ne sont pas les peuples agissant par l'intermédiaire de leurs représentants ou de leurs gouvernements, mais les gouvernements, agissant par l'intermédiaire de leurs représentants, qui adopteront la Charte. Si l'on veut faire de la Charte un document ayant une valeur juridique, il est nécessaire de trouver une autre forme que celle que le Comité I/1 a proposée.

M. Liang fait observer qu'on peut assimiler les "peuples" aux Etats. La Chine est l'Etat chinois; il serait même logique d'entendre "le peuple de l'Etat chinois". Il déclare que les Etats aussi bien que les gouvernements sont véritablement parties aux traités et puisque c'est seulement à la suite d'un compromis de nature politique que l'on a employé ici le mot "peuples" au lieu du mot "Etats", il ne croit pas que les juristes élèvent des objections sérieuses au mot "peuples". M. de Freitas Valle partage cette opinion.

C=9

Le Président demande si la formule "We the states signatories, acting through our governments..." (Nous, Etats signataires, par l'intermédiaire de nos gouvernements...) équivaudrait à "We, the peoples" (Nous, les peuples). M. Golunsky ne pense pas que les deux formules soient équivalentes; dans l'exemple que donne le Président, l'expression initiale répondrait tout à fait à sa signification juridique. Au contraire, il est douteux que "Nous, les peuples" signifie la même chose que "Nous, Etats".

Le Président demande alors si le Comité est d'avis qu'un préambule qui comprendrait deux phrases suivant la "Variante" (projet C) aurait la même valeur que le texte du Préambule proposé par le Comité I/1. M. Golunsky est partisan de n'employer qu'une seule phrase, si c'est possible, afin d'écarter la possibilité que l'on interprète la première des deux phrases comme étant, dans une certaine mesure, en dehors de la Charte. En rédigeant le projet A, les juristes ont voulu ne faire qu'une seule phrase. M. Jebb partage ce point de vue.

Le Président expose au Comité trois moyens possibles de résoudre le problème du préambule : 1) employer une seule phrase commençant par "We, peoples" (Nous, les peuples); 2) employer deux phrases; 3) insérer l'expression "We, the peoples" (Nous, les peuples) de manière à rendre le document acceptable du point de vue juridique.

M. Liang émet l'opinion que le projet B peut à la fois satisfaire ceux qui tiennent à l'expression "We, the peoples" (Nous, les peuples) pour des raisons d'ordre psychologique, et ceux pour qui les gouvernements sont les auteurs des traités. M. Pelt fait observer qu'il y a dans la Constitution des Pays-Bas une distinction nette entre l'Etat et le peuple; il serait prêt à accepter soit la "Variante" (projet C), soit le projet français D présenté par M. Fouques-Duparc; il considère en revanche que le texte du Comité I/1 (projet A) n'est pas satisfaisant.

M. Golunsky est d'avis que le Comité se trouve principalement en face d'une difficulté d'ordre terminologique. Puisque les représentants des gouvernements apposeront leur signature et que ces représentants seront munis de pleins pouvoirs, les formalités juridiques seront donc remplies et la Charte aura une valeur juridique. Tout en étant prêt à accepter le texte du Comité, il comprend parfaitement le point de vue des membres qui prévoient des difficultés d'ordre juridique si l'on ne modifie pas ce texte. M. Liang pense que la difficulté n'a pas un caractère général, mais réside dans la législation de certains Etats.

Après que M. Pelt a réaffirmé son désir de voir adopter le projet C ou le projet français D, M. Bailey fait observer que l'adoption d'une formule qui soulignerait que la Charte émane du peuple présente de réels avantages; d'un autre côté, il hésiterait beaucoup à laisser le document sous une forme qui n'indiquerait pas dès l'abord qu'il s'agit d'un traité. Il en conclut que la "Variante" (projet C) constitue un excellent compromis entre les deux points de vue et lui paraît devoir être adoptée.

C = 9

Il estime, du point de vue de la forme seulement, qu'il serait tout à fait regrettable d'adopter le texte du préambule proposé par le Comité I/1, mais qu'il suffirait d'en modifier quelque peu la disposition pour lui donner en anglais plus de force et d'éclat. Sous sa forme actuelle, le Préambule énonce un certain nombre de buts et les moyens de les atteindre. Ces moyens représentent en réalité les principaux postulats qui doivent guider la ligne de conduite des peuples. Il serait, selon lui, préférable de résumer les "moyens" en deux ou trois postulats, de les énoncer au début sous forme de motifs déterminants, et de résumer à la fin les principes en tant qu'objectifs. Tous les éléments du Préambule se présenteraient alors d'une façon plus frappante. M. MacLeish se rend compte qu'il est peut-être un peu tard pour soulever ces questions, mais on lui a demandé d'exprimer son avis sur un sujet qui intéresse ceux qui doivent présenter la Charte au peuple des Etats-Unis.

M. de la Colina approuve pleinement la suggestion de M. MacLeish; le préambule devrait être un chef-d'oeuvre littéraire et il vaudrait peut-être mieux, à son avis, qu'il soit rédigé par un seul homme plutôt que par un comité.

Le texte d'un projet présenté par le Sous-Comité de M. Robertson est distribué aux membres du Comité, mais retiré par la suite sans avoir été examiné.

M. Manuilsky fait observer que le Comité I/1 a tenu compte, en rédigeant son texte, d'un certain nombre de facteurs juridiques, et qu'un changement trop radical soulèverait des difficultés; il espère que la délégation des Etats-Unis n'insistera pas sur sa proposition. Il lui paraît difficile que le Comité adopte un nouveau texte et il lui recommande donc de s'inspirer le plus fidèlement possible du texte actuel.

Le Président indique que le Comité de coordination prend pour base de ses débats le texte du Comité I/1, mais qu'il s'efforce de présenter les mêmes idées sous une forme et dans un ordre différents. Il pense que le Comité jouit d'une grande liberté en ce qui concerne la rédaction du préambule et sa mise en harmonie avec le reste de la Charte. L'une des tâches les plus importantes que lui a confiées le Comité de direction est de s'assurer que toutes les parties de la Charte sont compatibles les unes avec les autres et forment un tout homogène. A son avis, la meilleure méthode serait peut-être de chercher à se mettre pleinement d'accord sur les idées à exprimer dans le Préambule et de trouver ensuite le moyen de les exprimer de façon à répondre à toutes les autres exigences.

De l'avis de M. Bailey, le long Préambule présenté par le Comité ne constitue pas une bonne introduction à la Charte. Il pense, comme M. Fouques-Duparc, que, si l'on donne une nouvelle forme au Préambule, il faut veiller à ne pas supprimer les idées qui sont mieux placées dans cette partie que dans la Charte, mais éviter en même temps, avec soin, les répétitions. Le Comité a maintenant la possibilité de faire rédiger un projet de préambule par un homme possédant toutes les qualités littéraires désirables et non plus un texte rédigé en hâte par plusieurs personnes

286

C-9

au cours d'une soirée chargée. Il croit comprendre que de nombreux délégués s'inquiètent de la façon dont cette partie de la Charte est élaborée et craignent que l'on ne prenne pas les mesures voulues pour faire de la Charte tout entière un instrument efficace. M. Bailey est persuadé qu'il faut accorder la plus grande attention à la question de la forme et qu'il serait souhaitable de communiquer au Comité technique une nouvelle version du préambule qu'il puisse examiner et discuter.

Le Président rappelle que le Comité I/1 attache une grande importance aux idées énoncées dans son projet, et que le Comité de coordination n'est pas autorisé à modifier ces idées. Il appartient cependant au Comité d'étudier la disposition de ces idées et de proposer une meilleure manière de les ordonner ou de les exprimer. A son avis, le Comité ne pourra avancer son travail tant que quelqu'un n'aura pas remanié le préambule pour essayer de lui donner une forme littéraire qui permette de ne pas modifier le chapitre sur les Buts et les Principes et d'éviter les répétitions, tout en adoptant, pour exprimer les mêmes idées, le style noble d'un préambule plutôt que celui d'un document juridique. Il demande si trois membres du Comité voudraient se charger de cette tâche. M. Papánek propose de créer à cette fin un sous-comité qui serait composé de MM. MacLeish, Robertson et Fouques-Duparc.

M. Manuilsky pense que, quelle que soit la forme du nouveau projet, toutes les idées du texte définitif doivent être exactement les mêmes que celles du texte proposé par le Comité I/1. Il tient à insister sur ce point et signale à ce propos que dans le projet français, par exemple, l'égalité de droits des hommes et des femmes n'est pas mentionnée. M. Fouques-Duparc répond que ces droits sont compris dans l'expression plus large qui est utilisée.

M. Robertson regrette de ne pouvoir faire partie du sous-comité.

M. MacLeish annonce qu'il va se retirer et qu'il laisse aux membres du Sous-Comité un document qu'ils pourront utiliser s'ils le désirent.

CHAPITRE I

Article 2

M. Manuilsky, du Comité I/1, propose de supprimer le mot "or state" (ou Etat) dans le paragraphe 4 (document WD 402; CO/164) de façon que les Etats non membres ne puissent pas profiter du fait que les membres de l'Organisation s'engagent à s'abstenir "de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout membre ou Etat". Il n'est pas question d'étendre cette garantie aux anciens Etats ennemis.

C=9

Certains membres estiment que cette suppression entraînerait une importante modification de fond. M. Jebb suggère de supprimer les mots "member or" (membre ou) qui n'ajoutent rien au sens de la phrase. M. Golunsky pense également que cette modification dans les termes ne changerait nullement le fond de l'article. M. Robertson fait observer que le cas de l'Allemagne et du Japon serait prévu au chapitre sur les dispositions transitoires. M. Bailey demande si M. Manuilsky n'avait pas proposé plutôt la suppression des mots "ou Etat"; M. Manuilsky répond qu'il approuve la nouvelle proposition tendant à supprimer les mots "membre ou".

Le Président prend note de la proposition visant à soumettre l'article à une troisième lecture.

CHAPITRE VII

Article 52

Le Secrétaire indique que le deuxième paragraphe de l'article 52 soulève deux questions : d'abord, ne pourrait-on pas remplacer le mot "spécialisés" ("specialized") qui a pris aujourd'hui un sens technique, par "internationaux" ("international") ? Ensuite, est-ce que "action dans" ("action in") ne serait pas préférable à "action des" ("action of") organismes en question ?

M. William T.R. Fox, Secrétaire du Comité III/3, est chargé de déclarer que les organismes que son Comité a voulu désigner ici étaient plus nombreux que ceux du groupe des organismes dits "spécialisés" mentionnés au chapitre 9 et qu'il ne voyait donc pas d'objection à ce qu'on y substitue le mot "internationaux".

Le Comité remplace "spécialisés" par "internationaux".

En ce qui concerne la deuxième question, l'objet du texte actuel est de distinguer entre l'action directe des membres et leur action indirecte par l'intermédiaire des organismes. M. Fox pense qu'il vaut mieux maintenir la phrase actuelle. M. Bailey remarque qu'à son avis la phrase signifie : mesures prises par les membres "grâce à leur action dans" ("through action in"). La difficulté, si l'on maintient "of" (des) est qu'implicitement l'obligation retombera sur l'organisme, ce qui ne lui paraît pas souhaitable. Selon toutes probabilités, la question des relations entre l'Organisation et les organismes spécialisés pourra devenir dans la suite un sujet de controverse, quand ils auront acquis une réelle importance politique. Il serait donc regrettable de ne pas dissiper dès maintenant les causes d'un malentendu possible; M. Bailey estime qu'actuellement les obligations de la Charte doivent incomber aux membres qui détermineront l'action des organismes. Il ne croit pas que le texte actuel rende cette idée.

288

C-9

Le Président explique qu'en théorie ces organismes n'ont pas, du moins en ce qui concerne les décisions et les mesures, une existence distincte de celle des membres qui les composent. Il pense que ce texte a été élaboré pour empêcher les membres de déclarer que, puisque les organismes étaient indépendants, ils n'avaient pas à décider eux-mêmes des mesures à prendre. Les organismes que dirigent les membres de l'Organisation ne soulèvent aucune difficulté. M. Bailey propose alors que le Comité élabore pour cette partie de l'article une nouvelle rédaction, fondée sur l'obligation générale énoncée à l'Article 25, qui indique que les membres doivent faire plus que d'exécuter les décisions des organismes. M. Fox, Secrétaire du Comité III/3, approuve cette proposition.

Le Comité adopte le texte suivant comme paragraphe 2 de l'Article 52.

"2. Ces décisions sont exécutées par les membres des Nations Unies directement et grâce à leur action dans les organismes internationaux appropriés dont ils font partie".

Article 55 (54)

Cet article a été adopté le 24 mai par le Comité III/4 (document WD 101; CO/62) et approuvé le 28 mai par le Comité de coordination (document WD 146; CO/62 (1)). Le Comité III/4 a recommandé que cet article figure dans une section distincte au chapitre VIII sur les accords régionaux; mais le Comité des juristes a recommandé de le placer à la fin du Chapitre VII, et d'en faire ainsi l'Article 54 dans le projet de Charte. Un nouveau texte, rédigé par M. Robertson (document WD 224; CO/62 (2) du 8 juin) a été publié sans numéro d'article le 16 juin (document WD 353; CO/140) et a été examiné au cours de cette séance.

Le texte du Comité III/4 révisé par M. Robertson est le suivant :

"Aucune disposition de la Charte ne ~~porte~~ doit porter atteinte au droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, ~~dans le cas où un Etat membre est l'objet de~~ contre une agression armée, jusqu'à ce en attendant que le Conseil ait pris ~~prenne~~ les mesures nécessaires pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales. Les mesures prises par les membres dans l'exercice de ce droit de légitime défense sont immédiatement portées à la connaissance du Conseil de sécurité..."

M. Robertson explique qu'il a préparé ce texte à titre de suggestion, en pensant qu'il pourrait contribuer à améliorer la rédaction du paragraphe. Il a supposé qu'étant donné le style général de la Charte, l'omission du verbe "ou rétablir" n'a pas été voulue. M. Golunsky fait observer que l'introduction de ce mot occuperait la Conférence pendant au moins une semaine. MM. Golunsky, Liang et Jebb se déclarent contre le projet d'article, en raison des débats auxquels il a donné lieu au Comité III/4.

Le Comité accepte de remplacer "porte atteinte" par "ne saurait porter atteinte", "Etat membre" par "membre de l'Organisation" et d'ajouter "par les membres" après "les mesures prises".

C=9

✓ M. Golunsky souligne que si l'article était placé au chapitre II, il serait nécessaire de rédiger à nouveau le paragraphe entier. M. Bailey retire alors sa proposition et accepte que l'article soit inséré à la fin du chapitre VII.

M. Fouques-Duparc est d'avis que l'article fait logiquement partie du chapitre VIII, puisqu'il énonce une exception particulière portant sur l'action du Conseil dans le système des accords régionaux. Le Président, M. Golunsky et M. Liang prétendent au contraire que l'article constitue une exception générale dans le fonctionnement du Conseil et que, par conséquent, il doit figurer là où sont définis les pouvoirs du Conseil de sécurité, c'est-à-dire dans le chapitre VII. M. Jebb, qui avait d'abord partagé l'opinion de M. Fouques-Duparc, déclare que le désir de souligner le droit universel de légitime défense, individuel ou collectif, serait mieux mis en relief à la fin du chapitre VII que dans le chapitre VIII où sa portée serait limitée au domaine des accords régionaux. M. Fouques-Duparc se rallie à l'opinion de M. Jebb.

Le Comité insère la disposition en tant qu'Article 55 dans le chapitre VII.

L'article ne reçoit pas de sous-titre.

La séance est levée à 13 heures 20.

C=9

Annexe A

Propositions de formules pour le Préambule

- A. Formules proposées par le Comité I/1 et révisées par le Comité consultatif des juristes, les 16 et 19 juin 1945 :

Nous, les Peuples des Nations Unies,

Résolus à préserver les générations futures...

Représentés par nos délégués réunis à San Francisco, arrêtons la présente Charte des Nations Unies.

- B. Rapport du Comité consultatif des juristes, daté du 19 juin 1945 (extraits) :

Nous, les Peuples des Nations Unies,

Résolus à préserver les générations futures...

Représentés par les délégués désignés par nos gouvernements respectifs et munis de pleins pouvoirs en bonne et due forme, à la Conférence de San Francisco, arrêtons la présente Charte des Nations Unies.

- C. Variante du Préambule présentée par le Sous-Comité mixte du Comité de coordination et du Comité des juristes, le 18 juin 1945 :

Nous, les Peuples des Nations Unies,

Résolus à préserver les générations futures...

Avons décidé d'associer nos efforts pour réaliser ces fins.

En conséquence, nos gouvernements respectifs, par l'intermédiaire de leurs représentants réunis à San Francisco et munis de pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont adopté la présente Charte des Nations Unies.

- D. Texte proposé par M. Fouques-Duparc (la traduction anglaise n'a pas encore été communiquée)

Au nom des Peuples des Nations Unies,

Résolus : (à proclamer à nouveau, à assurer, à favoriser, etc.)

Les gouvernements des Nations Unies représentés à San Francisco par leurs plénipotentiaires munis de pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme Adoptent la présente Charte.

292

COMITE DE COORDINATION

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA TRENTIÈME SEANCE DU COMITE DE COORDINATION
Opera House, Salle 418, 20 Juin 1945, à 15 heures 30.

Membres présents:

Australie	M. K. H. Bailey
Brésil	M. Cyro de Freitas Valle
Canada	M. N. A. Robertson;
	M. Escott Reid
Chili	M. Félix Nieto del Río
Chine	M. Victor Hoo
Etats-Unis d'Amérique	M. Leo Pasvolsky
France	M. Jacques Fouques-Duparc
Iran	M. Ali Akbar Siassi
Mexique	M. Rafael de la Colina
Pays-Bas	M. Adrian Pelt
Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord	M. H. M. G. Jebb
Tchécoslovaquie	M. Jan Papánek
Union des Républiques socialistes soviétiques	M. S. A. Golunsky
Yougoslavie	M. Stojan Gavrilovic

Le Secrétaire, M. Darlington, fait observer que le Comité a encore beaucoup à faire et demande si les membres consentent à ce que le Comité consultatif de juristes prenne connaissance du projet de statut de la Cour qui se trouve sous forme d'épreuve dans le document 913; IV/1/74 (1).

Le Comité décide de soumettre le statut aux juristes pour revision et propose qu'ils dressent une liste des expressions-types qu'il importe d'uniformiser avec la terminologie de la Charte.

C=9

CHAPITRE VI

Le Secrétaire, M. Darlington, soumet à l'examen du Comité deux projets de texte pour le Chapitre VI - variante A (document WD 408; CO/152 (1) et variante B (document WD 409; CO/152 (2)). Il explique que la variante B contient tous les amendements qui figurent dans la variante A, plus les amendements apportés à la suite de la refonte du texte. Le premier membre de phrase de l'Article 41 ne figure plus dans la variante B. M. Darlington donne ensuite lecture du rapport du Comité des juristes sur ces deux projets :

"Le Comité de juristes a examiné vos deux projets de texte A et B respectivement, du Chapitre VI.

"Variante A

"Le Comité de juristes ne voit aucune objection à la variante A, sous réserve des observations suivantes :

"L'Article 41 ne renvoie pas au paragraphe 3 de l'Article 2 et ne prévoit que des recommandations en vue "d'un règlement pacifique". Cependant, le paragraphe 3 de l'Article 2 stipule que les différends doivent être réglés non seulement par des moyens pacifiques, mais de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger. Si l'on ne rappelle pas le paragraphe 3 de l'Article 2, on laisse le champ libre à des règlements pacifiques qui ne tiendraient aucun compte de la justice. De nombreuses délégations ont déclaré à plusieurs reprises que les règlements doivent être tout ensemble justes et pacifiques. Les juristes estiment qu'il convient de rappeler non seulement le paragraphe 3 de l'Article 2, mais encore le paragraphe 1 de l'Article premier. Ils proposent en conséquence de modifier l'Article 41 de la manière suivante :

"Sans préjudice des dispositions des Articles 36 à 40 du présent Chapitre, le Conseil de sécurité peut, si toutes les parties à un différend le demandent, faire des recommandations à celles-ci en vue d'un règlement pacifique de ce différend, conformément aux principes énoncés au paragraphe 1 de l'Article premier et au paragraphe 3 de l'Article 2".

"Le Comité désire également appeler l'attention sur deux ou trois autres points.

"Au paragraphe 2 de l'Article 36, on a remplacé le mot "dispute" ("leur différend") par "dispute" ("leurs différends"). Le Comité de juristes ne voit aucune objection à cet amendement si tel est le désir du Comité de coordination, mais il fait observer que le premier paragraphe de l'Article 36 dit en anglais "any dispute" ("un différend" dans le texte français) et que le singulier serait plus conforme à l'esprit du paragraphe 1.

C=9

"Le Comité de juristes a déjà signalé que les Articles 37 et 38 ont trait à la même question et que l'on pourrait les réunir en un seul article qui comprendrait trois paragraphes numérotés. Le Comité juge qu'il est éminemment souhaitable de combiner ces deux Articles en un seul.

"A l'Article 39 du texte anglais l'auxiliaire "should" figure à la deuxième ligne du paragraphe 2, alors qu'à la troisième ligne du paragraphe 3 c'est l'auxiliaire "shall" qui est utilisé. Il vaudrait mieux, pour que le texte concorde, utiliser le même temps de cet auxiliaire dans les deux paragraphes."

"Variante B

"Le Comité de juristes regrette de ne pouvoir accepter la variante B.

"L'Article 36, pour ce qui est des différends, omet une partie importante qui précise leur nature : "dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales". Cette omission entraîne une modification considérable quant au fond. En outre, le texte qui a été ajouté à la fin de l'Article ne semble guère utile.

"L'objection formulée contre la présentation séparée des Articles 37 et 38 de la variante A vaut également pour la variante B.

"L'Article 41 omet le membre de phrase qui figure en tête du texte original de cet Article : "sans préjudice des dispositions des Articles 36 à 40 du présent Chapitre". Le Comité de juristes ne voit pas ce qui peut justifier cette omission. Les Articles 36 à 40 traitent des pouvoirs du Conseil de sécurité en matière de différends susceptibles de menacer la paix et la sécurité. L'Article 41 habilite le Conseil, si les parties le demandent, à faire des recommandations à propos d'un différend quelconque (any dans le texte anglais). Le membre de phrase "sans préjudice des dispositions des Articles 36 à 40" a pour but de bien préciser que les pouvoirs du Conseil pour connaître des différends susceptibles de compromettre la paix ne sont en rien affectés par l'Article 41".

Examen des variantes A et B

En discutant le contenu des variantes A et B, le Comité a été amené à comparer le sens des articles en question et à modifier l'ordre des articles de ce chapitre. Ces discussions, qui ont eu lieu à divers moments ~~des~~ débats relatifs à certains articles, sont résumées dans les paragraphes suivants.

M. Golunsky et M. Jebb proposent de s'en tenir à la variante A.

Le Président demande si un membre quelconque estime que le Comité doit s'efforcer de faire adopter la variante B, malgré le rapport du Comité consultatif de juristes. M. Reid déclare qu'en tant que non juriste, il trouve que ce chapitre est assez difficile à comprendre et que c'est le chapitre du texte de Dumbarton Oaks

295

C=9

dont la rédaction est la plus obscure; il est difficile, en effet, de saisir les diverses procédures que le Conseil de sécurité doit suivre. M. Bailey fait remarquer, non sans hésitation, qu'il ne partage pas l'avis du Comité consultatif de juristes; à son avis, le fait d'inclure dans ce chapitre des termes du chapitre II ne constitue pas une modification importante quant au fond. Il estime que la variante B ne diffère sensiblement qu'en ce qui concerne la disposition du texte et qu'elle représente un énorme progrès.

MM. Reid, Bailey et Pelt proposent de renvoyer les deux projets au Comité III/2 ou à la Commission III pour examen; mais quelqu'un fait remarquer que l'horaire des travaux de la Conférence ne permet pas de les renvoyer officiellement à ces organes. M. Goodrich, Secrétaire du Comité III/2, propose de demander au Président de ce Comité son opinion sur la question de fond que soulève le changement proposé.

M. Golunsky est prié de demander au Comité consultatif de juristes de décider si le changement de forme apporté à l'Article 36 de la variante B constitue un changement quant au fond. Le Président explique qu'il importe au plus haut point que, dans ce chapitre, l'aspect relatif à la procédure soit exposé clairement, car l'opinion publique est en droit de comprendre l'ordre de succession des mesures que prend le Conseil et des responsabilités qui lui incombent.

M. Golunsky fait ensuite savoir que, de l'avis des juristes, l'addition du membre de phrase "de façon que le maintien de la paix et de la sécurité internationales ne soit pas mis en danger", dans la variante B, constitue un changement quant au fond. La forme générale sous laquelle cette obligation figure au paragraphe 3 de l'Article 2 (chapitre premier) n'a aucun rapport avec les procédures spéciales exposées au chapitre VI alors que l'article 36 a un rapport direct avec tous les autres articles de ce chapitre. M. Golunsky précise que cela n'implique pas que les autres différends ne doivent pas être examinés "tout d'abord", mais qu'ils n'exigent pas nécessairement qu'on leur applique toutes les procédures prévues à l'Article 36.

Le Président demande à M. Golunsky s'il estime que l'Article 36 doit rester tel qu'il figure dans la variante A sans que l'on essaie de le modifier. M. Golunsky répond par l'affirmative.

Le Comité décide d'écarter la variante B.

CHAPITRE VI, VARIANTE A

Article 36

M. Golunsky pense que la présentation et la portée des obligations énoncées au paragraphe 1 de l'Article 36 subissent une modification importante dans la variante B puisque, dans cette dernière version, elles s'appliquent aux différends

296

C = 9

susceptibles de mettre en danger la paix et la sécurité internationales. M. Jebb fait observer qu'il ne s'agit que d'une catérogie de différends et MM. Bailey et Golunsky rappellent que toutes les parties à la Charte sont tenues, en vertu du paragraphe 3 de l'Article 2, de régler leurs différends de telle manière que la paix et la sécurité internationales, ainsi que la justice, ne soient pas mises en danger.

M. Bailey fait valoir que les méthodes énumérées à l'Article 36 ne limitent pas les parties à ces seules méthodes. Si le changement proposé imposait une restriction, il influencerait alors sur le fond; mais il ne lie les parties à aucun "moyen pacifique" déterminé.

Le Président demande à M. Golunsky de soumettre le paragraphe 1 au Comité consultatif de juristes. M. Golunsky rend ensuite compte de sa démarche, comme il est indiqué dans le paragraphe ci-dessus relatif à l'Article 36.

Le Comité reprend l'examen du premier projet du paragraphe 1 de l'Article 36.

Le Comité examine s'il convient de déplacer le paragraphe 2 de l'Article 36 qui deviendrait l'Article 38X sans que le contenu en soit modifié comme dans la variante B. M. Jebb est d'avis que la position de cette phrase importe peu. M. Goodrich, Secrétaire du Comité III/2 pense qu'au cas où cet Article deviendrait l'Article 38X, la phrase ferait mieux ressortir l'intention du Comité si l'on remplaçait l'expression "par d'autres moyens pacifiques de leur choix" par le membre de phrase "conformément aux obligations qu'ils ont assumées en vertu de l'Article 36". Le Comité demande à M. Golunsky de s'enquérir auprès du Comité de juristes pour savoir si la transformation du paragraphe 2 de l'Article 36 en un nouvel Article séparé 38X entraînerait un changement quant au fond.

Par la suite, M. Golunsky fait savoir que le Comité de juristes a été d'avis que l'effet juridique de la phrase reste le même, s'il reste en tant que paragraphe 2 de l'Article 36 ou s'il devient paragraphe 38X. Au cas cependant où le Comité déciderait de lui affecter une autre place et d'en faire un article séparé, il conviendrait d'en modifier la rédaction, ce qui pourrait obliger à fournir des explications à la Commission III et au Comité III/2, bien qu'il n'en résultât aucun changement notable. En réponse à une question du Président, M. Golunsky déclare que cette phrase doit continuer à figurer en tant que paragraphe 2 de l'Article 36, sans modification du texte.

Le Comité décide de ne pas modifier le paragraphe 2 de l'Article 36.

A la fin de la séance, le Président donne lecture de la note suivante de M. Serrato, Président du Comité III/2 :

"J'estime que les Articles 36 et 38X de la variante B entraînent une modification importante du sens du texte présenté par le Comité III/2 et que l'assentiment de ce Comité est nécessaire. L'Article 36 de la variante A n'entraîne à mon avis aucun changement que le Comité doive approuver spécialement."

297

C=9

Articles 37 et 38

M. Golunsky est prié de bien vouloir aller expliquer au Comité consultatif de juristes les raisons qui ont conduit le Comité de coordination à ne pas réunir les Articles 37 et 38 après avoir reçu leur première recommandation à cet effet. A son retour, M. Golunsky rend compte que le Comité de juristes, y compris Sir William Malkin qui est absolument convaincu que ces articles doivent être réunis, accepte de les laisser sous forme d'articles séparés, mais qu'il désire en intervertir l'ordre. Cette modification exigerait que la nature du différend soit énoncée au paragraphe 1 de l'Article 38 actuel et que l'on y renvoie donc à l'Article 37. La raison en est que le Conseil de sécurité aura été déjà saisi de cette question d'une manière ou d'une autre et qu'il serait logique d'exposer d'abord la manière dont une question lui est soumise et d'expliquer ensuite quelles mesures le Conseil doit prendre à son sujet (Article 37).

M. Golunsky déclare que, pour sa part, il approuve ce changement, s'il est possible de le faire sans procéder à un nouveau débat avec le Comité III/2. Le Président estime que le changement ne touche pas au fond, mais qu'il a pour effet de diviser le chapitre en deux parties. L'Article 36 réitère une obligation conçue en termes vagues et, par conséquent, peu satisfaisants. Le Conseil de sécurité est alors saisi d'un différend ou d'une situation; il enquête et prend certaines autres mesures. Cet ordre est donc plus logique.

M. Bailey préfère au contraire que les Articles 37 et 38 restent dans leur ordre actuel, car la logique dont M. Golunsky fait état repose sur cette hypothèse première que le Conseil de sécurité est habilité à entreprendre une enquête de son propre chef, ce qui signifie que le Conseil de sécurité est un organe d'investigation doté d'initiative et que cette initiative lui appartient par définition. C'est là une des sources dont le Conseil de sécurité tire sa force et cette façon de voir correspond à la logique du document. Les Etats non membres, aussi bien que le Secrétaire général, peuvent lui soumettre des questions pour enquête. L'intervention des Articles 37 et 38 laisserait croire que l'on n'attend pas du Conseil de sécurité qu'il fasse enquête au sujet d'un différend si personne ne l'en saisit, ou qu'il n'en a pas le droit.

M. Jebb rappelle que l'Article 39 donne au Conseil de sécurité le droit de recommander les procédures ou les méthodes voulues pour régler un différend, à tout moment de son évolution. M. Bailey répond qu'avec l'ordre actuel cela se déduit tout seul, mais que, si l'on modifie l'ordre, il faut des explications. Il estime très important de mentionner tout d'abord le pouvoir d'enquête dont est investi le Conseil.

Le Président estime qu'il est logique d'accorder le pouvoir d'enquête en premier lieu et d'énoncer ensuite une méthode. Il déclare que l'explication qui vient d'être donnée l'a convaincu et estime que prolonger le débat ne pourrait que conduire le Comité à rétablir l'ordre primitif, puisque la place actuelle de l'Article 36 est contraire à la logique.

C-9

Le Comité décide de maintenir l'ordre des Articles 37 et 38

Article 39

Le Comité corrige le troisième paragraphe en remplaçant "shall" par "should" à la troisième ligne du texte anglais (le texte français reste inchangé).

Article 41

Le Comité aborde la discussion de cet Article en pesant les mérites respectifs des variantes A et B. Dans ses observations sur la variante A, le Comité consultatif de juristes propose un texte destiné à remplacer celui qui étend au règlement d'un différend le principe du paragraphe 3 de l'Article 2 et qui invoque, aux mêmes fins, le principe énoncé au paragraphe 1 de l'Article premier, pour la raison déjà indiquée qu'autrement l'Article laisserait le champ libre à des règlements qui ne seraient pas "conformes à la justice". Les juristes ont fait savoir que, dans la variante B, le maintien du texte initial: "sans préjudice des dispositions des Articles 36 à 40" montre clairement que l'Article 41 ne touche en rien aux pouvoirs dont le Conseil de sécurité est investi à l'égard des différends qui risquent de compromettre la paix du monde.

Le Comité charge M. Golunsky d'aller discuter ces deux points avec le Comité consultatif de juristes.

M. Golunsky rend compte de son entrevue et déclare que le Comité de juristes accepte de ne pas faire mention des principes à l'Article 41. Le Président signale que le sens n'en est d'ailleurs pas modifié, puisque le Conseil de sécurité est tenu d'agir, pour ce qui est des questions traitées au chapitre VI, conformément aux Buts et Principes (paragraphe 2 de l'Article 24 du chapitre V).

Le Comité confirme sa décision antérieure de ne pas rappeler le paragraphe 3 de l'Article 2.

M. Golunsky annonce que le Comité consultatif de juristes est opposé à l'élimination du texte initial qui commence par les mots "sans préjudice" et demande instamment son maintien. Les juristes estiment que, si ces mots disparaissaient, l'Article risquerait de compromettre l'application des Articles antérieurs, car, en ce qui concerne les différends qui sont de nature à menacer la paix et la sécurité internationales, le Conseil de sécurité n'est pas tenu d'attendre la demande des parties intéressées et a pleins pouvoirs pour agir de sa propre initiative à un moment quelconque. La suppression de ces mots pourrait laisser entendre que, dans certains cas, le Conseil de sécurité doit attendre d'être saisi d'un différend avant de prendre des mesures. Sans doute une analyse juridique serrée amènerait-elle nécessairement à conclure que le Conseil de sécurité a pleins pouvoirs pour agir à tout moment de sa propre initiative, mais une telle interprétation n'apparaîtrait

299

C-9

[pas clairement à première lecture, alors que le texte en question rend ce sens manifeste à tous.

Le Comité décide, sans autre discussion, de maintenir le texte initial.

CHAPITRE XIV

Le Comité examine le document WD 406; CO/168.

Le Comité décide de modifier le titre du chapitre et d'ajouter les mots "de sécurité" après les mots "dispositions transitoires".

Article 79

Le Comité n'a aucune observation à faire à propos de l'Article 79. La Déclaration de Moscou étant une déclaration de "Quatre Nations", le mot "Etats" semble superflu.

Le Comité décide de supprimer le mot "Etats" qui figure à la neuvième ligne.

Article 80.

Le Comité, en examinant l'Article 80, constate que plusieurs idées importantes ne sont pas très clairement exprimées dans cet article.

M. Bailey demande si c'est de propos délibéré que l'on a écrit, dans le texte anglais, "should preclude"; car cette expression semble laisser place au doute.

Le Comité décide de remplacer "should" par "shall".

Le Comité accepte la formule "the present Charter" /la présente Charte" en français/.

La suite de la discussion traite en grande partie des ambiguïtés que comprend le texte et qui semblent provenir de l'absence d'une définition du terme "Etats ennemis"; on attend cette définition du Comité consultatif de juristes. M. Fox, Secrétaire du Comité III/3, déclare que cet article calque la proposition faite lors des conversations de Dumbarton Oaks (section 2, chapitre XII). Le Comité III/3 a reconnu qu'il manquait de précision, mais il n'existe aucune variante d'où l'on puisse partir pour un nouvel examen. Certains membres se sont demandés si l'expression "la présente guerre" était justifiée. Le Comité III/3 accorde aux termes "action entreprise ou autorisée", le sens suivant : "action entreprise" s'applique aux Etats investis d'une responsabilité en vertu de traités et "action autorisée" s'applique à un Etat qui, sans être partie à un traité de paix, pourrait se voir confier une responsabilité. Le Comité de

300

C-9

Le Comité convient du texte suivant pour l'article 80 :

"Aucune disposition de la présente Charte n'affecte ou n'interdit, vis-à-vis d'un Etat qui, au cours de la seconde guerre mondiale, a été l'ennemi de l'un quelconque des signataires de la présente Charte, une action entreprise ou autorisée, comme suite de cette guerre, par les gouvernements qui ont la responsabilité de cette action".

CHAPITRE II

Article 3

Le Comité confirme le texte qu'il a adopté à sa 32ème séance pour l'article 3, en y faisant figurer en entier le nom de la Conférence : "Conférence des Nations Unies pour l'Organisation internationale".

Article 4

Le Comité examine le document WD 402 CO/164. Il confirme, dans le texte anglais, l'expression : "any such state".

Articles 5 et 6

Le Comité examine également le document WD 418, CO/34 (2). Le Président déclare qu'il semble actuellement possible de rédiger un paragraphe relatif à l'exclusion. Le Comité II/2 s'est mis d'accord avec le Comité I/2 sur la rédaction relative à la procédure, qui reprend la méthode proposée lors des conversations de Dumbarton Oaks.

L'article 5 du document WD 402, CO/164, qui traite de la suspension, a été rédigé par le Comité I/2; le Comité de coordination l'a refondu sous sa forme actuelle. Les conversations de Dumbarton Oaks avaient conduit les représentants des Puissances à proposer un seul paragraphe (chapitre V, section b, paragraphe 3) qui traitait à la fois de la suspension et de l'exclusion. Dans le document WD 418, CO/34 (2), dont le Comité II/2 saisit maintenant le Comité de coordination, la proposition est en deux paragraphes qui traitent l'un de la suspension et l'autre de l'exclusion. Ces paragraphes sont ainsi conçus :

"L'Assemblée générale, sur la recommandation du Conseil de sécurité, ~~devrait-recevoir-le-droit-de~~ peut à tout moment suspendre de l'exercice ~~de-tous~~ des droits et privilèges inhérents à la qualité de membres de l'Organisation tout membre contre lequel le Conseil de sécurité aura pris des mesures préventives ou coercitives. L'exercice ~~des de ces~~ droits et privilèges ~~ainsi-suspendus~~ peut être rétabli par décision du Conseil de sécurité.

C-9

Article 6

"Si un membre de l'Organisation enfreint de manière persistante les principes énoncés dans la présente Charte, il peut être exclu de l'Organisation par l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de sécurité."

M. Fouques-Duparc pose la question de l'ordre des deux Articles, car il lui semble que l'infraction la plus grave est sanctionnée le moins sévèrement. L'agression, qui enfreint les principes de la Charte, serait très grave; elle n'entraîne que la suspension. Il importe donc de fixer une échelle des valeurs. M. Fouques-Duparc pense que l'on pourrait éluder cette difficulté en réunissant les deux dispositions en un seul article et en laissant à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité le soin de décider s'il faut suspendre ou s'il faut exclure.

Le Président rappelle que si un membre s'amende après s'être vu infliger la suspension pour une période déterminée, l'action s'arrête là. Toutefois, s'il persiste dans son attitude, il peut être exclu. M. Golunsky, en réponse à une question de M. Pelt, déclare que le Conseil de sécurité n'a pas besoin d'attendre qu'une seconde agression se produise, car la persistance qui justifie l'exclusion peut se manifester au cours d'une seule guerre par un grand nombre d'actes qui passent outre aux injonctions du Conseil de sécurité. M. Fouques-Duparc pense qu'il faudrait renforcer les termes de l'Article 6, mais le Comité estime qu'il n'est pas en mesure de le faire et n'a pas le temps de soumettre une nouvelle formule au Comité technique. M. Fouques-Duparc reçoit l'assurance qu'il sera possible d'examiner de nouveau l'ordre des chapitres lors de la prochaine lecture.

CHAPITRE XV

Le Comité procède à un nouvel examen de ce Chapitre d'après le document 382; CO/157. Il lui est donné lecture des modifications apportées au cours de la 31ème séance et, il les confirme. On trouvera dans les documents 1136; CO/157 (1) et 1127; CO/178, qui sont reproduits dans le document 1140; CO/179, ces modifications, ainsi que les revisions de style apportées au texte au cours de l'examen. Le Comité dispose pour son étude de documents dactylographiés.

Le Comité décide de faire des Articles 81 et 81X un Chapitre XV :
Amendements, et des Articles 82 et 83 un Chapitre XVI :
Ratification et Signature.

Article 81X

M. Golunsky demande si l'accord dont il est question au paragraphe 1 indique l'accord de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité ou l'accord du Conseil de sécurité avec le vote de l'Assemblée générale. Après un échange de vues entre MM. Golunsky, Jebb et Liang, le Comité abandonne dans sa totalité cette expression et le renvoi qu'elle comportait.

C-9

Le Comité décide d'y substituer, au paragraphe 1, les termes "et par un vote de sept quelconques des membres du Conseil de sécurité."

M. Liang fait observer que le mot "meeting" implique une seule réunion et qu'une "session" comprend plusieurs réunions.

Le Comité remplace, dans le texte anglais, le mot "meeting" par le mot "session" au paragraphe 3.

CHAPITRE XVI

Article 82

M. Jebb demande au Comité de discuter les mots "procès-verbal des dépôts". M. Robertson propose "certificat". M. Bailey pense que ce sens du mot "procès-verbal" (ou protocol) n'est pas connu de tous, alors que M. Golunsky déclare que les juristes l'emploient volontiers. Sur une question de M. de Freitas Valle, M. Golunsky déclare que l'instrument doit être ratifié par vingt-huit membres, soit vingt-trois plus cinq. Il explique que ce procès-verbal doit donner lieu à une cérémonie officielle. M. Bailey propose ensuite de dire : "Un procès-verbal de dépôt des ratifications sera aussitôt dressé par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui en communiquera copie à tous les Etats signataires". M. Golunsky explique que le Comité consultatif de juristes a l'intention d'organiser une cérémonie officielle à l'occasion du dépôt de la vingt-huitième ratification et d'établir un instrument qui énumérera toutes les ratifications déposées jusqu'alors. Ce procès-verbal (ou protocol) marquerait l'entrée en vigueur de la Charte.

Le Comité décide de consulter ultérieurement les juristes à ce sujet.

Au paragraphe 4, M. Jebb propose d'inclure "qui la ratifieront par la suite". M. Liang demande si ces Etats deviendront membres originaires et fait observer qu'en tant que signataires, ils rentreraient dans les cas prévus à l'Article 3. M. Robertson propose "et qui la ratifieront après son entrée en vigueur". Après discussion, le mot deposit du texte anglais reste au singulier.

Le Comité remplace "par la suite" par "après son entrée en vigueur".

Article 83

Un nouveau texte, reçu du Comité consultatif de juristes, est ainsi conçu :

"La présente Charte, dont les textes anglais, français, chinois, russe et espagnol feront également foi, sera déposée dans les archives des Etats-Unis d'Amérique. Des copies dûment certifiées conformes en seront remises par ce Gouvernement aux gouvernements des autres Etats signataires".

Ce texte est différent en ce que les deux langues de travail de la Conférence sont en tête de liste et que le dépôt est effectué "dans les archives des Etats-Unis".

C=9

Le Président fait observer que l'on a proposé d'ajouter une disposition relative au transfert final de l'instrument aux archives de l'Organisation elle-même. Cet article émane des juristes et le Comité est en droit d'ajouter cette disposition. Il ressort de la discussion que cette proposition est distincte de celle du dépôt, prévu dans les accords transitoires, des archives de la Conférence entre les mains du Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire.

Le Comité approuve le texte du Comité consultatif des juristes

CHAPITRE VIII

Article 56

Le Comité de coordination avait renvoyé cet article, avec l'article 80 du chapitre XVI, au Comité consultatif des juristes, qui devait lui faire connaître son opinion sur l'expression "Etats ennemis" et "la présente guerre". M. Darlington, Secrétaire, distribue le texte amendé ci-après, qu'a proposé le Comité consultatif des juristes :

"Le Conseil de sécurité utilise, s'il y a lieu, les accords ou organismes régionaux pour l'application des mesures coercitives prises sous son autorité. Toutefois, aucune action coercitive ne sera entreprise en vertu d'accords régionaux ou par des organismes régionaux sans l'autorisation du Conseil de sécurité; sont exceptées les mesures contre un Etat qui, au cours de la seconde guerre mondiale, a été l'ennemi de l'un quelconque des signataires de la présente Charte, prévues en application de l'Article 80 ou dans les accords régionaux dirigés contre la reprise, par un tel Etat, d'une politique d'agression, jusqu'au moment où l'Organisation pourra, à la demande des gouvernements intéressés, être chargée de la tâche de prévenir toute nouvelle agression de la part d'un tel Etat."

M. Jebb propose de dire "mesures contre un Etat qui était l'ennemi de l'un quelconque des signataires". M. Fouques-Duparc fait observer que la Charte sera signée avant la fin de la seconde guerre mondiale et que la formule initiale "qui a été" tient compte de cet état de fait. M. Liang propose de remplacer le mot "mesures" par les mots "à l'exception des mesures prévues l'Article 80 contre un Etat qui était l'ennemi". Cette proposition est repoussée, car elle entraînerait une modification du sens. La discussion relative à la manière d'exprimer cette idée est quelque temps interrompue, pendant que le Comité examine le texte qui exprime la même idée à l'Article 80. Après avoir pris une décision à propos de l'Article 80, le Comité reprend l'examen de l'Article 56 et y incorpore, dans un paragraphe séparé, les mots employés à l'Article 80 pour définir l'expression "Etat ennemi". Le Secrétariat retouche ensuite la rédaction de la décision, pour la faire correspondre à cette disposition.

C-9

Chapitre XII, Déclaration relative aux territoires non autonomes,
Articles 73 à 74 (WD 411; CO/171);

Chapitre XII (A), Régime international de tutelle,
Articles 75 à 84 (WD 412; CO/172);

Chapitre XII (B), le Conseil de tutelle,
Articles 85 à 90 (WD 413; CO/173).

Le Comité procède à une première lecture critique des chapitres, au cours de laquelle il relève certains problèmes d'ordre linguistique. Le Comité examine ces questions avec le Premier Ministre de la Nouvelle-Zélande, M. Fraser, Président du Comité II/4 qui assiste à la séance après que la Commission II ait approuvé, au cours de sa séance du soir, les travaux du Comité II/4. MM. Van der Plas (Pays-Bas), Poynton (Royaume-Uni), Gerig (Etats-Unis), ainsi que M. Chase, secrétaire du Comité II/4, assistent à la séance.

Ces deux examens font l'objet du compte rendu commun qui est donné ci-après.

CHAPITRE XII

Le Comité examine avec M. Fraser quelle place il faut donner à la "déclaration relative aux territoires non autonomes", qui formait la section A du texte du Comité II/4, adoptée comme Chapitre XII. Le Président déclare qu'il n'est pas indiqué d'insérer une "déclaration" au milieu de la Charte, dans un chapitre séparé, mais il ne voit aucune objection à ce qu'une "déclaration" forme une section d'un chapitre. Il propose de la faire figurer au Chapitre XII (A), qui traite du système de tutelle, et de l'intituler "dispositions relatives aux territoires non autonomes". M. Fraser estime qu'il s'agit d'une question de rédaction, mais le Comité II/4, en divisant son texte en deux sections A et B, a insisté sur la différence qui existe entre le caractère d'adhésion volontaire de la section A (chapitre XII) et le caractère contractuel du régime de tutelle. La différence est caractéristique et importante. Le Comité décide de ne pas essayer de réunir les deux chapitres et examine à nouveau quel titre il convient de donner au Chapitre XII.

Le Comité intitule provisoirement le Chapitre XII
"Principes relatifs aux territoires non autonomes"

Article 73

Le Comité accepte cet article en tant que déclaration unilatérale, faite séparément par chaque Etat membre, laquelle énonce les principes qu'ils reconnaissent en assumant les responsabilités qu'ils ont contractées ou qu'ils contracteront. M. Van der Plas fait observer que la Déclaration s'applique à tous les territoires non autonomes. Elle revêt un caractère d'adhésion volontaire, en ce qui concerne les territoires coloniaux, et, pour ce qui est des Territoires sous tutelle, un caractère contractuel qui entre dans le cadre des obligations contractées à leur égard.

C-9

Le Comité attire l'attention de M. Fraser sur le membre de phrase "à qui incombe la responsabilité", qui, d'après le Comité, s'applique à la responsabilité que les Etats membres pourraient assumer à l'avenir. Sur la proposition de M. Bailey, le Comité examine les mots "qui ont ou qui assument".

Le Comité est d'avis que le mot "encore" s'applique à un degré d'autonomie qui n'est pas encore l'autonomie complète dont l'Etat membre assume la responsabilité. M. Fraser indique que ce mot laisse prévoir et espérer le progrès des populations.

M. Fraser accepte, pour la dernière partie du paragraphe principal, un nouveau texte qui, selon lui, est mieux rédigé et montre nettement les limites de l'obligation contractée par la Charte.

Le Comité modifie la première phrase de la façon suivante :
"qui ont ou qui assument la responsabilité".

Le Comité modifie la dernière phrase comme suit : "l'obligation de favoriser dans toute la mesure du possible leur prospérité, dans le cadre du système de paix et de sécurité internationales établi par la présente Charte".

M. Robertson mentionne la deuxième obligation majeure du paragraphe principal, à savoir, que les membres "acceptent comme une mission sacrée" de favoriser la prospérité des territoires par les moyens indiqués; ils s'engagent entre autres, à l'alinéa e), à communiquer des renseignements au Secrétaire général. M. Robertson propose d'écrire "et à cette fin, s'engagent à : a) assurer; b) développer; e) communiquer". M. Fraser est entièrement de cet avis, mais il n'est pas en mesure de donner son accord, car le Comité II/4 s'est vigoureusement opposé à l'emploi du terme "s'engagent à" (undertake). M. Poynton et M. Gerig déclarent qu'ils ont une légère préférence pour le mot "décident" (agree). Le représentant de la France s'élève contre le mot "s'engagent à", mais M. Fraser fait observer que le mot français a peut-être une signification différente. Il est fait observer que la "mission sacrée" de présenter des rapports est accessoire, mais on ne peut la placer dans un paragraphe séparé sans en changer le sens.

Dans le texte anglais de l'alinéa a), le Comité place une virgule après le mot "treatment".

Dans le texte français de l'alinéa b), le Comité remplace les mots "autonomie administrative" par le mot "autonomie".

Le Comité note que l'alinéa c), isolé du paragraphe principal, prévoit la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, dans le cadre du système de paix et de sécurité internationales créé par la Charte.

Le Comité est d'avis que le terme "organismes internationaux spécialisés" employé à l'alinéa d) a un sens différent de l'expression "institutions spécialisées" reliées à l'Organisation. M. Fraser et M. Poynton confirment cette opinion et indiquent que l'on envisage, dans cet alinéa, tout organisme international, spécialement qualifié pour faire des enquêtes.

C-9

Le Comité remplace le membre de phrase "de coopérer ... quand et où cela serait possible, avec les organismes internationaux spécialisés" par les mots "de coopérer ... avec les organismes internationaux appropriés".

Article 74

Le Comité remplace le membre de phrase "les membres reconnaissent également" par les mots "les Membres de l'Organisation reconnaissent".

M. Poynton explique qu'il faut interpréter le membre de phrase "dans ces territoires comme dans leurs territoires métropolitains" comme exprimant l'idée que ces territoires coloniaux ne doivent en aucune façon être traités ou considérés autrement que tout territoire métropolitain. M. Bailey conteste l'emploi du mot "ces" qui se rapporte, à tort, aux territoires visés au Chapitre XII A.

Le Comité remplace les termes "ces territoires" par les mots "les territoires auxquels s'applique le présent chapitre".

Le Comité examine les termes "communauté mondiale" avec MM. Fraser, Gerig, Poynton ainsi que M. Chase, secrétaire du Comité II/4.

Le Comité remplace les mots "des autres membres de la communauté mondiale" par les mots "du reste du monde".

CHAPITRE XII A

Article 75

Au cours de la discussion au sujet des termes de l'Article 75, il est apparu que, dans l'expression "régime international de tutelle", l'adjectif modifie bien le mot "tutelle", et, à ce propos, les membres du Comité font observer que, dans les autres passages du texte, on devrait employer uniquement les mots "régime de tutelle". M. Fouques-Duparc indique que l'on continue à chercher pour le texte français un mot autre que "tutelle" comme équivalent du mot anglais "trusteeship".

Le Comité adopte, dans le texte anglais, la formule "trusteeship system".

Le Président émet l'avis qu'il n'est pas nécessaire de supprimer le membre de phrase "elle créera à ces fins le mécanisme approprié", puisque le chapitre suivant institue cet organe. M. Fraser souscrit à l'opinion du Comité car, selon lui, ce membre de phrase sert à ménager une transition. Le Comité estime que le texte de l'article sera plus clair si le membre de phrase commençant par les mots "appelés ci-après" devient une proposition indépendante. M. Fraser approuve également ce libellé.

Le Comité remanie l'Article 75 comme suit :

C-9

"L'Organisation des Nations Unies établira, sous son autorité, un régime international de tutelle pour l'administration et la surveillance des territoires qui pourront être placés sous ce régime en vertu d'accords particuliers ultérieurs. Ces territoires sont désignés ci-après par l'expression "territoires sous tutelle".

Article 76

Le Comité examine le sens exact des termes qui figurent au paragraphe b; il envisage de changer l'ordre de présentation de ce paragraphe ou de le diviser en alinéas. En raison des longs pourparlers qui ont précédé la rédaction de cet article, le Comité n'effectue aucun changement.

Le Comité supprime, dans le texte français du paragraphe b, l'adjectif "administrative" placé après le mot "autonomie" (self-government).

Il est fait observer que l'expression "la santé publique" n'apparaît pas dans cet article parce que l'idée qu'elle exprime est implicite dans le mot "social".

Le libellé du texte anglais du paragraphe C est modifié comme suit : "and to encourage recognition".

Le Président fait remarquer que le mot "interdépendance" apparaît ici pour la première fois dans la Charte.

La dernière phrase du paragraphe d fait l'objet d'une discussion et le Comité examine les références qui y figurent. L'idée de réalisation est remplacée par l'idée de but. Lorsque M. Fraser approuve la nouvelle rédaction, le Comité décide que le paragraphe d vise aussi bien le paragraphe c que les paragraphes a et b.

Le Comité adopte comme dernier membre de phrase du paragraphe d le texte suivant : "sans porter préjudice aux fins énoncées ci-dessus, et sous réserve des dispositions de l'Article 80".

Article 77

Le Comité remplace les mots "la présente guerre" par "la seconde guerre mondiale".

M. Bailey souligne l'imprécision des termes "il sera déterminé par accord ultérieur quels territoires". Le Président fait observer que cet article n'indique pas si l'Etat considéré a conclu un accord avec l'Organisation ou avec quelque autre organe; cette incertitude, rend impropre l'emploi du mot "accords". Le Comité examine et rejette la possibilité de faire du mot "territoires" le sujet de la phrase.

Avec l'assentiment de M. Fraser, le Comité supprime, dans le texte anglais, les mots "as to".

C-9

Article 78

Les membres du Comité estiment que la phrase s'applique aux territoires devenus Membres; ils se demandent ensuite si les mots "leurs relations mutuelles" ont pour antécédent "Nations Unies", "Membres des Nations Unies" ou "territoires".

Dans le texte anglais, la forme verbale "should be based" est longuement examinée. Diverses formes sont proposées, parmi lesquelles : since relationship... is; shall be; is; will be; should be; being based. M. Van der Plas défend la forme "shall be based". M. Fraser considère que cet article est très important. M. Chase, en sa qualité de secrétaire du Comité II/4, déclare que ce Comité a adopté en définitive la forme "shall". M. Gerig indique que son Comité de rédaction avait envisagé à l'époque la forme "shall be". M. Golunsky n'est pas en mesure d'indiquer à l'heure actuelle l'opinion de la délégation soviétique qui a soumis cette proposition. M. Fraser estime sans importance que la phrase énonce un fait ou un précepte.

Le Comité adopte, à titre provisoire, la forme "shall be based".

Article 79

Le Comité remplace les mots "l'une des Nations Unies" par les mots : "un Membre des Nations Unies".

Le Comité remplace les mots "Paragraphe 8 et 10" par les mots "Articles 82 et 84".

En examinant, dans le texte anglais, les mots "alteration or amendment", le Président rappelle que le Comité a remplacé à l'Article 81 (X) du Chapitre XV, le mot "alteration" par le mot "modification". M. Bailey estime que le mot "modification" n'est pas un bon terme technique. M. Gerig fait observer que M. Stassen s'est opposé à l'emploi de ce mot dans un texte et qu'il lui a préféré les termes "alteration or amendment". Le Comité décide de garder dans le texte anglais le mot "alteration".

Article 80

Le Comité remplace au paragraphe 1 le renvoi au "paragraphe 3, 4 et 6" par un renvoi aux "Articles 77, 79 et 81".

Le Comité remplace les mots "Etats Membres" par les mots "Membres de l'Organisation".

Le Comité remplace, au paragraphe 2, le membre de phrase "en application des dispositions des Articles 77 et 78" par les mots "conformément aux dispositions énoncées dans le présent chapitre".

313

C-9

Le Comité examine assez longuement le membre de phrase "alter in any manner the rights whatsoever, of any states or any peoples". Le Comité supprime la virgule. MM. Golunsky et Robertson insistent sur le fait que le texte a été péniblement élaboré. Le Président propose de placer les mots du texte anglais dans l'ordre suivant : "in any manner whatsoever", mais M. Gerig appuie M. Robertson qui déclare que l'intention du Comité II/4 était de respecter le statu quo; de conserver, après la Charte, comme auparavant, les droits authentiques, les droits douteux, les droits purement fictifs". Le Comité n'effectue aucun changement.

M. Jebb présente des observations sur l'emploi, dans le texte français, des mots "directement ou indirectement" pour rendre les mots "in or of itself".

Article 81

M. Robertson propose de commencer l'article par le membre de phrase "chaque accord de tutelle comprend" au lieu d'employer la formule "dans chaque cas". La discussion porte sur le sens des mots "dans chaque cas"; le Comité se demande si cette formule signifie qu'il existe pour chaque territoire un accord unique comprenant plusieurs cas, ou un accord multilatéral. M. Golunsky émet l'avis que les mots "dans chaque cas" signifient en réalité "pour chaque territoire" : le Comité accepte de conserver ces mots, mais en modifie l'ordre, dans le texte anglais .

Le Comité adopte, pour le texte anglais, l'ordre des mots suivants :
"shall in each case include".

Le Comité adopte comme formule type dans cet article les mots
"Territoire sous tutelle"

Le Comité se pose la question de savoir s'il faut appeler "Etat" ou "Membre" l'autorité chargée de l'administration. M. Gerig indique que le Comité II/4, dans le rapport qu'il a adressé à la Commission II, explique qu'un Etat qui cesse d'être Membre de l'Organisation peut cependant continuer à exercer ses fonctions d'autorité chargée de l'administration. Le Comité estime finalement que le mot "Etat" est employé dans le sens technique que le Comité a adopté.

Le Comité apporte au texte du paragraphe 2 la modification suivante :
"de tout accord spécial" ou de "tous accords spéciaux".

Au paragraphe 2, le Comité supprime, dans le texte anglais, le mot "also".

Article 81 X

Le Comité décide de faire du paragraphe 2 de l'Article 80, un article
distinct : l'Article 81 X.

Article 82

En examinant le paragraphe 2, M. Jebb fait observer que les buts essentiels sont énoncés et non pas prévus à l'Article 76; il ne voit pas comment les paragraphes a) et b) peuvent s'appliquer aux populations. M. Bailey émet l'avis que ces

314

C-9

paragraphe s'appliquent à l'administration d'une zone. Le Président propose d'employer, dans le texte anglais, les termes "shall apply in each strategic area". M. Gerig attire l'attention du Comité sur le fait que, dans le texte anglais, le mot "apply" a un sens plus large que le mot "applicable". Le Comité examine en détail ces questions avec M. Fraser et procède notamment à une lecture de l'Article 76. M. Fraser souligne que le Comité II/4 tient à ce que les fins essentielles s'appliquent, dans toute la mesure du possible, à la population de chacune des zones stratégiques. M. Poynton déclare que l'application du paragraphe d) de l'Article 76 à une zone stratégique est une question de principe et non un problème de rédaction. M. Fraser accepte le changement apporté par le Comité, étant entendu que les membres du Comité consulteront les membres de leurs délégations qui se sont occupés de cette question au Comité II/4.

Les membres du Comité décident de consulter leurs délégations respectives sur le changement proposé "valent pour chacune des zones stratégiques".

Au paragraphe 3, le Comité supprime le renvoi "prévu au paragraphe 11".

Article 83

Le Comité modifie l'orthographe du verbe "insure" pour écrire "ensure".

Le Comité remplace les mots "a le droit" par le mot "peut".

Le Comité discute assez longuement la construction de la deuxième phrase. Le Comité examine le membre de phrase "les obligations qu'elle a contractées à cet égard envers le Conseil de sécurité". M. Robertson estime que l'autorité joue un rôle d'agent; le Président précise qu'elle contracte des obligations "au nom du Conseil de sécurité". M. Poynton signale que ce membre de phrase a pour effet de permettre à l'autorité chargée de l'administration d'utiliser les ressources des Territoires sous tutelle pour l'aider à remplir ses obligations générales. Il ressort de cette interprétation que les obligations sont contractées envers le Conseil de sécurité ou l'Organisation. La définition selon laquelle les obligations consisteraient à exécuter les accords spéciaux qui prévoient l'utilisation de contingents, etc., est considérée comme inexacte. M. Golunsky propose une solution acceptable : "obligations qu'elle a contractées conformément aux dispositions de l'Article 47". M. Fraser estime que cette interprétation est correcte.

Le Comité modifie le texte de la deuxième phrase en remplaçant les mots "à cet égard envers le Conseil de sécurité et" par les mots "conformément aux dispositions de l'Article 47 ainsi que".

CHAPITRE XII (B)

Article 85

Cet Article constitue une nouvelle version de la première phrase du paragraphe 11 de la section B du texte adopté par le Comité II/4. On a effectué cette revision, parce que la création du Conseil de tutelle est à présent régie par l'Article 7 du Chapitre III en vertu duquel sont créés les organes de l'Organisation.

C=9

M. Jebb estime que la rédaction actuelle (document WD 413; CO/173) est lourde et, d'accord avec le Président, il propose de placer le paragraphe au chapitre XII (A), comme on l'a fait pour un texte analogue figurant à l'Article 63 du Chapitre IX relatif au Conseil économique et social. Cela permettrait d'établir des relations plus étroites entre l'Assemblée générale et le régime de tutelle, et de réserver le Chapitre XII tout entier pour le Conseil de tutelle. M. Fraser fait observer que l'intention du Comité II/4 était de souligner, en l'isolant, l'idée contenue dans cet article; cependant, le Président indique que la nouvelle division de la Charte en chapitres montre qu'il est souhaitable de placer cet article au Chapitre XII (A). M. Bailey déclare que l'on peut répondre à l'argument de M. Fraser en disant qu'il y a des fonctions que l'Assemblée générale n'exécute pas exclusivement. Ainsi, le Conseil de tutelle peut aider le Conseil de sécurité et recevoir des renseignements sur des questions stratégiques. Si cet article devient le paragraphe 2 de l'Article 84, il ne sera pas nécessaire d'y mentionner les fonctions "qui ne sont pas réservées au Conseil de sécurité", puisque l'Article 84 expose nettement les fonctions de l'Assemblée.

Le Comité décide de supprimer l'Article 85 et d'ajouter à l'Article 84 un deuxième paragraphe comme suit :

"2. Le Conseil de tutelle, agissant sous l'autorité de l'Assemblée générale, assiste celle-ci dans l'accomplissement de ces tâches."

Article 86

M. Golunsky pose une question relative à la rééligibilité des "représentants spécialement qualifiés" en faisant valoir que les membres des autres organes sont des Etats, mais que les membres du Conseil de tutelle sont des personnes et des experts. M. Bailey fait observer que la situation est différente dans le cas présent, car le Comité espère que l'on choisira des experts comme membres du Conseil et qu'ils seront rééligibles.

Le Président estime que l'on devrait remplacer le mot "Etats" par le mot "membres"; mais le Comité le remplace par le terme "membres des Nations Unies", sur la proposition de M. Golunsky selon qui le mot "membres" pourrait indiquer les membres du Conseil de tutelle. Le Président fait observer à M. Fraser que le Comité n'emploie pas le terme "Etats membres".

M. Robertson propose d'ajouter au paragraphe b) le mot "permanents", mais on fait remarquer que cette question a fait l'objet d'un long débat au Comité II/4. Le texte ne fait pas état des membres permanents du Conseil de sécurité; en effet, ils ne sont pas membres du Conseil de tutelle parce qu'ils sont membres du Conseil de sécurité, mais parce qu'ils ont des intérêts universels. M. Robertson propose la construction : "ceux ... qui".

M. Fraser propose que l'on modifie le paragraphe c) en remplaçant les mots "in order to" par les mots "so that". On fait remarquer que seuls les membres de l'Organisation pourront être élus au Conseil de tutelle. L'élection se fera par un vote des deux tiers des membres présents et votant. Au cours de la discussion, le Comité modifie le libellé du paragraphe.

316

C-9

Le Comité adopte le texte suivant pour l'Article 86 :

"Le Conseil de tutelle est composé de représentants spécialement qualifiés, et désignés : a) par chacun des membres des Nations Unies chargés d'administrer des Territoires sous tutelle, à raison d'un par membre; b) par chacun des membres désignés nommément à l'Article 23 et n'administrant pas de Territoires sous tutelle, à raison d'un par membre; et c) par d'autres membres élus pour trois ans par l'Assemblée générale, à raison d'un représentant par membre, et de manière que le nombre total de représentants se partage également entre les membres qui administrent des Territoires sous tutelle et ceux qui n'en administrent pas."

Article 87

M. Golunsky fait observer que ce texte diffère de celui que le Comité II/4 a adopté (Document WD 374, CO/154, 18 juin 1945). En effet, l'Assemblée générale, plutôt que le Conseil de tutelle, exerce les fonctions en question et le Conseil de tutelle fonctionne "sous l'autorité de l'Assemblée générale". M. Fraser indique que telle était l'intention du Comité II/4; c'est assurément un changement important. M. Green, Secrétaire par intérim, précise que le Comité a effectué ce changement pour éviter une répétition apparente de l'Article 85. M. Fraser indique que l'intention du Comité était que l'Assemblée générale, en tant qu'organe supérieur, reçoive les pétitions et les rapports, par exemple, et les communique au Conseil de tutelle. Les membres du Comité font diverses suggestions visant à conserver au texte l'intention que le Comité II/4 lui a prêtée. Le Comité donne lecture de la phrase suivante, qui est le résultat d'une discussion à laquelle ont participé MM. Fraser, Golunsky, Jebb, Liang et Poynton : "Le Conseil de tutelle a qualité, dans l'exercice des fonctions qu'il remplit par autorisation de l'Assemblée générale," etc.

Le Comité accepte le texte de l'Article 87, dont le commencement est modifié comme suit :

"Le Conseil de tutelle a qualité, dans l'exercice des fonctions qu'il remplit par autorisation de l'Assemblée générale,"

Article 88

M. Jebb déclare que le Comité n'aurait pas dû remplacer, à la ligne 7 du texte anglais, la préposition "for" par la préposition "in". M. Gerig indique au Comité que le Comité II/4 a placé, de propos délibéré, la préposition "for" à cet endroit.

Le Comité accepte le texte de l'Article 88, mais remplace, à la ligne 7 du texte anglais, la préposition "in" par la préposition "for".

M. Robertson fait observer que les termes "territoire qui ne constitue pas une zone stratégique" sont plus clairs que les mots "territoire relevant de la compétence de l'Assemblée générale".

C-9

Article 88 (X)

Le PRESIDENT donne lecture de l'article relatif au vote dont le Comité I/1 vient de transmettre le texte.

Le Comité accepte sans discussion le texte suivant :

"1. Chaque membre du Conseil de tutelle dispose d'une voix.

"2. Les décisions du Conseil de tutelle sont prises à la majorité des membres présents et votant."

Le Président explique qu'il s'agit ici de majorité simple. M. Bailey estime que le paragraphe 1 n'est pas nécessaire, puisque chaque Etat ne dispose que d'un représentant au Conseil de tutelle. A son avis, on ne peut appliquer à cet article la formule employée pour le Conseil économique et social. Le Président fait observer que cette formule n'est peut-être pas indispensable, mais qu'on peut la garder à présent pour une raison de symétrie. Le Comité pourra la supprimer plus tard, le cas échéant.

Article 89

Cet article est rédigé, avec l'assentiment de M. Fraser, en termes identiques à l'article correspondant du Chapitre IX (X).

Le Comité accepte le paragraphe 1 en remplaçant les mots "règlement et" par les mots "règlement intérieur, dans lequel il".

Le Comité modifie le texte anglais du paragraphe 2 comme suit : "with its rules, which shall".

Article 90

M. Jebb demande que l'on supprime à la fin de l'article les mots qui suivent le mot "institutions". Ces mots sont inutiles puisque le Comité a décidé de définir les "institutions spécialisées" dans le Chapitre IX. M. Jebb propose également de modifier l'ordre de présentation de la phrase.

Le Comité accepte pour l'Article 90 le texte suivant :

"Le Conseil de tutelle recourt, quand il y a lieu, à l'assistance du Conseil économique et social et à celle des institutions spécialisées pour les questions qui relèvent de leur compétence respective."

(Le Comité se reporte alors au Chapitre XII (Doc. WD 411, CO/171, 20 juin 1945) et au Chapitre XII A (Doc. WD 412, CO/172, 20 juin 1945) et examine avec M. Fraser les changements de rédaction que le Comité de coordination a examinés auparavant.)

C-9

CHAPITRE IV

Le Comité est saisi du document WD 336; CO/133, et le Secrétaire lit, pour qu'on les inscrive au procès-verbal, les changements effectués depuis le 16 juin.

Article 10

Le Comité approuve l'Article 10, où les mots "Membres de l'Organisation" sont remplacés par les mots "Membres des Nations Unies".

Article 11

Le Comité reçoit un nouveau texte de l'Article 11 dont le libellé a été adopté à l'unanimité par le Comité II/2 :

"L'Assemblée générale peut discuter toutes questions ou affaires rentrant dans le cadre de la présente Charte ou se rapportant aux pouvoirs et fonctions de l'un quelconque des organes prévus dans la présente Charte, et, sous réserve des dispositions de l'Article 12 X, formuler sur ces questions ou affaires des recommandations aux Membres de l'Organisation des Nations Unies, au Conseil de sécurité, ou aux Membres de l'Organisation et au Conseil de sécurité."

Le Comité accepte sans discussion l'Article 11.

Article 12

Le Comité examine l'ordre de présentation donné à cet article et à l'Article 12 X, à sa 26ème séance. Le Comité consultatif de juristes a étudié le nouveau texte et le Secrétaire en donne lecture comme suit :

"1. L'Assemblée générale peut étudier les principes généraux de coopération pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, notamment les principes régissant le désarmement et la réglementation des armements, et adresser sur ces principes des recommandations soit aux Membres, soit au Conseil de sécurité, soit aux Membres et au Conseil.

"2. L'Assemblée générale peut discuter toutes questions se rattachant au maintien de la paix et de la sécurité internationales dont elle aura été saisie par un ou plusieurs Membres des Nations Unies ou par le Conseil de sécurité, ou par un Etat non membre de l'Organisation, conformément aux dispositions de l'Article 38, paragraphe 2, et, sous réserve des dispositions de l'Article 12 X, faire sur toutes questions de ce genre des recommandations soit à l'Etat ou aux Etats intéressés, soit au Conseil de sécurité, soit aux Etats et au Conseil de sécurité.

"3. L'Assemblée générale peut attirer l'attention du Conseil de sécurité sur les situations qui semblent devoir mettre en danger la paix et la sécurité internationales.

"4. Les pouvoirs de l'Assemblée générale énumérés dans les trois paragraphes précédents, ne limitent pas la portée générale de l'Article 11."

319

C=9

Le Comité approuve l'emploi du verbe "peut" dans tout l'article.

Le Comité approuve les changements que le Secrétariat a effectués pour uniformiser le texte.

Au paragraphe 2, le Comité remplace les mots "par un ou plusieurs Membres des Nations Unies", par les mots "l'une quelconque des Nations Unies".

M. Bailey propose d'insérer au paragraphe 2 un renvoi à l'Article 38, étant donné que l'Article 38 accorde aux membres le droit formel d'attirer l'attention de l'Assemblée générale sur toute situation, même si elle n'intéresse pas à proprement parler la paix et la sécurité. Le Président est d'avis que le texte de l'article comprend toutes les dispositions de l'Article 38 et peut-être davantage. M. Golunsky estime que le libellé actuel comprend l'Article 38 tout entier. Il ajoute que c'est uniquement pour indiquer qu'il existe une situation susceptible de menacer la paix et la sécurité que l'on saisit d'une question le Conseil ou l'Assemblée. M. Bailey estime qu'il est difficile de donner à l'Article 38 cette interprétation puisque l'Assemblée générale n'est pas habilitée à faire une enquête pour déterminer si la situation menace la paix et la sécurité. Le Président fait observer qu'il existe à l'Article 38 un renvoi à l'Article 37 et indique que l'on peut saisir expressément l'Assemblée générale de tout différend ou de toute situation visée dans le premier article, et qu'elle agira conformément aux dispositions des Articles 12 et 12 X. M. Bailey répond que, conformément au paragraphe 2 de l'Article 12, l'Assemblée générale peut "discuter toutes questions se rattachant au maintien de la paix et de la sécurité internationales", mais la situation visée à l'Article 38, sous forme de renvoi à l'Article 37, n'est pas définie dans les mêmes termes. On pourrait donc conclure des dispositions plus limitatives du paragraphe 2 de l'Article 12, que le pouvoir que possède l'Assemblée d'examiner les situations visées à l'Article 38 est limité. D'autre part, M. Pasvolsky estime qu'un renvoi à l'ensemble de l'Article 38 peut limiter la portée de l'Article 12 aux termes duquel l'Assemblée générale peut discuter "toutes questions". M. Golunsky déclare que l'Article 38 a trait à la paix et à la sécurité ou n'y a pas trait. S'il y a trait, il est régi, en ce qui concerne l'Assemblée générale, par l'Article 12. S'il n'y a pas trait et si l'Assemblée est saisie d'une question en vertu de quelque autre disposition, l'Article 11 devient alors déterminant. Quoi qu'il en soit, une question de cette nature relèvera de la compétence de l'Assemblée générale. M. Robertson estime qu'il existe une contradiction entre les Articles 12 et 38, même si l'on tient compte de l'Article 14, mais que l'Article 38 l'emportera, s'il n'en est pas autrement décidé. Le Président émet l'avis que M. Bailey pourrait examiner à nouveau cette question, compte tenu du texte complet de la Charte, s'il estime que cela en vaut la peine. M. Bailey répond qu'il le fera et M. Golunsky propose de préparer un nouveau texte qui tienne compte de son opinion. Le Comité n'effectue aucun changement.

Au paragraphe 4, le Comité remplace les mots "les trois paragraphes précédents" par les mots "les paragraphes 1, 2 et 3 du présent article".

Article 12X

Le Secrétaire donne lecture de l'article 12X qui formait auparavant le paragraphe 2 de l'Article 12. Conformément à la décision que le Comité a prise à sa 26ème séance, l'article se divise en deux paragraphes et la rédaction en est uniformisée.

Le Comité décide de remplacer le mot "également" par les mots "de même".

C=9

M. Liang souscrit à cette opinion et ajoute qu'il est impossible de faire figurer dans la Charte toutes les attributions de fonctions électorales. M. Golunsky propose de supprimer tout l'article. Les débats font apparaître que les dispositions de cet article apparaissent dans un autre passage de la Charte.

Le Comité décide de supprimer l'Article 16, sous réserve d'un examen ultérieur.

Article 17

Le Comité examine le nouveau texte de cet article dont le Secrétaire donne lecture ainsi qu'il suit :

"Les dépenses de l'Organisation sont supportées par les membres selon une répartition décidée par l'Assemblée générale. Celle-ci examine et approuve le budget de l'Organisation ainsi que tous arrangements financiers et budgétaires faits avec les institutions spécialisées qui lui sont rattachées."

Après une discussion, le Comité adopte la proposition de M. Pelt tendant à faire figurer dans l'article d'abord le budget, ensuite la répartition. Le deuxième paragraphe de l'ancien Article 15 deviendra le paragraphe 3. MM. Bailey et Golunsky attirent l'attention du Comité sur le fait qu'il est question, tant au paragraphe 1 qu'au paragraphe 3, des arrangements financiers passés avec des institutions spécialisées. Le Comité modifie donc le libellé de l'article.

Le Comité adopte le texte suivant pour l'Article 17 :

- "1. L'Assemblée générale examine et approuve le budget de l'Organisation.
- "2. Les dépenses de l'Organisation sont supportées par les membres selon la répartition fixée par l'Assemblée générale.
- "3. L'Assemblée générale examine et approuve tous arrangements financiers et budgétaires passés avec les institutions spécialisées visées à l'Article 60 et examine les budgets administratifs desdites institutions en vue de leur adresser des recommandations."

Article 17 X (16)

Le Comité II/1 a adopté cet article le 18 juin sur la recommandation du Comité II/4. Le texte en est communiqué au Comité sous la cote Doc. WD 399; CO/163.

L'introduction d'un nouvel article entraîne une discussion relative à l'ordre de présentation, qui amène le Comité à placer le texte en question à l'Article 16, avant l'article relatif au budget.

Le Comité accepte le texte suivant :

"L'Assemblée générale a le droit d'approuver les accords de tutelle pour les zones qui ne sont pas qualifiées de zones stratégiques, et de remplir toutes autres fonctions qui lui sont assignées en vertu du Chapitre XII(X)."

C=9

Article 18 (15)

Cet article est divisé en trois paragraphes dans le document WD 336; CO/133. Le Comité directeur en a communiqué la teneur aux Comités II/2 et III/1. Ceux-ci ont saisi le Comité d'un texte qui ne contient pas le deuxième paragraphe du texte original et dont les deux autres paragraphes sont modifiés (doc. WD 375; CO/47 (2)).

M. Robertson propose que cet article devienne l'Article 15 et constitue avec le nouvel Article 16 le chapitre relatif au vote.

Le Comité accepte le nouveau texte suivant :

"1. L'Assemblée générale reçoit et examine les rapports annuels et les rapports spéciaux du Conseil de sécurité; ces rapports comprennent un compte rendu des mesures que le Conseil de sécurité a adoptées ou appliquées pour maintenir la paix et la sécurité internationales.

"2. L'Assemblée générale reçoit et examine les rapports des autres organes de l'Organisation."

Article 19 (18)

M. Jebb explique, en réponse à une question de M. Pelt, que le droit de vote n'est suspendu qu'à l'Assemblée générale. M. Golunsky explique que l'expression être en retard "pour les deux années complètes écoulées" signifie que la contribution varie d'année en année.

Le Comité remplace au paragraphe 1 le mot "membre" par les mots "membre des Nations Unies".

Article 20 (19)

Le Secrétaire, M. Darlington, présente au Comité le texte dactylographié des variantes A et B de cet article. La variante B représente le texte approuvé par le Comité, les 4 et 5 juin (WD 171; CO/52 (2)). La variante A représente un texte de Sir William Malkin que le Comité de juristes a examiné. Chaque variante comprend une disposition relative au régime de tutelle.

Le Comité, après examen des deux textes, décide de prendre en considération la variante B.

Le Comité examine la teneur de l'article d'après le texte définitif adopté par le Comité II/1 le 18 juin, doc. WD 400; CO/52 (4), et révisé à la suite d'une décision prise par le Comité I/2 sur l'exclusion et le Comité II/4 sur le système de tutelle.

En ce qui concerne la liste des questions sur lesquelles les décisions sont prises par un vote de la majorité des deux tiers, le Comité modifie sur certains points le libellé du texte du Comité II/1.

COMITE DE COORDINATION

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA TRENTE-HUITIEME SEANCE DU COMITE DE COORDINATION

Opera House, salle 418, 22 juin 1945 à 10 heures.

Membres présents :

Australie
Brésil
Canada
Chili
Chine
Etats-Unis d'Amérique
France
Iran
Mexique
Pays-Bas
Union des Républiques socialistes
soviétiques
Royaume-Uni
Tchécoslovaquie
Yougoslavie

M. K.H. Bailey
M. Cyro de Freitas Valle
M. N.A. Robertson
M. Félix Nieto del Río
M. Yuen li Liang
M. Leo Pasvolksy
M. Jacques Fouques-Duparc
M. Ali Akbar Siassi
M. Alfonso García Robles
M. Adrian Pelt

M. S.A. Golunsky
M. H.M.G. Jebb
M. Jan Papánek
M. Stojan Gavrilovic

Etaient également présents : les membres du Comité consultatif des juristes :

M. Green H. Hackworth (Etats-Unis d'Amérique)
M. Hsu Mo (Chine)
M. Jules Basdevant (France)
M. S.B. Krylov (Union des Républiques socialistes soviétiques)
Sir William Malkin (Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord)

PROJET DE STATUT DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Le Président, M. Pasvolksy, soumet à l'examen du Comité le projet de statut de la Cour internationale de Justice (Doc. 1141; CO/180) et il fait observer que c'est probablement la dernière fois que le Comité examinera ce projet. Il prie le secrétaire, M. Darlington, d'en donner lecture article par article.

Le Comité consultatif des juristes se joint au Comité de coordination peu après le début de la lecture. Il est convenu que le Comité consultatif se réunira ensuite séparément pour examiner les décisions prises par le Comité de coordination et qu'il lui soumettra les résultats de cet examen. Les modifications rédactionnelles sur lesquelles les deux comités se sont mis d'accord ont été publiées ultérieurement

C=9

dans le document 1169; CO/182.

"The present Charter"

M. Bailey se demande si l'emploi de la formule "the present Charter", qui revient fréquemment dans le texte, est justifié. On signale que la seule variante possible est "this Charter" /sans changement en français/ et que les juristes, notamment Sir William Malkin, approuvent l'expression "the present Charter". M. Golunsky fait observer qu'à ce stade avancé de la rédaction, il serait difficile d'apporter une correction de ce genre sans risquer de provoquer de nouvelles erreurs. Sir William Malkin déclare que "the present Statute" est employé pour distinguer cet instrument du Statut de la Cour de justice internationale.

Le Comité décide de conserver les expressions "the present Charter" et "the present Statute".

Article 1

Le Comité, considérant que c'est la première fois que la Charte se trouve mentionnée dans le texte du Statut, décide d'employer ici la formule "Charte des Nations Unies".

Article 3

Le Comité décide que, dans le texte de la Charte, le mot Membre sera écrit avec une majuscule lorsque ce terme désigne un Membre des Nations Unies.

Nom de l'Organisation

Un membre demande si, dans l'expression si fréquemment employée "of the United Nations", il convient d'écrire l'article défini avec une majuscule. Cette question en soulève une autre, à savoir : quel est le nom exact de l'Organisation ? M. Hackworth rappelle que dans le titre de la Declaration by United Nations l'article défini (the) est omis; il suggère que, puisque le nom de l'Organisation est censé perpétuer ce titre, il conviendrait également d'omettre l'article dans ce cas. Les membres du Comité mentionnent alors divers noms et titres, tels que : Etats-Unis d'Amérique, Société des Nations, La Haye, Le Havre, La Paz, Etats-Unis du Brésil, Les Pays-Bas, The Times, the United Mexican States, etc. dans lesquels l'article défini semble tantôt faire et tantôt ne pas faire partie intégrante du nom. On remarque que, dans la plupart de ces exemples, l'article défini, lorsqu'il est employé, ne prend pas de majuscule.

Le Comité décide que le nom de l'Organisation sera : "United Nations", et que ce nom, pour des raisons d'euphonie et de grammaire, sera précédé de l'article défini, sans majuscule.

On propose de supprimer, à la troisième ligne du paragraphe 1, le membre de phrase "or member of the United Nations", en ne conservant que le mot "state".

C=9

Article 7

Le Comité décide de supprimer, à la première ligne, "des Nations Unies", puisqu'il a déjà été fait mention du Secrétaire général à l'Article 5.

Article 10

Le Comité décide qu'à la première ligne du paragraphe 1 et à la troisième ligne du paragraphe 3, l'adjectif "absolute" doit être conservé devant le mot "majority", puisque la majorité requise doit comprendre les voix de la moitié des membres plus 1.

Le Comité décide de supprimer, aux troisième et quatrième lignes du paragraphe 3, les mots "ou Membre des Nations Unies".

Le Comité décide, au paragraphe 3, de remplacer "of both" par "both of" /texte français sans changement/.

Article 13

Le Comité décide de supprimer "des Nations Unies" après les mots "le Secrétaire général", dans les paragraphes 2 et 4.

Article 14

Le Comité décide de supprimer, à la quatrième ligne, les mots "des Nations Unies".

Article 17

Le Comité confirme l'orthographe du mot "enquiry", au paragraphe 2, /cette observation ne s'applique pas au texte français/.

Article 18

Le Comité décide de supprimer au paragraphe 2, les mots "des Nations Unies".

Article 32

Le Comité approuve l'orthographe des mots "traveling" et "fulfil".

Le Comité décide de se conformer, pour l'orthographe, au dictionnaire Webster, à l'exception de certains cas où l'on a demandé d'appliquer l'usage anglais. Le Comité décide de supprimer, au paragraphe 5, "des Nations Unies".

Au paragraphe 7, le Comité remplace "retiring" par "retirement". /texte français sans changement/

Article 34

Le Comité décide de supprimer, au paragraphe 1, les mots "ou les Membres des Nations Unies."

C=9

Article 35

Le Comité décide d'écrire avec une majuscule les mots "Members" et "Member" qui figurent aux paragraphes 1 et 3.

M. Bailey indique que, selon la règle adoptée au début, le paragraphe 1 devrait simplement être conçu comme suit : "La Cour est ouverte aux Etats parties au présent Statut". Après discussion, le Comité décide d'ajouter le mot "autres" (others) entre "aux" et "Etats".

Le paragraphe 1 sera donc ainsi conçu :

"1. The Court shall be open to the Members of the United Nations and also to other states parties to the present Statute". (La Cour est ouverte aux Membres des Nations Unies ainsi qu'aux autres Etats parties au présent Statut).

Article 36

M. Bailey propose que le paragraphe 2 soit rédigé comme suit : "The Members of the United Nations and other states parties to the present Statute may ... in relation to any other state ..." (Les Membres des Nations Unies et autres Etats parties au présent Statut pourront ... à l'égard de tout autre Etat...). M. Golunsky fait remarquer que le mot "other" serait ainsi employé dans deux sens différents. M. Bailey, conformément au principe adopté au sujet de l'expression "membre ou Etat", propose alors la rédaction ci-après : "Lesparties au présent Statut pourront ...". M. Golunsky accepte cette suggestion.

Le Comité supprime, au début du paragraphe 2, les mots "Membres des Nations Unies et Etats".

A la cinquième ligne du paragraphe 2, le Comité supprime "Membre ou".

A la quatrième ligne du paragraphe 3, le Comité supprime "Membres ou".

Article 40

M. Bailey fait observer que l'on pourrait, au paragraphe 1, omettre le membre de phrase "as the case may be" (selon le cas), sans modifier le sens de l'Article. Sir William Malkin explique que ces mots figurent dans le Statut primitif et s'expliquent manifestement du fait que certaines affaires sont soumises à la Cour en vertu d'un accord, tandis que pour d'autres, la Cour se trouve saisie sur la demande d'une des parties, en vertu de la clause de juridiction obligatoire.

A la troisième ligne du paragraphe 3, le Comité ajoute "autres" entre l'article "les" et le mot "Etats".

Article 52

M. Bailey propose, afin d'harmoniser le texte avec celui de l'Article 53, de

330

C=9

remplacer "side" par "party" dans le dernier membre de phrase. Le Comité semble partisan de cette modification. Mais, lorsque le Secrétaire donne lecture du nouveau texte, Sir William Malkin signale une différence entre l'Article 52 et l'Article 53 : dans le premier, il peut y avoir plusieurs demandeurs ou défendeurs, tandis que dans le second, Sir William Malkin pense qu'il ne peut s'appliquer qu'à deux parties. Il estime qu'il est trop tard maintenant pour faire un changement de ce genre, qui porte sur le fond. En raison de cette objection la modification envisagée est soumise au Comité consultatif des juristes, qui décide de conserver la rédaction primitive.

Article 53

A la seconde et à la quatrième ligne du paragraphe 1, le Comité remplace "his" par "its". /Texte français sans changement/

Article 66

Au paragraphe 1, le Comité met une majuscule au mot "Members" supprime "des Nations Unies" et ajoute, à la quatrième ligne, après "aux" les mots "autres".

Au paragraphe 2, le Comité met une majuscule au mot "member" et ajoute "autre" devant les mots "Etat admis".

Au paragraphe 3, le Comité met une majuscule au mot "member" (première et cinquième lignes); il ajoute le mot "autres" devant les mots "Etats admis".

Après lecture du paragraphe 4, M. Golunsky fait observer que le mot "Membres" et les virgules dans l'expression "Membres, Etats, ou organisations" doivent être supprimés dans les trois passages où ils figurent. M. Robertson pense que les modifications que l'on a faites dans cet article ne sont pas très logiques. M. Bailey se demande s'il convient de parler de Membres et d'Etats dans les paragraphes précédents et de ne plus le faire ici. Le Président est d'avis que la formule "Membres et tous autres Etats admis à ester en justice devant le Cour" qui figure au début du paragraphe 1, est déterminante pour le reste de l'Article. M. Golunsky signale que l'expression est "Etats admis à ester en justice devant le Cour", mais le Président explique qu'il s'agit néanmoins des Membres et autres Etats qui sont ainsi admis à ester. M. Hackworth propose de commencer le paragraphe 4 par les mots "Any states and organizations".

Au paragraphe 4, le Comité supprime le mot "Membres" et les virgules aux trois endroits appropriés. Le Comité décide que le paragraphe 4 commencera par les mots "Any states or organizations".

M. Basdevant et M. Fouques-Duparc pensent que cette modification pourrait donner à penser qu'un membre n'aurait pas le droit de discuter les exposés qu'il a soumis. Le Président indique que le Comité estime n'avoir pas modifié le sens; il invite cependant le Comité consultatif de juristes à examiner ces changements de très près.

Article 67

Le Comité supprime "des Nations Unies", met une majuscule au mot "Member"

C=9

et ajoute le mot "autres" devant "Etats et des organisations internationales directement intéressés".

Article 69

Le Comité met une majuscule au mot "member".

Article 70

Le Comité supprime les mots "des Nations Unies".

CHAPITRE VI, VARIANTE B

Le Président demande si le Comité veut renvoyer au Comité III/2 la variante B du Chapitre VI (Doc. WD 409; CO/152 (2)). M. Pelt rappelle qu'à sa 36ème séance, la plupart des membres du Comité avaient été d'avis de renvoyer la variante B au Comité technique et que si l'on a hésité à le faire c'est uniquement parce que le temps pressait.

Certains membres du Comité estiment qu'il est trop tard pour demander au Comité technique d'examiner cette variante. En outre, ils doutent que le Comité technique puisse régler la question sans rouvrir le débat sur le fond. M. Bailey rappelle que les délégations des Puissances invitantes ont recommandé au Comité III/2 la variante B qui présentait, à leur avis, une formule utile et indiscutable pour remanier le texte d'une partie importante de la Charte, il croit donc que le Comité III/2 pourrait fort bien prendre rapidement une décision. M. Golunsky indique que la délégation soviétique a refusé de reprendre la discussion sur la variante B. Selon M. Jebb, le Comité devrait consacrer plusieurs heures à la question, et pourrait arriver à une conclusion toute différente.

Le Président propose d'inscrire la variante B à l'ordre du jour du Comité directeur, aux fins d'examen définitif, puisque le paragraphe 3 de l'Article 2 risque de se trouver en contradiction avec l'obligation énoncée au Chapitre VI; M. Bailey approuve cette proposition. Mais M. Jebb fait observer que le renvoi au Comité directeur donnerait à croire que sa délégation approuve la variante B, ce qui n'est pas précisément le cas. Il se demande jusqu'à quel point M. Pasvolsky, en exprimant ses vues, parle au nom de toute la délégation des Etats-Unis. M. Golunsky dit que la délégation soviétique n'a pas discuté ce point.

En examinant les variantes du point de vue du fond, le Président juge que la version A, telle qu'elle a été approuvée, ne donne pas trop prise à la critique. "Si les Etats Membres, déclare-t-il, tiennent l'engagement qu'ils ont contracté, de régler par des moyens de leur choix les différends qui semblent manifestement menacer le maintien de la paix, nous ne devrions pas trop nous préoccuper du règlement de leurs autres différends, puisque notre objectif principal se trouverait atteint. Cependant, l'adoption de la variante B rendrait tout le document plus logique, car le premier paragraphe du chapitre VI découlerait alors directement et complètement du troisième principe énoncé."

M. Robertson propose que l'on soumette la variante B au Comité directeur,

332

C=9

comme base d'un amendement déjà approuvé à apporter à la Charte. Le Président appuie la suggestion tendant à ce que le Comité fasse un rapport sur les débats concernant cette question et que ce rapport figure dans les documents officiels.

Le Comité décide que l'exposé des discussions relatives à la variante B doit figurer au procès-verbal des débats du Comité

DOCUMENTS DU COMITE DE COORDINATION

Le Secrétaire demande s'il convient de communiquer dès à présent les documents du Comité aux délégations (et au public) et sollicite des directives à ce sujet. Au cours de la brève discussion qui suit, le Comité émet l'opinion que, faute de temps et vu l'importance de la question, il est impossible de soumettre au Comité exécutif un rapport écrit et approuvé officiellement par le Comité, mais que l'on peut faire un rapport de vive voix. Aucun des documents du Comité ne doit être rendu public tant que le Comité exécutif ou la Commission préparatoire n'auront pas eu l'occasion de prendre une décision à ce sujet.

Le Comité décide de recommander au Comité exécutif qu'en principe, la documentation du Comité de coordination ne soit pas dès à présent communiquée aux délégations et que le soin d'autoriser la publication de documents soit laissé à la Commission préparatoire.

Le Comité fait le point de ses travaux. Une dernière lecture du projet de Charte exigera non seulement que l'on revoie le texte au point de vue de l'uniformité et sous d'autres rapports, mais encore que l'on étudie l'ordre de présentation des chapitres et celui des articles à l'intérieur des chapitres. Le Comité devra également étudier le texte d'un instrument relatif à la Commission préparatoire qui a été élaboré par le Comité directeur et distribué sous la cote Doc. 1026; ST/15.

Le Comité est d'avis que le Préambule doit être soumis au Comité exécutif tel qu'il a été transmis par le Comité I/1, mais avec les additions d'ordre juridique.

La séance est levée à 13 heures 15.

C=9

Article 35

Afin de faire concorder le paragraphe 1 avec l'article précédent, le Comité Consultatif de Juristes a proposé de le modifier comme suit : "la Cour est ouverte aux Etats parties au présent Statut".

Le Comité décide d'adopter le texte recommandé par le Comité Consultatif de Juristes.

Article 36

Le Comité Consultatif de Juristes a estimé acceptable la proposition du Comité selon laquelle le paragraphe 2 devrait débiter comme suit :

"2. Les parties au présent Statut pourront ... à l'égard de tout autre Etat ..."

Il ressort de la discussion que le Comité préfère désigner les "parties" ("parties") sous le nom de "Etats" ("states")

Le Comité confirme sa décision d'adopter la formule :
"les Etats parties au présent Statut".

Article 52

Le Comité consultatif de Juristes estime que, dans le texte anglais, le mot "side" ne doit pas être remplacé par "party".

Le Comité décide de conserver le mot "side".

Article 66

A sa trente-huitième séance, le Comité avait révisé le paragraphe 1, de la façon suivante :

"1. Le greffier notifie immédiatement la requête demandant l'avis consultatif aux Membres des Nations Unies par l'entremise du Secrétaire général ~~des Nations Unies~~ ainsi qu'aux autres Etats admis à ester en justice devant la Cour."

Le Comité Consultatif de Juristes a examiné ce texte et propose la rédaction suivante :

"1. Le Greffier notifie immédiatement la requête demandant l'avis consultatif à tous les Etats admis à ester en justice devant la Cour."

Le Comité décide d'adopter le texte présenté par le Comité consultatif de Juristes.

C=9

Pour le paragraphe 2, le Comité Consultatif de Juristes a présenté le texte suivant :

"2. En outre, à tout Etat admis à ester devant la Cour... le greffier fait connaître..."

Le Comité décide d'adopter le texte présenté par le Comité Consultatif de Juristes.

Au paragraphe 3, le Comité Consultatif de Juristes a proposé de remplacer "des Membres des Nations Unies ou" par "de ces".

Le Comité décide d'adopter au paragraphe 3 la formule suivante : "Si un de ces Etats..."

Le Comité décide de supprimer "Member or" à la ligne 5 du texte anglais.

Le Comité Consultatif de Juristes a estimé qu'il conviendrait, à la première ligne du paragraphe 4, de revenir à la formule : "les Membres, autres Etats et organisations", et d'abandonner celle du Comité : "les Etats ou organisations"; il propose également de remettre "Membres" dans les deux autres endroits où la formule est utilisée. La raison de cette proposition est que l'omission de "Membre" supprime la concordance entre le paragraphe 4 et le paragraphe 2; celui-ci, en effet, dans la rédaction que lui avait donnée le Comité, prévoit que : "à tout Membre des Nations Unies, ou à tout autre Etat admis à ester devant la Cour, le greffier fait connaître...".

M. Bailey demande si "autre" qualifie "les Membres, Etats ou organisations" afin de les distinguer à l'intérieur du groupe qui a présenté des exposés ou afin de les opposer à ceux qui ont fait des exposés. Le Comité a discuté longuement cette question et a examiné plusieurs propositions sans arriver à une conclusion.

Le Comité décide de renvoyer le paragraphe 4 au Comité Consultatif de Juristes

Ultérieurement, le Comité Consultatif de Juristes a proposé la rédaction suivante :

"4. Les Membres, autres Etats et organisations qui ont présenté des exposés écrits ou oraux sont admis à discuter les exposés faits par d'autres Membres, Etats et organisations dans les formes, mesures et délais fixés, dans chaque cas d'espèce, par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le Président. A cet effet, le Greffier communique en temps voulu, les exposés écrits aux autres Membres, Etats et organisations qui en ont eux-mêmes présenté."

Ce texte ne résout pas la difficulté, et le Comité demande à M. Golunsky de reprendre la question avec le Comité Consultatif de Juristes. A cette occasion, l'ensemble de l'Article est examiné afin d'éliminer la formule "les Membres, autres Etats", suppression qui fait suite aux recommandations consignées plus haut au sujet des paragraphes 1, 2 et 3.

336

C=9

Un peu plus tard, au moment de l'examen de l'Article 15 de la Charte, le Comité Consultatif de Juristes a fait savoir qu'il approuvait cette suppression.

Le Comité décide d'approuver pour le paragraphe 4 le texte suivant :

"4. Les Etats ou organisations qui ont présenté des exposés écrits ou oraux sont admis à discuter les exposés faits par d'autres Etats et organisations dans les formes, mesures et délais fixés, dans chaque cas d'espèce, par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le Président. A cet effet, le Greffier communique, en temps voulu, les exposés écrits aux Etats ou organisations qui en ont eux-mêmes présenté".

Le texte révisé du Statut figure dans le document 1158; CO/180 (1).

ARRANGEMENTS PROVISOIRES

Le Comité examine : 1) Le Projet préliminaire d'accord sur les arrangements provisoires conclus par les Gouvernements représentés à la conférence des Nations Unies sur l'organisation internationale (Doc. 1026; ST/15); 2) Les recommandations (texte dactylographié) présentées par le Comité Consultatif des Juristes pour le préambule et pour la révision des paragraphes 8 et 9 du projet préliminaire.

Le Comité décide d'approuver le texte suivant pour le préambule des Arrangements provisoires; ce texte a été présenté par le Comité Consultatif de Juristes.

"Les Gouvernements représentés à la Conférence des Nations Unies sur l'Organisation Internationale, tenue dans la ville de San-Francisco,

"Ayant décidé qu'une organisation internationale désignée sous le nom "les Nations Unies" sera instituée,

"Ayant signé ce jour la Charte des Nations Unies, et

"Ayant décidé qu'en attendant l'entrée en vigueur de la Charte et l'institution des Nations Unies conformément à la Charte, une Commission Préparatoire des Nations Unies sera établie en vue de l'exécution de certaines fonctions et de certaines obligations,

"Convienient ce qui suit :"

Le Comité discute pour savoir si l'on peut désigner en anglais la nouvelle Commission Préparatoire sous le nom de "United Nations Preparatory Commission" ou, par abréviation : UNPC.

C=9

Pour le paragraphe 8, le Comité Consultatif de Juristes a présenté le projet de rédaction suivant dans le but de faire concorder ce document avec le texte de la Charte :

"8. Le présent document, rédigé dans les cinq langues, sera déposé dans les archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Des copies dûment certifiées conformes seront remises aux Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique. Des copies dûment certifiées conformes seront remises aux Gouvernements des autres Etats signataires".

Le Comité remarque que le texte proposé ne contient pas toutes les dispositions que prévoyait le projet préliminaire. Revenant à ce texte, M. Jebb fait remarquer que "depository" désigne la personne à qui l'on a confié quelque chose alors que "depository" désigne le lieu du dépôt. M. Robertson fait remarquer que l'article correspondant de la Charte n'emploie pas le mot "langues officielles".

Le Comité décide de supprimer "officielles" dans l'expression "les cinq langues officielles".

L'expression "dans lesquelles il aura été signé" fait l'objet de discussions au sein du Comité; celui-ci décide de la garder. M. Jebb fait observer à propos du projet préliminaire que l'on ne saurait avoir la garde d'un document pour le donner à quelqu'un d'autre. Le Président croit que sur ce point le projet du Comité Consultatif des Juristes est meilleur. La seconde phrase est remaniée et rédigée de façon à tenir compte des points de vue exposés.

Le Comité décide d'adopter le texte suivant :

"8. Le Gouvernement des Etats-Unis sera le dépositaire temporaire et aura la garde du document original où seront consignés ces arrangements transitoires, rédigés dans les cinq langues dans lesquelles il aura été signé, afin d'en fournir des copies certifiées conformes à chacun des Gouvernements signataires de la Charte. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique transfèrera la garde de l'original de ce document au Secrétaire Administratif lors de sa nomination."

Pour le paragraphe 9, le Comité Consultatif des Juristes a présenté un projet de rédaction révisé qui est ainsi conçu :

"9. Ce document prendra effet dès la présente date et restera ouvert aux signatures jusqu'à la dissolution de la Commission, conformément au paragraphe 7".

Le Comité préfère l'expression "prendra effet dès la présente date" à la formule utilisée dans le projet préliminaire. Il estime que l'expression "prendra effet" ("effective") est plus heureuse que "entrera en vigueur" ("coming into force") bien que "entrera en vigueur" ait été adopté dans le préambule conformément à l'Article 79 du chapitre 14. M. Golunsky fait observer que la formule "restera ouvert aux signatures" ("remain open for signature") doit être complétée afin de préciser que seuls les signataires de la Charte peuvent accéder à ces accords.

339

C=9

Le Comité décide d'adopter le texte suivant :

"9. Ce document prendra effet dès la présente date et restera ouvert aux signatures des Etats ayant le droit d'être considérés comme membres originaires des Nations Unies jusqu'à la dissolution de la Commission, conformément au paragraphe 7".

Pour ce qui est de la clause finale d'attestation, le Comité examine un projet de rédaction préparé par le Comité Consultatif de Juristes ainsi que certaines modifications qui y ont été apportées. Ce projet révisé est ainsi conçu :

"En foi de quoi, les plénipotentiaires représentants soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé ce document dans les langues anglaise, française, chinoise, russe et espagnole, chacun de ces textes faisant également foi."

Le Comité décide d'adopter le texte révisé.

Il n'est pas donné suite à la proposition visant à énumérer les langues par ordre alphabétique.

Le Comité note que dans le projet préliminaire, la dénomination de l'Australie était "le Commonwealth Australien", alors que le projet du Comité Consultatif de Juristes indique seulement "Australie"; M. Bailey exprime sa préférence pour la formule la plus courte.

Le Comité décide de ne formuler aucune recommandation sur la dénomination des Etats qui figurent dans la liste des signataires.

Le texte adopté par le Comité figure dans le Doc. 1165; ST/15 (1).

LA CHARTE

Le Comité examine le document 1140; CO/179; celui-ci est présenté sous forme d'épreuves d'imprimerie.

Nouvel ordre des chapitres et articles

Le Comité décide de modifier l'ordre des chapitres.

Les chapitres qui ont trait aux organes principaux sont placés dans l'ordre où ceux-ci sont énumérés au paragraphe 1 de l'Article 7.

Le Comité a changé la numérotation des articles de façon qu'elle soit conforme à ce nouvel ordre des chapitres.

Le nouvel ordre des chapitres et des articles qui doit être maintenant examiné par le Comité figure dans les colonnes 1 et 2 de l'annexe A; la colonne 3 de l'annexe A indique les changements qui ont été apportés à l'ordre des articles lors des 39ème et 40ème séances du Comité.

340

C=9

Terminologie

En plus des décisions déjà prises au sujet de formules uniformisées ou de questions de forme, ou pour confirmer ces décisions, le Comité a adopté les règles suivantes au sujet de la terminologie de la Charte :

Les mots "Nations Unies" et "Organisation" sont interchangeable; le choix en Anglais sera déterminé par la considération du contexte. Pour les langues dont les verbes se conjuguent, il a été décidé que l'on utiliserait Organisation comme sujet afin que les phrases traitant de celle-ci soient au singulier.

Le mot : "Members" lorsqu'il désigne les membres de l'Organisation doit porter une majuscule; au contraire, il n'en porte pas lorsqu'il désigne les membres des organes principaux ou des autres organismes.

On utilisera les mots "action" et "measures" selon ce que le sens indique.

Les mots "Charter", "Chapter" et "Article" portent une majuscule.

Les mots "state" et "signatory" ne portent pas de majuscule.

Le mot "Government" porte une majuscule lorsqu'il désigne un gouvernement particulier ou clairement identifié.

Les mots "Buts et Principes", qu'ils soient groupés ou non, portent une majuscule lorsqu'ils désignent les déclarations qui figurent aux articles 1 et 2.

Le mot "Président" porte une majuscule.

Le mot "Secretary-General" porte deux majuscules et un trait d'union.

Les deux expressions "moyens pacifiques" et "règlement pacifique" peuvent être utilisées.

L'expression "non-member state" ne doit pas être utilisée. Le Comité a adopté la formule "state not (which is not) a Member of the United Nations".

Le Comité a décidé d'adopter l'expression "peace and security" et de rejeter "peace or security". La formule complète "maintenance of peace and security" (maintien de la paix et de la sécurité) sera utilisée lorsque le contexte l'exigera.

Le mot "Nations" sera utilisé quand le sens l'indiquera.

On utilisera "bodies", "organizations", "agree", "pledge", "undertake", "provide for", et "laid down" selon ce que le contexte indiquera.

L'expression "in accordance with" sera préférée à l'expression "in accordance with the provisions of".

C-9

Les sous-titres marginaux dans les chapitres seront en italique, sur la même ligne que la marge.

Revision du texte

M. Thompson, membre du Secrétariat, lit la Charte article par article en suivant le nouvel ordre des chapitres tandis que M. Darlington, Secrétaire, résume de temps à autre les modifications qui ont été décidées en vue de l'adoption définitive. Les modifications qui tendent à uniformiser la présentation ont été faites automatiquement mais ne sont pas consignées ci-dessous. Les renvois aux articles pertinents de la Charte ne sont pas mentionnés.

CHAPITRE I

M. Bailey propose de transformer les Articles I et 2 en deux chapitres séparés ayant chacun son titre et de transformer les alinéas en articles séparés et rédigés de façon adéquate. Le Comité estime que cette proposition vient un peu tard; d'ailleurs, le caractère particulier de ces deux Articles fait que l'énumération qu'ils contiennent, qui est unique dans la Charte, ne soulève pas d'objections véritables.

Le Comité décide de supprimer les titres marginaux "Buts" et "Principes".

Article 1

Au paragraphe 1 de l'Article 1, le Comité décide de garder la virgule entre "peace" et "and" (la seconde fois que ces deux mots sont utilisés) après avoir envisagé d'utiliser un point virgule.

Le Comité décide de supprimer dans le texte anglais du paragraphe 3 "the" dans l'expression "for fundamental freedoms".

Le Comité décide que le Président demandera au Comité de Direction l'autorisation d'uniformiser les expressions "économique, social, intellectuel et humanitaire" et "droits de l'homme et libertés fondamentales".

Article 2

M. Liang indique à M. Robertson que le remplacement, à l'Article 2, de "in pursuit" par "pursuant to" modifierait le sens en Chinois.

Le Comité décide de remplacer les deux points par un point à la fin de l'introduction de l'Article 2.

Au paragraphe 3, le Comité décide de supprimer la virgule entre "peace" et "and".

c=9

CHAPITRE IV

Article 9

Le Comité décide de diviser l'Article en deux paragraphes numérotés 1 et 2.

Article 10

Le Comité décide de remplacer "or both" par "or to both".

Article 11

A la dernière ligne du paragraphe 1, le Comité décide de remplacer "or both" par "or to both".

Au paragraphe 2, à la fin de la première phrase, le Comité décide de remplacer "or both" par "or to both".

Au paragraphe 2, le Comité décide de remplacer "a question" par "any such question".

Le Comité décide de modifier le paragraphe 4 de la façon suivante :

"4. Les pouvoirs de l'Assemblée générale énumérés dans le présent article ne limite pas la portée générale de l'Article 10".

Article 13

Le Comité revient sur les discussions qu'ont motivé l'emploi du verbe "shall initiate" ("provoque") au paragraphe 1 et estime que le but du paragraphe n'est pas d'imposer un devoir, mais de donner la compétence nécessaire. Néanmoins, le Comité ne se croit pas en mesure d'adopter "may" sans que cet emploi soit sanctionné par le Comité de Direction.

"Le Comité décide de laisser au Comité de Direction le soin de déterminer si l'Assemblée générale "provoque" ("shall") ou "peut provoquer" ("may") des études.

"A l'alinéa b) du paragraphe 1, le Comité décide de remplacer "basic" par "fundamental".

La typographie des lettres qui distinguent les alinéas est laissée à la décision des imprimeurs.

C-9

Article 14

Le Comité examine l'expression "relations amicales entre nations" afin de remplacer éventuellement "nations" par "Etats"; le Comité ne prend pas de décision à ce sujet.

Article 15

Au paragraphe 1, le Comité décide de remplacer "a adoptées ou appliquées".

Relativement au paragraphe 2, M. Pelt fait observer que la Cour Internationale de Justice n'est pas censée faire un rapport. M. Pelt et M. Bailey indiquent que ce paragraphe ne crée pas l'obligation de faire rapport, obligation qui est faite à d'autres organes dans d'autres articles de la Charte.

Le Comité décide d'ajouter "de l'Organisation" après "organes".

Article 16

Sur la proposition de M. Jebb, appuyé par M. Golunsky, cet article est rendu plus clair.

Le Comité décide d'adopter le texte révisé suivant :

"L'Assemblée générale remplit, en ce qui concerne le régime international de Tutelle, les fonctions qui lui sont dévolues en vertu des Chapitres XII et XIII; entre autres, elle approuve les accords de Tutelle relatifs aux zones non désignées comme zones stratégiques."

Le Président rappelle une discussion antérieure sur les pouvoirs de l'Assemblée générale concernant le régime de Tutelle et la façon dont le Comité avait statué sur le texte présenté au début par le Comité II/4 pour l'Article 16 et l'actuel Article 87. Aucune décision n'a été prise sur la proposition selon laquelle on éviterait des répétitions en faisant passer l'Article 87 au chapitre IV.

Article 17

Les paragraphes 2 et 3 du texte soumis au Comité sont intervertis afin que l'Article soit conforme à la décision qui a été prise à la 38ème séance.

Article 18

Le Comité décide de remanier le paragraphe 1 de la façon suivante :

"1. Chaque membre de l'Assemblée générale dispose d'une voix".

Le Comité décide de faire du paragraphe 2 l'Article 19.

Le Comité décide de faire de l'Article 19 les paragraphes 2 et 3 de l'Article 18.

C = 9

Par ces décisions, qui ont été prises sur la proposition du Président, le Comité a groupé les dispositions concernant le vote.

Le Comité décide de remplacer aux paragraphes 2 et 3
"those present and voting" par "members present and voting".

A la suite d'une discussion détaillée concernant plusieurs questions qui touchent à l'énumération qui est faite dans le paragraphe 2, certains détails de forme ont été changés et l'ordre a été modifié de façon que la disposition relative à la suspension précède celle qui est relative à l'expulsion. La disposition concernant l'élection des membres du Conseil de Tutelle a été révisée à la présente séance et examinée à nouveau au cours de la 40ème séance, lors de l'examen de l'Article 86; les deux décisions sont consignées dans le texte ci-dessous.

Le Comité décide de réviser le texte du paragraphe 2 de
la façon suivante :

"...l'élection des ~~Membres-des-Nations-Unies-qui-aurent-à-désigner-les~~
~~représentants~~ membres du Conseil de Tutelle conformément au paragraphe 1 (c) de l'Article 86, l'admission de nouveaux Membres dans les Nations Unies, la suspension des droits et privilèges qui appartiennent aux Membres, l'exclusion de Membres, les questions relatives au fonctionnement du régime de Tutelle et les questions budgétaires".

Il est signalé que cette énumération ne constitue pas une liste complète et que d'autres dispositions qui prévoient une majorité des deux-tiers ne sont pas mentionnées dans cet Article.

Le Comité décide de remplacer, au paragraphe 3, les tirets
par des virgules.

Article 19

M. Golunsky indique que ce paragraphe, lorsqu'il était le paragraphe 2 de l'Article 18, signifiait clairement qu'un Membre en retard dans le paiement de sa contribution ne peut pas voter à l'Assemblée générale; si au contraire, il constitue un article séparé, on peut croire qu'il signifie que le Membre a perdu le droit de vote dans tous les autres organes de l'Organisation. M. Bailey fait observer qu'un Membre qui n'a pas le droit de vote peut participer aux discussions et même verser sa participation.

Le Comité décide d'adopter le texte : "Ne peut participer au
vote à l'Assemblée générale".

Le Comité décide de faire débiter la phrase par "Un Membre
des Nations Unies".

C=9

CHAPITRE V

Article 23

M. Fouques-Duparc confirme la dénomination "la France" plutôt que la "République française". M. Liang confirme la dénomination "la République de Chine".

Le Comité décide de classer dans l'ordre alphabétique les membres permanents du Conseil de Sécurité :

"La République de Chine, la France, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et les Etats-Unis d'Amérique sont membres permanents du Conseil de Sécurité".

Article 24

Le Comité décide de remplacer le sous-titre "Responsabilité principale" par "Fonctions et Pouvoirs" pour des raisons d'uniformité avec les autres chapitres.

Le Comité décide d'ajouter le Chapitre XII à la liste des renvois.

Article 26

Le Comité décide d'ajouter "prévu à l'Article 47" après "Comité d'Etat-major".

Article 27

Le Comité décide que les Articles 27, 28 et 29 deviendront les trois paragraphes d'un Article 27.

Au paragraphe 3, les références seront rédigées de la façon suivante : "étant entendu que, dans les décisions prises aux termes du chapitre VI et du paragraphe 3 de l'Article 52, une partie à un différend s'abstient de voter".

Le Comité décide provisoirement de ne pas numéroter à nouveau le reste des articles.

Article (30) 28

Le Comité décide de remplacer à la ligne 5 du paragraphe 3 du texte anglais "may" par "will".

Article (33) 31

M. Golunsky attire l'attention du Comité sur le fait que les Etats qui participent aux discussions du Conseil économique et social et qui ne sont pas membres n'ont pas le droit de voter; ils proposent d'introduire à l'Article 31 une disposition semblable. M. Jebb partage cette opinion. Sur une remarque de M. Robertson, le Président déclare que ce n'est pas parce que l'on aura ainsi précisé l'Article 31 qu'il faudra toujours mentionner "avec droit de vote" dans les autres Articles.

C-9

Annexe A

ORDRE DES ARTICLES DANS LE PROJET DE CHARTE AU 22 JUIN 1945

Ordre au 21 juin	Ordre original	Ordre définitif
Préambule	Préambule	Préambule
<u>Article</u>	<u>Article</u>	<u>Article</u>
	Chapitre I	
	Buts et Principes	
1	1	1
2	2	2
	Chapitre II	
	Membres	
3	3	3
4, paragraphes 1-3	4, paragraphes 1-2	4, paragraphes 1-2
5	5	5
6	6	6
	Chapitre III	
	Organes	
7	7	7
8	8	8
	Chapitre IV	
	Assemblée générale	
10	9, paragraphes 1-2	9, paragraphes 1-2
11	10	10
12	11	11
12X	12	12
13	13	13
14	14	14
15	15	15

349

C=9

Chapitre XV (X)

Chapitre XIX

Ratification et signature

82	112	110
83	113	111

Note : Les Commissions et leurs Comités ont effectué leurs travaux d'après le plan de rédaction que constituaient les propositions de Dumbarton Oaks et c'est en partant de ce texte qu'ils ont formulé leurs décisions. Le Comité de coordination a étudié le problème du plan définitif de la Charte (Doc. 413; CO/3, Doc. WD 15; CO/10 et Doc.22; CO/13); il a préparé ensuite, avec les textes dont il disposait, le premier projet provisoire de Charte (Doc. WD 48; CO/20) en date du 29 mai.

Le second projet provisoire de Charte (Doc. 159; CO/78) en date du 4 juin a fixé le plan qui a été suivi ensuite par le Comité de coordination. Pour faciliter le travail du Comité, on a utilisé le système du classeur à feuillets mobiles; les décisions des comités techniques, classées dans l'ordre des propositions de Dumbarton Oaks, sont ainsi présentées sous la forme de chapitres et d'articles qui suivent l'ordre du projet provisoire de Charte, dans les langues anglaise et française, qui sont les deux langues de travail. Ce "dossier" qui a été commencé avec le document WD 81; CO/32 du 2 juin donne le texte du Comité technique sur la page de gauche qui est bleue, tandis que la page de droite qui est blanche reproduit les textes présentés par le Comité de Coordination et le Comité Consultatif de Juristes. Ce "dossier" constitue le document WD 157; CO/77. On trouvera dans le document 346; CO/77 (a), une liste complète de tous les documents de ce genre parus au 15 juin. A peu près à cette date, le Comité de Coordination a pu passer à l'examen des articles groupés en chapitres; il a procédé alors à un certain nombre de modifications dans l'ordre de présentation. C'est l'ordre auquel il est ainsi arrivé qui figure dans la colonne qui porte le titre "Ordre au 21 juin".

354

C=9

Article (37) 35

M. Bailey attire l'attention du Comité sur une contradiction qui existe entre ce chapitre et le Chapitre IV. Ce dernier confère à l'Assemblée générale des pouvoirs plus étroits que le mandat qui lui est confié dans le présent chapitre. M. Bailey propose de préciser que l'Assemblée générale, aux termes de cet article : "agit conformément aux dispositions des Articles 10, 11, 12 et 14", ou plus simplement "sous réserve de l'Article 12", lequel défend à l'Assemblée générale de faire des recommandations sur une question que traite le Conseil de sécurité. Cette opinion recueille l'assentiment général.

Au paragraphe 1, le Comité remplace le membre de phrase "qui agit conformément aux dispositions des Articles 11 et 12" par les mots "sous réserve de l'Article 12".

M. Golunsky fait observer que ce changement n'intéresse pas les dispositions du paragraphe 2 qui ont trait aux Etats qui ne sont pas Membres des Nations Unies; il propose au Comité d'ajouter à l'article un troisième paragraphe. L'idée est formulée, membre de phrase par membre de phrase, au cours d'un débat général. Le Comité préfère le mot "actes" au mot "action", qui avait d'abord été proposé.

Le Comité ajoute un troisième paragraphe rédigé comme suit :

"3. Les actes de l'Assemblée générale relativement aux affaires portées à son attention en vertu du présent article sont soumis aux dispositions des Articles 11 et 12".

Article (38) 36

Le Comité adopte, au paragraphe 3, les mots "doit aussi tenir compte".

Le Comité conserve, dans le texte anglais, l'expression "take into consideration" et rappelle que le Comité technique a rejeté l'expression "bear in mind", qu'il ne faut donc pas insérer à nouveau dans le texte.

Article (40) 38

Le Comité décide de ne pas employer la formule plus générale "sans préjudice des dispositions pertinentes du présent chapitre".

CHAPITRE VII

Article (43) 41

Le Comité adopte le membre de phrase "inviter les Membres".
Le Comité estime que l'obligation énoncée dans ce paragraphe s'applique à tous les Membres.

Article (45) 43

Le Comité met au pluriel le mot "membres" et supprime le mot "Etats" dans l'expression "Etats Membres" qui figure à deux reprises au paragraphe 3.

C-9

Le Comité modifie les derniers mots de la deuxième phrase du paragraphe 1 comme suit :

"... et des recommandations de l'Assemblée générale sur des objets relevant de la compétence du Conseil."

Dans le texte anglais du paragraphe 2, le Comité supprime l'article "the" devant le mot "Members" et le mot "specialized".

Au paragraphe 3, le Comité remplace les mots "il peut s'acquitter" par les mots "il s'acquitte".

Le Comité remplace les mots "et toutes celles" par le mot "ou".

Article (69) 67

Le Comité examine s'il faut dire "des Membres présents et votant" ou "de ceux qui sont présents et qui votent" et remarque que, dans la Charte, le mot "Membres" est uniformément employé dans les phrases de cette nature. M. Bailey fait observer que c'est le vote d'un Etat et non celui de son représentant que l'on enregistre au procès-verbal.

Le Comité remplace, dans le texte anglais, les mots "be taken" par les mots "be made".

Article (73) 71

Le Comité remplace, dans la deuxième phrase du texte anglais, le mot "Member" par les mots "Member of the United Nations".

CHAPITRE XI

M. Pelt mentionne le titre du chapitre "Principes relatifs aux territoires non autonomes" et indique qu'il ressort du rapport du Comité II/4 (Doc.1115; II/4/44 (1) (a)) que le Comité technique tient à ce que le texte soit une déclaration, qu'il l'a rédigé en ce sens et qu'il a bien signifié cette intention. M. Pelt estime que ce texte ne constituera pas une déclaration des membres; mais M. Golunsky soutient l'avis contraire, étant donné que tous les Membres ratifieront cette déclaration. Le Président demande comment on peut introduire dans la Charte une déclaration en tant que chapitre. Il émet l'avis que le Comité technique, tout en sachant qu'il travaillait à la rédaction d'une Charte, ne s'est pas demandé comment cette déclaration pouvait être introduite dans le cadre d'une Charte. M. Liang ne trouve rien à redire au mot "déclaration", puisque des exposés généraux de cette nature ont déjà été adoptés. Le Président estime que l'on pourrait placer le mot "déclaration" dans un titre latéral; en effet, sous la forme d'une simple disposition, le texte ne s'appliquerait que dans le cadre de cette disposition tandis que, sous forme de déclaration, il s'appliquerait à tous les cas.

361

C=9

Au cours d'une nouvelle discussion, M. Golunsky indique que l'ordre de présentation de la déclaration, soit dans un chapitre séparé, soit dans le corps d'un chapitre, ne modifie pas son opinion selon laquelle la déclaration engage non seulement les membres qui ont ou qui assument cette responsabilité, mais aussi tous les membres de l'Organisation. M. Golunsky propose de placer dans un même chapitre tout ce qui a trait à la tutelle. Le Président propose de placer la "déclaration" et les autres dispositions relatives aux territoires non autonomes dans un même chapitre, comme on l'a fait pour la documentation économique et sociale, en plaçant le Conseil de tutelle dans un chapitre séparé. M. Pelt déclare que le Chapitre XI est une déclaration faite par un certain nombre d'Etats et à laquelle souscrivent tous les membres. M. de la Colina fait observer que la déclaration comprend tous les membres, s'ils assument la responsabilité. Comme le Président fait observer qu'il ne réunit ces chapitres que pour éliminer le mot "déclaration", M. Bailey déclare que le Comité II/4 est inquiet de voir que le Comité omet ce mot et qu'il divise la déclaration en trois chapitres. M. Liang propose de réserver un chapitre au Conseil de tutelle, organe principal. Dans ce cas, ajoute M. Golunsky, il devrait y avoir trois chapitres. Quant au mot "déclaration", M. Golunsky conseille de le conserver et M. de la Colina fait observer qu'avec le titre ou sans le titre, ce texte constitue une déclaration.

Le Comité rétablit le titre "Déclaration relative aux territoires non autonomes".

Article (75) 73

M. Bailey attire l'attention du Comité sur l'emploi du pronom "leurs" à l'alinéa b), dans les mots "dans le développement progressif de leurs libres institutions politiques". Le Comité est d'avis qu'il ne faut pas modifier ces termes, car ils représentent le libellé exact du Comité II/4, bien que ce membre de phrase signifie littéralement que les institutions doivent déjà être libres pour pouvoir se développer progressivement.

La discussion révèle que le Comité est unanime à penser que le terme "d'affermir la paix et la sécurité internationales" implique que les membres des Nations Unies contribuent au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Employée ici, la formule-type complète introduirait une restriction, car "affermir" la cause de la paix et de la sécurité internationales a un sens plus fort que "maintenir" un statu quo. Le Comité renonce à exposer à nouveau cette question, après avoir examiné l'importance que le Comité II/4 attache au libellé exact auquel il a donné son accord.

A l'alinéa d), le Comité reprend les termes adoptés par le Comité II/4 "quand et où cela serait possible, avec les organismes internationaux spécialisés" et supprime les mots "avec les organismes internationaux spécialisés appropriés".

A l'alinéa d), le Comité remplace la forme erronée "au présent paragraphe" par les mots "au présent Article".

362

C=9

M. Bailey se demande si le renvoi qui définit l'exception mentionnée à la fin de l'alinéa e) est indiqué de façon précise et claire. La référence exacte porte sur l'Article (77) 75, mais le Comité estime préférable de renvoyer aux chapitres, étant donné que le Comité II/4 a donné comme référence la Section B de son texte.

Le Comité approuve, à la fin de l'alinéa e), les mots : "ceux auxquels s'appliquent les Chapitres XII et XIII".

Article (76) 74

Le Comité examine longuement les mots "du reste du monde" qu'il a employés à la place des mots "des autres membres de la communauté mondiale". MM. Gerig et Poynton déclarent qu'à leur avis le Comité II/4 entend par le mot "communauté mondiale" tant les Etats non membres que les Etats Membres de l'Organisation, mais exclut pour le moment les Etats ennemis. Le Président déclare avec M. Jebb que les mots "communauté mondiale" ne veulent pas dire "l'Organisation"; selon M. Golunsky, ce terme fait penser aux intérêts de chacun, alors qu'on envisage "le reste du monde", comme un tout. M. Poynton indique que la phrase originale visait à prévenir la critique selon laquelle la politique coloniale d'un Etat peut entraîner un désaccord entre nations. Après examen du terme "des autres nations" et des termes analogues, le Comité conserve les mots "du reste du monde".

CHAPITRE XII

M. Bailey fait observer au Comité qu'il existe un texte révisé de la section B des décisions du Comité II/4 (actuellement chapitres XII et XIII) publié sous la cote Doc.1044; II/4/37(2); le Comité n'en possède qu'une édition antérieure publiée sous la cote Doc.WD 374; CO/154. Dans les discussions qui suivent, les renvois intéressent le nouveau texte.

Article (77) 75

Le Comité adopte le mot "hereinafter" dans le texte anglais de la deuxième phrase.

Article (79) 77

A la demande du Comité II/4, le Comité rétablit dans le texte anglais du paragraphe 2 les mots "as to which".

Article (80) 78

Compte tenu du nouveau texte présenté par le Comité II/4, le Comité remplace le mot "should" par le mot "shall".

Article (82) 80

Après examen du texte original du Comité II/4, le Comité fait porter les renvois sur des articles précis.

C=9

CHAPITRE XIII

Article (88) 86

Le Comité est saisi d'une nouvelle version qui a été donnée à cet article, pour l'harmoniser avec les autres articles relatifs à la composition des organes; ce texte a été examiné avec quelques membres du Comité II/4. Après un examen et une revision préliminaires, le texte se présente de la façon suivante :

"1. Le Conseil de tutelle se compose des Membres suivants des Nations Unies : a) les Membres chargés d'administrer les territoires sous tutelle; b) ceux des Membres désignés nommément à l'Article 23 qui n'administrent pas de territoires sous tutelle; et c) autant d'autres Membres élus pour trois ans, par l'Assemblée générale, qu'il sera nécessaire pour que le nombre total des membres du Conseil de tutelle se partage également entre les Membres des Nations Unies qui administrent des territoires sous tutelle et ceux qui n'en administrent pas.

"2. Chaque membre du Conseil de tutelle désigne une personne particulièrement qualifiée pour le représenter au Conseil."

Le Comité résoud un problème de style en remplaçant dans le texte anglais les mots "Members are represented on a council" par les mots "Members are represented in a council".

Le Comité adopte le texte remanié.

Article (89) 87

En déterminant quel organe a autorité pour accomplir les fonctions précises énoncées au présent article, le Comité examine, pendant quelque temps, les limites de l'autorité dévolue à l'Assemblée générale et celles de l'autorité attribuée au Conseil de tutelle. La discussion a trait aux attributions indiquées à l'Article (87) 85. Le Comité avait décidé de ne pas en faire mention dans le Chapitre IV relatif à l'Assemblée générale. On propose à présent de les ajouter à l'Article (87) 85, en tant que paragraphe 3, et de faire commencer ce paragraphe par les mots "en particulier". Le Comité, après avoir examiné la façon dont le rôle de l'Assemblée générale peut être souligné, passe en revue les débats antérieurs et les propositions tendant à faire commencer les trois paragraphes de l'Article (87) 85 par l'une des trois formules suivantes : "l'Assemblée générale et le Conseil de tutelle", "l'Assemblée générale et, sous son autorité, le Conseil de tutelle", ou "le Conseil de tutelle aidera l'Assemblée générale". La proposition qui consistait à fondre cet article avec l'article général n'a entraîné que la modification du paragraphe 2 de l'Article (87) 85 indiquée ci-dessus. Au cours de la discussion, le Comité pense que l'on peut diviser l'Article (89) 87 en deux paragraphes, dont le premier assignerait au Conseil de tutelle ses fonctions et le second disposerait que "l'Assemblée générale peut exercer elle-même toutes ses fonctions et pouvoirs". C'est à cette décision que

365

C=9

s'arrête le Comité. Cependant, lorsque le Secrétaire donne lecture de cet article, compte tenu des changements qui figurent dans les épreuves, le Comité reprend la discussion. Le Président fait observer que l'intention du Comité II/4 était d'accorder des pouvoirs communs aux deux organes. Le Comité rétablit le libellé original du Comité II/4.

Le Comité abandonne le projet de fondre l'Article (89) 87 avec l'Article (87) 85.

Le Comité rétablit les mots "l'Assemblée générale et, sous son autorité, le Conseil de tutelle, dans l'exercice de leurs fonctions" à la place du texte qu'il avait précédemment adopté.

A l'alinéa d), le Comité adopte les mots "aux termes des accords de tutelle".

M. Jebb fait remarquer que le libellé de l'article autorise l'Assemblée générale à procéder à une visite dans un Territoire sous tutelle. M. Pelt fait observer que le seul obstacle à un voyage de ce genre est l'assentiment de l'Autorité chargée de l'administration.

Article (90) 88

En examinant la possibilité de fondre l'article (89) 87 avec l'article (87) 85, il a été proposé de faire commencer cette phrase par les mots "en outre"; mais ces deux projets ont été abandonnés lorsqu'on s'est aperçu qu'après ce transfert, le titre latéral "Fonctions et pouvoirs" ne couvrirait plus qu'un seul article.

Avant de passer à un autre groupe d'articles, M. Robertson demande si l'on n'a pas commis un oubli en ne mentionnant pas l'assistance que le Conseil de tutelle apporte au Conseil de sécurité. Au cours de la discussion qui se déroule ensuite, on fait remarquer que les rapports des deux Conseils, déterminés par le paragraphe 3 de l'Article (85) 83, se limitent aux zones stratégiques et ne s'étendent pas aux Territoires sous tutelle. M. de Freitas Valle propose que l'on introduise un article ainsi conçu : "Le Conseil de tutelle peut communiquer des renseignements au Conseil de sécurité et prêter assistance au Conseil de sécurité sur sa demande". Le Président fait observer que le Comité désire nettement tenir le Conseil de tutelle et les affaires qu'il traite hors du domaine du Conseil de sécurité; aussi ne convient-il pas de faire figurer dans cet article un pouvoir d'ordre général. Il n'est pas donné suite à la proposition.

Article (91) 89

Le Comité remplace, dans le texte anglais, les mots "shall be taken" par les mots "shall be made".

CHAPITRE XIV

Article (95) 93

Le Comité adopte les mots "sur recommandation".

366

C=9

Article (96) 94

Au paragraphe 2, le Comité adopte le terme "s'il le juge nécessaire".

Article (98) 96

Le Comité supprime, au paragraphe 2, le membre de phrase "reliés à l'Organisation".

Une discussion s'engage au sujet de la signification du terme "à un moment quelconque". M. Jebb pense d'abord que les organes doivent adresser une demande à l'Assemblée générale chaque fois qu'ils veulent obtenir un avis consultatif. M. Bailey déclare que "à un moment quelconque" ne veut pas dire "dans chaque cas"; M. Jebb est d'accord sur ce point. Il ajoute qu'on pourrait accorder une autorisation générale. M. Liang estime qu'à un moment quelconque signifie chaque fois. Le Président lit en anglais le libellé original du Comité technique rédigé comme suit : "Such ... as may at any time be authorized thereto by the General Assembly, may also request advisory opinions". Le Comité estime que la phrase construite avec le mot "which" qu'il a proposée, est plus claire que la phrase construite avec les mots "such ... as" qui a été proposée par le Comité technique. M. Jebb préfère le texte du Comité, mais s'inquiète des diverses interprétations qui en ont été données. Le Comité résout cette difficulté en se ralliant à l'opinion de M. Bailey selon laquelle la Cour a autorité pour donner un avis consultatif si, au moment d'une demande, l'institution spécialisée a reçu une autorisation à cet effet, quelle que soit la durée de cette autorisation.

CHAPITRE XV

Article (99) 97

M. Jebb fait observer qu'il n'est pas nécessaire d'insérer une disposition constitutive, car la création du Secrétariat a déjà été prévue à l'Article 7.

Le Comité modifie le texte de l'article comme suit : "Le Secrétariat comprend un Secrétaire général ..."

Le Comité approuve les mots "sur recommandation".

Le Comité décide de conserver l'article indéfini devant les mots "Secrétaire général", après avoir envisagé d'utiliser l'article défini.

Article (101) 99

M. Bailey rappelle que le Comité avait précédemment conclu qu'il fallait employer dans l'article les mots "matter which in his opinion threatens or might threaten international peace and security". Les mots "might threaten" figurent dans le texte actuel, et M. Bailey estime qu'il est absurde d'empêcher le Secrétaire général d'agir lorsqu'il estime que la paix est réellement menacée alors qu'on l'autorise à agir lorsqu'il existe une menace potentielle. M. Golunsky déclare qu'une règle tacite impose de ne pas interpréter une disposition juridique d'une

367

C=9

manière qui la rendrait contraire au bon sens. M. Jebb indique que lorsqu'une situation constituera une menace réelle, le Conseil de sécurité en sera saisi par d'autres voies. M. Bailey déclare qu'il a posé cette question parce que le Comité a accepté auparavant le changement en question. M. Jebb pense que l'emploi des deux termes "threatens or might threaten" est superflu. Le Président fait observer que le Secrétaire général ne sera pas informé d'une situation avant le Conseil de sécurité. Si cette disposition a été introduite dans l'article, c'est surtout pour permettre aux Etats non membres d'avoir un moyen de présenter leurs vues à l'attention du Conseil de sécurité. M. Pelt propose d'employer les mots "may threaten" que la plupart des représentants acceptent comme compromis.

Le Comité modifie la phrase finale du texte anglais comme suit :
"... opinion may threaten the maintenance of international peace and security".

Article (102) 100

De l'avis de M. Pelt, la première phrase qui dispose que le personnel est "directement responsable envers l'Organisation" ne rend pas suffisamment compte de la fidélité exigée du personnel envers l'Organisation, laquelle est visée au présent Article. Le Comité technique veut faire valoir aussi bien la responsabilité que la fidélité. Dans le texte en question, le personnel est responsable envers l'Organisation plutôt qu'envers le Secrétaire général. M. Pelt propose pour le paragraphe 1 un nouveau texte qui convient au Comité. M. Darlington fait observer que le mot fidélité ne figure pas dans le texte.

Le Comité modifie le paragraphe 1 comme suit :

"1. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Secrétaire général et le personnel ne solliciteront ni n'accepteront d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiendront de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux et ne seront responsables qu'envers l'Organisation".

Le Comité remplace les mots "membre de l'Organisation" par les mots "Membre des Nations Unies".

Article (103) 101

M. Pelt fait observer que l'Article 101 ne précise pas si le personnel mentionné au paragraphe 2 fait partie du Secrétariat, comme c'était l'intention des comités techniques. Tant qu'on ne l'indiquera pas de façon précise et claire, on pourra douter que le personnel affecté d'une manière permanente au Conseil économique et social et au Conseil de tutelle fasse partie du Secrétariat. M. Pelt propose de rétablir la phrase qui manque.

Le Comité ajoute au paragraphe 2 les mots suivants :

"Ce personnel fait partie du Secrétariat".

368

C=9

CHAPITRE XVI

Articles (104-107) 102-105

Le Comité se demande s'il faut mentionner dans la Charte, parmi les dispositions diverses, l'emplacement du siège de l'Organisation ou celui du Conseil de sécurité. Répondant au Président, M. Golunsky déclare que l'Assemblée générale peut déterminer l'emplacement du siège sans que la Charte l'investisse d'un pouvoir spécial à cet effet. M. Jebb fait observer que le document relatif aux dispositions provisoires prévoit à l'alinéa g) du paragraphe 4 que le Comité exécutif et la Commission préparatoire feront des recommandations relatives à l'emplacement du siège permanent, afin que l'Assemblée générale soit saisie de cette question.

CHAPITRE XVII

M. Gavrilovic propose de supprimer dans le titre le mot "Sécurité", mais après examen de cette proposition, le Comité décide qu'il vaut mieux conserver le titre "Dispositions transitoires de sécurité".

Le Comité examine et rejette la possibilité de placer ce chapitre après le chapitre relatif aux amendements.

Article (103) 106

Le Comité supprime, dans le texte anglais, la virgule placée après les mots "Article (47) 43".

Le Comité remplace, dans le texte anglais, le mot "Organization" par les mots "United Nations".

Article (109) 107

Le Comité insère, dans le texte anglais, une virgule après le mot "action".

CHAPITRE XVIII

Article (110) 108

Le Comité remplace en deux endroits, dans le texte anglais, le mot "Organization" par les mots "United Nations".

Article (111) 109

Au paragraphe 1, dans le texte anglais, le Comité fait commencer par une majuscule les mots "General Conference".

369

C=9

Au paragraphe 1, dans le texte anglais, le Comité adopte les mots "members of the General Assembly".

Au paragraphe 1, le Comité adopte les mots "Chaque membre de l'Organisation".

Au cours de son examen antérieur du paragraphe 2, le Comité a remplacé dans le texte anglais le mot "alteration" par le mot "modification", mais il conserve, dans cette dernière rédaction, le mot "alteration" à l'Article (85) 83.

Au paragraphe 2, le Comité remplace le mot "modification" par le mot "alteration".

Au paragraphe 2, le Comité remplace le mot "Organization" par les mots "United Nations".

Au paragraphe 3, le Comité remplace les mots "entry into force" par les mots "coming into force".

CHAPITRE XIX

Article (112) 110

Au paragraphe 2, le Comité corrige le texte anglais en remplaçant le mot "elected" par le mot "appointed".

En examinant la possibilité de remplacer, dans le texte anglais, le mot "protocol" par le mot "record" au paragraphe 2, les membres du Comité montrent dans quelle incertitude ils se trouvent en ce qui concerne la procédure technique envisagée. Le Comité conserve le mot "protocol" parce que le Comité consultatif y tenait tout particulièrement, et remanie quelque peu la phrase.

Le Comité adopte les mots "A protocol of the ratifications deposited shall thereupon be drawn up..."

Dans le texte anglais, du paragraphe 4, le Comité place le mot "original" entre le mot "become" et le mot "Members", pour employer une expression identique à celle qui figure à l'Article 3.

Article (113) 111

Le Président indique que le Secrétariat a proposé, pour les diverses langues, l'ordre suivant : Anglais, Français, Chinois, Espagnol et Russe; c'est-à-dire d'abord les deux langues de travail, et ensuite les autres langues, dans l'ordre alphabétique. M. Golunsky estime que l'on devrait conserver l'ordre alphabétique normal. M. Jebb propose d'employer dans chaque langue un ordre de présentation différent, en plaçant en premier lieu la langue dans laquelle est rédigé le texte. Le document 1159; CO/181, indique des conclusions du Comité.

370

C=9

Le Comité adopte l'ordre suivant : Chinois, Français, Russe, Anglais et Espagnol.

(Dans le document 1191; G/128 et ensuite dans la Charte, l'ordre est le suivant : Chinois, Français, Russe, Anglais et Espagnol. Dans le document relatif aux arrangements conclus par les Gouvernements représentés à la Conférence des Nations Unies sur l'organisation internationale (Doc.1165; ST.15 (1)) et dans les documents ultérieurs, l'ordre est le suivant : Anglais, Français, Chinois, Russe et Espagnol.)

Le Comité adopte dans la phrase commençant par les mots "En foi de quoi" les mots "représentants des Gouvernements".

Pendant l'examen du Préambule, M. Robertson propose d'incorporer à la phrase commençant par les mots "En foi de quoi", la phrase où figurent les mots "munis de pleins pouvoirs", mais cette idée n'est pas retenue.

PREAMBULE

Le Comité décide de ne pas modifier le texte qu'il a reçu du Comité I/1.

Le Comité examine à ce propos le paragraphe 8 où la construction grammaticale est défectueuse. Les termes "by the employment of international machinery" ne se rattachent à rien et la conjonction "and" qui précède et que le Comité avait même soulignée ne fait qu'ajouter à la confusion. Le Comité recherche un infinitif qui gouverne la phrase. Il conclut néanmoins que si l'on peut expliquer pourquoi on n'apporte aucun changement au texte, on ne saurait expliquer, étant donné l'intérêt que le Comité I/1 porte à son texte original, pour quelles raisons on modifie une disposition et pas les autres.

Le Comité examine la proposition du Comité consultatif de juristes tendant à placer après le préambule un article préliminaire servant de disposition constitutive. Comme le Président a proposé de placer la phrase dans le dernier paragraphe du préambule, M. Golunsky répond que le Comité consultatif de juristes tient beaucoup à l'existence d'un article préliminaire. Cet article constituait le texte A qui a été examiné à la 35ème séance, au cours de laquelle le Comité a appuyé le texte C dont il est actuellement saisi, sous la forme suivante :

"En conséquence, nos Gouvernements respectifs, par l'intermédiaire de leurs représentants, réunis à San-Francisco, et munis de pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont adopté la présente Charte des Nations Unies".

Le Président émet l'avis que l'article préliminaire ne figure pas dans le texte proposé parce qu'il est déplacé d'adopter la Charte et de s'occuper d'établir l'Organisation que crée la Charte. Comme M. Golunsky ne voit aucune objection à ce que l'on fonde les deux idées, le Comité cherche à se mettre d'accord sur les détails du libellé.

371

C=9

Le Comité adopte comme dispositif du préambule le texte suivant :

"En conséquence, nos Gouvernements respectifs, par l'intermédiaire de leurs représentants, réunis en la ville de San-Francisco, et munis de pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont adopté la présente Charte des Nations Unies et établissent par les présentes une Organisation internationale qui prendra le nom de Nations Unies".

AUTRES QUESTIONS

Au cours de la séance, le Comité décide de ne pas examiner le texte français qui ne lui a pas été communiqué. Les revisions apportées au texte anglais sont ordinairement communiquées au groupe de langue française qui siège en même temps que le Comité et le Comité consultatif de juristes s'emploie à revoir le texte français dont la rédaction est achevée. Les deux textes anglais et français miméographiés doivent être prêts pour la séance que le Comité directeur tiendra le 23 juin à 17 heures.

Le Comité confie au Secrétariat le soin de revoir la numérotation des articles et de vérifier à nouveau les renvois.

Le Comité examine un document que le Secrétaire, M. Darlington, a rédigé à la hâte et qui contient des renseignements destinés à la rédaction d'un rapport que le Comité de coordination adressera au Comité exécutif (Comité directeur). Après un examen rapide de ce document et notamment du passage relatif à la manière de consigner au procès-verbal l'opinion des divers membres du Comité, le Président propose que le Comité ne présente pas de rapport, car il ne dispose pas du temps voulu. Quelques membres du Comité émettent l'avis que certains membres de leurs délégations seront peut-être désireux de prendre la parole au Comité directeur pour y évoquer les travaux du Comité de coordination. Le Comité décide à l'unanimité que le Président fera une déclaration orale devant le Comité directeur, si celui-ci l'y invite. MM. Golunsky, Pelt et Robertson, notamment, estiment qu'il serait bon d'exposer dans le procès-verbal les conditions difficiles dans lesquelles le Comité a effectué ses travaux, la nature des compromis auxquels il a fallu arriver en ce qui concerne les "textes sacrés", ainsi que les normes que le Comité s'est efforcé d'atteindre. Le Président déclare que ce rapport devrait indiquer que le Comité a dû classer d'une façon claire et uniforme, en les divisant en articles et en chapitres, les textes des Comités techniques; les membres du Comité ont dû déterminer par eux-mêmes ou avec le concours des services organiques des Comités techniques, le sens donné à ces textes et élaborer des formules-types, comme l'emploi de l'auxiliaire "may" pour exprimer un pouvoir.

Au nom de tous, M. de Freitas Valle rend hommage au Président et au Secrétariat. M. Pasvolksky remercie les membres du Comité qui sont tous devenus des collègues au cours des travaux qu'ils ont effectués en commun.

La séance est ajournée à 4 heures 45, le 23 juin.

C=9

Le Président, M. Pasvolsky, ouvre la séance à 19 heures 45.

Le Comité se réunit à l'issue de la onzième séance du Comité de direction (document 1213; ST/23) qui vient d'adopter à l'unanimité le "Projet de Charte des Nations Unies approuvé définitivement en anglais par le Comité de coordination et le Comité consultatif de juristes le 22 juin 1945" (document 1159; CO/181); le Comité de direction a également approuvé le document 1159; CO/182, "Modifications apportées au Statut par le Comité consultatif de juristes et par le Comité de coordination le 22 juin 1945" ainsi que le document 1165; ST/15 (1), "Arrangements conclus par les Gouvernements représentés à la Conférence des Nations Unies sur l'Organisation internationale", qui comprend les changements apportés par le Comité de coordination à sa trente-neuvième séance.

Le Comité de coordination a maintenant pour tâche d'examiner de nouveau la Charte et les autres documents que le Comité de direction a approuvés à l'unanimité après avoir précédemment décidé par un vote unanime d'"autoriser le Comité de coordination à effectuer toutes les corrections de style nécessaires et de lui recommander de ne faire aucune modification de fond". Les membres du Comité de direction ont été autorisés à présenter leurs suggestions au Comité de coordination avant 20 heures.

LA CHARTE

Le Comité est saisi du document 1159; CO/181 qui contient le Préambule tel qu'il a été établi par le Comité de coordination et le Comité consultatif de juristes, ainsi que d'un texte révisé du préambule (sans numéro) communiqué par le Président de la Commission I, M. Rolin, au Comité de direction qui l'a ensuite étudié.

Préambule

Le Comité de direction, après avoir longuement discuté la proposition de révision concernant le préambule, a décidé à l'unanimité "de transmettre le premier texte du Préambule au Comité de coordination afin qu'il y apporte les corrections de grammaire et de style, sans effectuer de modification de fond, et d'autoriser le Comité à prendre des décisions sans en référer au Comité de direction". Le Comité a donc examiné de nouveau le Préambule conformément à l'autorisation et aux directives reçues, en tenant compte des débats qui ont eu lieu au Comité de direction.

Le Comité a effectué la modification suivante :

"to reaffirm our faith in fundamental human rights, in the dignity and ~~value~~ worth of the human person,..."

(Cette correction ne concerne pas le texte français).

C=9

Etant donné les débats qui ont eu lieu au Comité de direction, et les directives qu'il a reçues, le Comité a refusé d'examiner le projet de texte suivant : "à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice, du respect de la loi et de la parole donnée".

Le Comité a maintenu les mots "with one another" dans la proposition "to practice tolerance and live together in peace with one another as good neighbours".

(Cette décision ne concerne pas le texte français).

Le Comité a effectué la modification suivante :

"to ensure, by the acceptance of principles and the institution of methods ~~to-insure~~ that armed force shall not be used, save in the common interest,"...

(Cette modification ne concerne pas le texte français).

Le Comité a effectué la modification suivante :

"~~by the employment of~~ to employ international machinery for the promotion of the economic and social advancement of all peoples,"...

(Cette modification ne concerne pas le texte français).

Le Comité a décidé de détacher les termes "Résolus", "Et à ces fins", et "Avons décidé"..."

Article 1

M. Siassi propose de traduire "self-determination of peoples" dans le paragraphe 2 par "droit à disposer librement d'eux-mêmes". Il explique que le mot librement est couramment utilisé dans l'expression française correspondante. Cette opinion n'est pas confirmée par les autres membres du Comité qui ont examiné à ce sujet un certain nombre de textes français. M. Siassi a été invité à discuter cette question avec le Groupe de langue.

Article 18

Le renvoi "Article 88" est remplacé par "Article 86".

Article 40

Le renvoi "Article 41" est remplacé par "Article 39".

Article 52

Le renvoi "Articles 33 et 34" est remplacé par "Articles 34 et 35".

375

C = 9

Article 88

Le Comité examine de nouveau, à propos du texte de l'article, la répartition des fonctions et des pouvoirs de l'Assemblée générale et du Conseil de tutelle.

Le Comité juge que le paragraphe 2 est inutile et décide de le supprimer.

Article 103

M. Parra-Pérez, Président de la Commission IV, demande au Comité de reprendre, pour cet article, la version primitive du Comité IV/2, car il estime que le texte actuel va au delà de la pensée du Comité IV/2 et de la décision à laquelle il était parvenu, et qu'il en résulte une modification de fond. La nouvelle rédaction ayant été proposée par le Comité consultatif de juristes, le Président invite M. Basdevant à répondre. M. Basdevant reconnaît que la déclaration concernant les obligations est plus large que celle qu'avait primitivement adoptée le Comité IV/2, mais comme le but essentiel de l'article est de ~~garder~~ déclarer que les obligations de la Charte prévaudront sur toutes les autres obligations et que cette primauté est une nécessité, il ne considère pas que les termes mêmes dans lesquels sont définies les obligations secondaires soient particulièrement importants. Il est donc d'avis que la rédaction actuelle de l'article ne modifie pas le fond. M. Parra-Pérez fait observer que cette opinion peut être discutée et que la Commission IV préférerait que l'on reprenne le texte primitif.

Le Comité remplace "any other international obligations to which they are subject" (toutes autres obligations internationales auxquelles ils sont soumis) par "their obligations under any other international agreement" (leurs obligations en vertu de tout accord international).

Article 110

M. Parra-Pérez, Président de la Commission IV, demande des explications sur les changements que le Comité consultatif de juristes et le Comité de coordination ont apportés au paragraphe 3 de cet article. Le Président et d'autres membres du Comité répondent que les deux additions étaient indispensables du point de vue technique et n'entraînaient aucune modification de fond. Le texte primitif du Comité IV/2 prévoyait l'entrée en vigueur de la Charte à l'égard des Etats qui la ratifient, mais ne précisait pas la date à laquelle la Charte entrerait en vigueur en tant qu'instrument international. Etant donné que le fonctionnement de l'Organisation et les effets de la Charte sont subordonnés à la date d'entrée en vigueur, le Comité s'est contenté d'introduire dans la formule du Comité IV/2 la précision nécessaire. La phrase relative au procès-verbal de dépôt n'est qu'une disposition de formalité courante. M. Parra-Pérez admet ces explications et accepte que la rédaction actuelle soit maintenue.

Conférence des Nations Unies
sur l'Organisation internationale

C=9
Distr.
RESTREINTE
WD 15 CO/10
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS
22 mai 1945

COMITE DE COORDINATION

PROJETS DE VARIANTES

CONCERNANT L'ORDRE DE PRESENTATION DES ARTICLES DE LA CHARTE

Le Secrétariat communique ci-après deux variantes concernant l'ordre de présentation des articles de la Charte. Ces suggestions viennent s'ajouter à celles qui ont été déjà formulées dans le document CO/3.

La variante A est fondée en partie sur les vues exprimées par M. Sobolev; la variante B est fondée en partie sur les idées de M. Evatt. Pour chacun des textes proposés comme variantes, il a été tenu compte dans toute la mesure possible des nombreuses suggestions formulées par d'autres membres du Comité.

462

C=9

VARIANTE A

PROJET DE PRESENTATION DES ARTICLES DE LA CHARTE

Préambule (y compris le paragraphe d'introduction DO)

PREMIERE PARTIE - FONDAMENT DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Chapitre I - Principes et buts des Nations Unies

- Article 1. Principes des Nations Unies (DO., ch. II)
- Article 2. Buts des Nations Unies (DO., ch. I)

Chapitre II - Organes des Nations Unies (DO., ch. IV)

- Article 3. Principaux organes (Nouvel article)
- Article 4. Agences subsidiaires (DO., ch. 4, par. 2)

Chapitre III - Membres des Nations Unies

- Article 5. Membres originaires (nouvel article)
- Article 6. Etats remplissant les conditions requises pour devenir Membres (DO., ch. III)
- Article 7. Admission de nouveaux membres (nouvel article)
- Article 8. Interdiction de se retirer (nouvel article)
- Article 9. Suspension et exclusion (DO., ch. V, section B, par. 3, adopté 1/)

IIème PARTIE - L'ASSEMBLEE GENERALE (DO., ch. V)

Chapitre I - Composition (DO., ch. V, section A)

Chapitre II - Fonctions et pouvoirs (DO., ch. V, section B)

- Article 10. Droit de discuter des questions relatives à la paix et à la sécurité et de formuler des recommandations sur ces questions (DO., ch. V, section B, par. 1)

1/ Dans le texte anglais, le mot adapted semble être une faute de frappe. (N. du Tr.)

C=9

VIIe PARTIE - DISPOSITIONS GENERALES

Chapitre I - Ratification et amendements

- Article 63. Ratification (nouvel article)
- Article 64. Amendements (DO., ch. XI)

Chapitre II - Dispositions diverses

- Article 65. Enregistrement des traités (nouvel article)
- Article 66. Abrogation des obligations incompatibles avec les dispositions de la Charte (nouvel article)
- Article 67. Langues officielles (nouvel article)
- Article 68. Immunités et privilèges (nouvel article)

Annexe I - Statut de la Cour internationale de Justice (Il ne ressort pas clairement de la section II, E, du document 469, ST/10, si le Statut doit être annexé ou non à la Charte.)

Annexe II - Création d'une commission dotée de pouvoirs administratifs, destinée à exercer ses fonctions pendant la période intermédiaire qui précédera la première réunion de l'Assemblée.

Question : Ne devrait-on pas établir un protocole relatif aux dispositions transitoires, conformément aux paragraphes 1 et 2 du chapitre XII des Propositions de Dumbarton Oaks ?

468

COMITE DE COORDINATION

PROJET DE PRESENTATION DES ARTICLES DE LA CHARTE
APPROUVE A TITRE PROVISOIRE PAR LE COMITE DE COORDINATION

Le Secrétariat communique ci-après, conformément aux instructions du Comité de coordination, un ordre de présentation des articles de la Charte dans lequel il a été tenu compte des conclusions du Comité.

Les documents précédents relatifs au même sujet, dans lesquels figurent trois suggestions concernant l'ordre de présentation des articles de la Charte, portent les cotes CO/3 et CO/10.

c=9

Fonctions et pouvoirs

- Article 10. Droit de discuter des questions relatives à la paix et à la sécurité, et de formuler des recommandations sur ces questions (DO., ch. V, section B, par. 1)
- Article 11. Pouvoir d'admettre de nouveaux Membres, et de suspendre ou d'exclure un Membre (DO., ch. V, section B, par. 2 et 3, avec les amendements correspondant aux modifications apportées au ch. III)
- Article 12. L'Assemblée élira les membres non permanents du Conseil de sécurité, les membres du Conseil économique et social, le Secrétaire général et les Juges (DO., ch. V, section B, par. 4)
- Article 13. L'Assemblée répartira les dépenses entre les Membres (DO., ch. V, section B, par. 5)
- Article 14. L'Assemblée formulera des recommandations en vue de développer la coopération internationale (DO., ch. V, section B, par. 6)
- Article 15. L'Assemblée coordonnera les activités des organismes spécialisés (DO., ch. V, section B, par. 7)

Vote

- Article 16. Chaque Membre disposera d'une voix (DO., ch. V, section C, par. 1)
- Article 17. Majorités requises : simple ou des deux tiers (DO., ch. V, section C, par. 2)

Procédure

- Article 18. Sessions régulières et sessions spéciales (DO., ch. V, section D, par. 1)
- Article 19. Règlement intérieur et désignation du Président (DO., ch. V, section D, par. 2)
- Article 20. Pouvoir de créer des organismes et des offices (DO., ch. V, section D, par. 3)

Chapitre V

Conseil de sécurité

Composition

- Article 21. Composition (DO., ch. VI, section A)

Principaux pouvoirs et fonctions

- Article 22. Le Conseil de sécurité aura la responsabilité principale du maintien de la paix (DO., ch. VI, section B, par. 1, 2 et 3)
- Article 23. Les membres s'engageront à accepter les décisions du Conseil de sécurité (DO., ch. VI, section B, par. 4)
- Article 24. Le Conseil de sécurité sera chargé d'établir un système de réglementation des armements (DO., ch. VI, section B, par. 5)

473

Vote

- Article 25. Chaque membre disposera d'une voix (DO., ch. VI, section C, par.1)
Article 26. Vote sur les questions de procédure (DO., ch. VI, section C, par.2)
Article 27. Vote sur toutes autres questions (DO., ch. VI, section C, par. 3)

Procédure

- Article 28. Siège et réunions périodiques (DO., ch. VI, section D, par. 1)
Article 29. Organismes nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions (DO., ch. VI, section D, par. 2)
Article 30. Règlement intérieur et désignation du Président (DO., ch. VI, section D, par. 3)
Article 31. Participation de tout membre à la discussion des questions qui affectent ses intérêts (DO., ch. VI, section D, par. 4)
Article 32. Participation de tout membre ou de tout Etat non membre aux débats relatifs à un différend auquel il est partie (DO., ch. VI, section D, par. 5)

Chapitre VI

Règlement pacifique des différends

- Article 33. Le Conseil de sécurité pourra enquêter sur les différends (DO., ch. VIII, section A, par. 1)
Article 34. Tout Etat peut soumettre un différend (DO., ch. VIII, section A, par. 2)
Article 35. Interdiction de recourir à la force (DO., ch. VIII, section A, par. 3)
Article 36. Obligation des Etats de soumettre le différend au Conseil de sécurité (DO., ch. VIII, section A, par. 4)
Article 37. Le Conseil de sécurité aura le pouvoir de recommander les règlements appropriés (DO., ch. VIII, section A, par. 5)
Article 38. Renvoi des différends d'ordre juridique à la Cour [internationale de Justice] (DO., ch. VIII, section A, par. 6)
Article 39. Non-application [des dispositions précitées] aux questions qui sont de la compétence nationale exclusive de l'Etat intéressé (DO., ch. VIII, section A, par. 7)

Chapitre VII

Détermination de l'existence de menaces à la paix ou d'actes d'agression et mesures à prendre à ce sujet

- Article 40. Le Conseil de sécurité devra prendre les mesures nécessaires au maintien de la paix (DO., ch. VIII, section B, par.1)
Article 41. En cas de menace contre la paix, le Conseil décide des mesures à prendre pour la rétablir (DO., ch. VIII, section B, par. 2)

C=9

Chapitre XI

Le Secrétariat

- Article 61. Le Secrétariat et le Secrétaire général (DO., ch. X, par. 1)
Article 62. Activités et rapports du Secrétaire général (DO., ch. X, par. 2)
Article 63. Le Secrétaire général peut attirer l'attention du Conseil
de sécurité sur toute menace à la paix (DO., ch. X, par. 3)

Chapitre XII

Accords de tutelle

(Pourrait former une nouvelle partie)

- Article 64. (et tous autres articles qui pourraient être nécessaires)

Chapitre XIII

Ratification et amendements

- Article 65. Ratification (nouvel article)
Article 66. Amendements (DO., ch. XI)

Chapitre XIV

Dispositions diverses

- Article 67. Enregistrement des traités (nouvel article)
Article 68. Annulation des obligations incompatibles avec
les dispositions de la Charte (nouvel article)
Article 69. Langues officielles (nouvel article)
Article 70. Immunités et privilèges (nouvel article)

Chapitre XV

Dispositions transitoires

- Article 71. Les quatre Puissances devront se consulter pour maintenir
la paix en attendant la création de l'Organisation
(DO., ch. XII, par. 1)
Article 72. Aucune disposition de la Charte ne devra faire obstacle
aux mesures prises vis-à-vis des Etats ennemis et comme
suite à la présente guerre (DO., ch. XII, par. 2)

Le présent document n'aura pas d'annexes. Le Statut de la Cour internationale de Justice fera l'objet d'un instrument distinct et un protocole contiendra les dispositions relatives à la Commission préparatoire.

476

COMITE DE COORDINATION

DEUXIEME PROJET PROVISOIRE DE CHARTE

Le Secrétariat communique ci-joint le deuxième projet provisoire de Charte encore incomplet.

L'ordre de présentation de ce projet a été approuvé à titre provisoire par le Comité de coordination et le Comité consultatif des juristes.

La présente Charte contient 51 articles, à différents stades d'élaboration. Voici la liste des articles rangés selon les stades auxquels ils se trouvent actuellement :

1. Textes qui ont été approuvés en première lecture par le Comité de coordination et révisés par le Comité consultatif des juristes : Articles 10, 16, 23, 24, 31, 55, 78.
2. Textes qui ont été approuvés en première lecture par le Comité de coordination : Articles 5, 7, 13, 20, 21, 25, 32, 33, 54, 57.
3. Textes qui ont été examinés par le Comité de coordination, mais qui n'ont pas encore été approuvés : Articles 3, 4, 6, 8, 9, 26, 62, 64, 65, 66, 67, 68.
4. Textes qui ont été communiqués au Comité de coordination, révisés à titre provisoire par le Secrétariat et élaborés en forme de projet de Charte, mais que le Comité de coordination n'a pas encore discutés : Articles 12, 14, 15, 18, 19, 22, 38, 43, 44, 61, 74, 75.
5. Textes qui ont été approuvés par le Comité technique, mais qui n'ont pas encore été soumis au Comité de coordination : Articles 11, 17, 27, 37, 58, 59, 60, 63, 70, 72.

Ce second projet provisoire de Charte encore incomplet comprend l'ensemble des articles figurant dans le "dossier" publié le lundi matin 4 juin, sous la dernière forme qui leur a été donnée.

C-9

Article 9*

La (nom à insérer) n'imposera aucune restriction à l'accès des hommes et des femmes, sur un pied d'égalité, dans tous ses organismes et offices.

Chapitre IV

L'Assemblée générale

Composition

Article 10**

L'Assemblée générale se compose de tous les Etats Membres de l'Organisation. Chaque Etat Membre ne peut avoir plus de cinq représentants à l'Assemblée générale.

Fonctions et pouvoirs

Article 11

1. L'Assemblée générale a le droit de discuter toutes questions appartenant au domaine des relations internationales; et, sous réserve de l'exception énoncée au paragraphe 2 b) du présent article, de formuler, sur ces questions, des recommandations soit aux membres de l'Organisation ou au Conseil de sécurité, soit aux deux.

* Voir texte de travail N° 28.

** Voir texte de travail N° 29, Article 9.

502

C-9

b) Soumettre au Conseil de sécurité des recommandations en vue d'assurer le plein accomplissement des devoirs incombant à celui-ci en raison de la responsabilité qui lui a été confiée de maintenir la paix et la sécurité internationales.

L'Assemblée générale reçoit et examine les rapports des autres organismes de l'Organisation et fait à ce sujet des recommandations ou des observations.

Vote

Article 18*

Chaque Etat Membre de l'Organisation dispose d'une voix à l'Assemblée générale. Tout Etat Membre qui est en retard pour le paiement de ses contributions financières à l'Organisation n'aura pas le droit de vote tant que le montant de ses arriérés sera égal ou supérieur à la contribution due pour les deux dernières années. L'Assemblée générale peut rétablir ce privilège, si elle est convaincue que le manquement est dû à des conditions indépendantes de la volonté de cet Etat.

Article 19**

Les décisions de l'Assemblée générale sur des questions importantes, entre autres les recommandations sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales, l'élection des membres du Conseil de sécurité, l'élection des membres du Conseil économique et social, l'admission de nouveaux membres au

* Voir texte de travail N° 42, Article 17.

** Voir texte de travail N° 42, Article 18.

506

C=9

sein de l'Organisation, la suspension des droits et privilèges des membres et les questions budgétaires, sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants. Les décisions sur d'autres questions, notamment lorsqu'il s'agit de déterminer quelles sont les questions nouvelles qui doivent être décidées à la majorité des deux tiers, sont prises à la majorité absolue des membres présents et votants.

Procédure

Article 20*

L'Assemblée générale se réunit en sessions annuelles ordinaires, et chaque fois que les circonstances l'exigent en sessions extraordinaires. Les sessions extraordinaires sont convoquées par le Secrétaire général sur la demande du Conseil de sécurité ou de la majorité des membres de l'Organisation.

Article 21**

L'Assemblée générale adopte son règlement et désigne son Président pour chaque session.

Article 22***

L'Assemblée générale peut créer les organismes qu'elle juge nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.

* Voir texte de travail N° 34, Article 18.

** Voir texte de travail N° 34, Article 19.

*** Voir texte de travail N° 34, Article 20.

507

C=9

Chapitre V

Le Conseil de sécurité

Composition

Article 23*

1. Le Conseil de sécurité est composé de onze Membres de l'Organisation. Les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la République de Chine et la France sont membres permanents du Conseil de sécurité. Six autres Membres de l'Organisation sont élus à titre de membres non permanents par l'Assemblée générale qui doit tenir particulièrement compte, en premier lieu, de la contribution apportée par les membres au maintien de la paix et de la sécurité internationales et aux autres fins de l'Organisation ainsi que de la nécessité d'une répartition géographique équitable.

2. Lors de la première élection des membres non permanents, trois sont choisis par l'Assemblée générale pour une période d'un an et trois pour une période de deux ans. Par la suite les membres non permanents sont élus pour une période de deux ans. Un membre qui se retire n'est pas immédiatement rééligible.

3. Chaque membre du Conseil de sécurité a un représentant au Conseil.

Devoirs et pouvoirs généraux

Article 24**

1. Afin d'assurer l'action prompte et efficace de l'Organisation, les Etats Membres confèrent au Conseil de sécurité la responsabilité essentielle

* Voir texte de travail N° 14, Article 21.

** Voir texte de travail N° 22, Article 22.

508

C=9

Article 27

Le Conseil de sécurité participe à l'élection des juges de la Cour internationale de Justice, conformément au Statut de la Cour.

Vote

- Article 28. Voix unique (DO., ch. VI, section C, par.1)
Article 29. Vote sur les questions de procédure (DO., ch. VI, section C, par. 2)
Article 30. Vote sur toutes les autres questions (DO., ch. VI, section C, par. 3)

Procédure

Article 31*

1. Le Conseil de sécurité est organisé de manière à pouvoir siéger en permanence. A cet effet, chaque membre du Conseil de sécurité aura en tout temps un représentant au Siège de l'Organisation.
2. Le Conseil de sécurité tient des réunions périodiques auxquelles chacun de ses membres peut, s'il le désire, se faire représenter par un membre du gouvernement ou par quelque autre représentant spécialement désigné.
3. Le Conseil de sécurité peut tenir des réunions à des endroits autres que le Siège de l'Organisation qui, à son jugement, peuvent le mieux faciliter son travail.

* Voir texte de travail N° 16, Article 28.

510

C=9

2. Lorsque le Conseil de sécurité décide qu'il y a menace contre la paix, rupture de la paix ou acte d'agression, il fera, afin de maintenir ou de rétablir la paix, des recommandations ou décidera de l'action à entreprendre, conformément aux Articles ___ et ___.

Article 44*

Avant de faire des recommandations ou de décider des mesures à prendre pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité, conformément aux dispositions de l'Article ___, le Conseil de sécurité peut inviter les parties intéressées à se conformer aux mesures provisoires qu'il estime nécessaires ou désirables pour empêcher la situation de s'aggraver. Ces mesures provisoires ne peuvent porter préjudice aux droits, aux revendications ou à la position des parties intéressées. Dans le cas où les parties n'appliqueraient pas les mesures provisoires, le Conseil de sécurité tiendra dûment compte de cette défaillance.

- Article 45. Sanctions non militaires (DO., ch. VIII, section B, par. 3)
- Article 46. Action militaire (DO., ch. VIII, section B, par. 4)
- Article 47. Accords relatifs aux forces armées (DO., ch. VIII, section B, par. 5)
- Article 48. Contingents aériens immédiatement disponibles (DO., ch. VIII, section B, par. 6)
- Article 49. Décision sur les mesures à prendre par les membres (DO., ch. VIII, section B, par. 7)
- Article 50. Plans élaborés avec l'aide du Comité d'Etat-major (DO., ch. VIII, section B, par. 4)
- Article 51. Le Comité d'Etat-major (DO., ch. VIII, section B, par. 9)
- Article 52. Assistance mutuelle (DO., ch. VIII, section B, par. 10)
- Article 53. Consultation au sujet des problèmes économiques (DO., ch. VIII, section B, par. 11)

* Voir texte de travail N° 44, Article 42.

513

C=9

l'action de caractère régional, pourvu que ces accords ou ces organismes ainsi que leurs activités soient compatibles avec les fins et les principes de l'Organisation. Les Etats Membres constituant de tels organismes ou parties à de tels accords feront tous leurs efforts pour régler d'une manière pacifique, par le moyen de ces accords ou de ces organismes, tout différend de caractère local, avant de soumettre l'affaire au Conseil de sécurité. Celui-ci favorisera le règlement pacifique des différends de caractère local par le moyen de ces accords ou organismes, que la procédure ait été engagée sur l'initiative des Etats intéressés ou sur celle du Conseil de sécurité lui-même.

2. Le présent Article ne modifie en rien l'application des Articles ____ et ____.

Article 56. Recours aux organismes régionaux (DO., ch. VIII, section C, par. 2)

Article 57*

Le Conseil de sécurité doit, en tout temps, être tenu pleinement au courant des mesures prises ou envisagées en vertu d'accords régionaux ou par des organismes régionaux, pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Chapitre IX

Conseil économique et social

Article 58

1. En vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires pour assurer entre les nations des relations amicales et pacifiques fondées sur le

* Voir texte de travail N° 25, Article 53.

515

COMITE DE COORDINATION

TEXTE SUBSTITUE AUX PAGES 19, 20 ET 21 DU PROJET PROVISOIRE DE CHARTE - DEUXIEME PROJET

... les droits, les prétentions ou la position des parties intéressées. En cas de non exécution de ces mesures provisoires, le Conseil de sécurité tient dûment compte de cette défaillance.

- Article 45. Sanctions non militaires (DO., ch. VIII, section B, par. 3)
Article 46. Action militaire (DO. ch. VIII, section B, par. 4)
Article 47. Accords relatifs aux forces armées (DO. ch. VIII, section B, par. 5)
Article 48. Mise à la disposition de contingents aériens (DO., ch. VIII, section B, par. 6)
Article 49. Appréciation des mesures à prendre par les Membres (DO. ch. VIII, section B, par. 7)
Article 50. Elaboration de plans avec l'aide du Comité d'Etat-Major (DO., ch. VIII, section B, par. 8)
Article 51. Comité d'Etat-Major (DO., ch. VIII, section B, par. 9)
Article 52. Assistance mutuelle (DO., ch. VIII, section B, par. 10)
Article 53. Consultation au sujet (de la solution) de difficultés économiques (DO., ch. VIII, section B, par. 11)

CHAPITRE VIII

Arrangements régionaux

(Charte : Accords régionaux)

Article 54 1/

1. Aucune disposition de la présente Charte ne s'oppose à l'existence d'accords ou d'organismes régionaux destinés à régler les affaires qui, touchant

1/ Voir document de travail 25, Article 51.

C=9

au maintien de la paix et de la sécurité internationales, se prêtent à une action de caractère régional, pourvu que ces accords ou ces organismes et leur activité soient compatibles avec les Buts et les Principes de l'Organisation. Les Membres de l'Organisation qui concluent ces accords ou constituent ces organismes, doivent faire tous leurs efforts pour régler d'une manière pacifique, par le moyen desdits accords ou organismes, les différends d'ordre local, avant de les soumettre au Conseil de Sécurité. Le Conseil de Sécurité encourage le développement du règlement pacifique des différends d'ordre local par le moyen de ces accords ou de ces organismes régionaux, sur l'initiative soit des Membres de l'Organisation intéressés soit du Conseil de Sécurité.

(Charte Article 52 : fin du paragraphe I : des "Nations Unies" au lieu de "l'Organisation"; début du paragraphe 2 : "des Nations Unies" au lieu de "de l'Organisation"; paragraphe 3 : "sur l'initiative ..." remplacé par "soit sur l'initiative des Etats intéressés, soit sur renvoi du Conseil de Sécurité".

2. Le présent Article n'affecte en rien l'application des Articles _____ et _____.

Article 35. Recours aux organismes régionaux (DO., ch. VIII, section C, par. 2)

Article 56 ^{1/}

Le Conseil de Sécurité doit, en tout temps, être tenu pleinement au courant de toute action entreprise ou envisagée en vertu d'accords régionaux ou par des organismes régionaux, pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

CHAPITRE VIII A

Article 57 ^{2/}

Aucune disposition de la présente Charte ne porte atteinte au droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un Etat Membre

^{1/} Voir document de travail 25, Article 53;

^{2/} Voir document de travail 24, nouvelle section D.

c = 9

est l'objet d'une agression, jusqu'à ce que le Conseil de Sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Les mesures prises dans l'exercice de ce droit de légitime défense sont immédiatement portées à la connaissance du Conseil de Sécurité et n'affectent en rien le pouvoir et le devoir qu'a le Conseil, en vertu de la présente Charte, d'agir à tout moment de la manière il juge nécessaire pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.

(Note : le Comité III/4 recommande d'insérer cet article, en tant que section distincte, à la suite "arrangements régionaux"; le Comité Consultatif de Juristes a recommandé le placer à la fin du chapitre VIII; le Comité de coordination ne s'est pas encore prononcé sur la question.)

CHAPITRE IX

Con économique et social

Article 58

1. En vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires pour assurer entre les nations relations pacifiques et amicales fondées sur le respect du ...